

Trois Français tenus en Guinée sont libérés

LIRE PAGE 6

Crise grave en Turquie

Le matin de l'étranger

mois après les élections...
retrouve à un stade de...
développement économique...
age est moins que jamais...
et guidé par une orien-
tation politique étrangère...
de plus en plus d'illibé-
tentation d'une fuite en...
sionnée par les extrê-
mes de droite...
enjeux immédiats ne sont...
amovibles : 2 milliards de...
de dettes à court terme...
nouveau, alors que les ré-
en devises se montent à...
à 500 millions de dollars ;...
courants d'importation se...
ent, faute de paiements ;...
sines fermant ; le chômage...
à 20 % de la population...
l'inflation dépasse large-
ment 20 % annuels. Et les...
« ajustements » qui ont...
année dévalué la livre de...
n'ont guère eu d'effets réels...
admet plus d'une décennie...
duction industrielle a connu...
de progression annuelle...
10 %, qui a été mainte-
nue à 20 % pour les cinq...
ans, sans qu'aucun finan-
ciariste ait été prévu ni...
le gouvernement Demirel ait...
un choix politique rationnel...
les techniciens. Rien en...
cas de nature à satisfaire...
experts du Fonds monétaire...
national, qui ont récemment...
arrivé à Ankara pour examiner...
demandes turques d'assistance...
technique...
majorité qui soutient...
Suleyman Demirel s'est dé-
claré, dans les derniers jours...
de la session municipale...
ont montré que le parti répu-
blicain du peuple, de M. Bilal...
vi, traduisait l'orientation du...
Sultanat le vent, onze dépu-
tés ont quitté le Parti de la jus-
te et la coalition dont le pre-
mier ministre est le leader est...
de en quelques jours de deux...
vingt-neuf à deux cent dix-
huit, soit huit de moins que...
majorité absolue. Le parti répu-
blicain a maintenant deux cent...
dix députés. Entre l'un et...
l'autre, le groupe des quatorze...
pendants, qui s'est gonflé de...
nouveaux membres, semble...
vouloir faire la balance...
un instant, M. Demirel n'est...
en core décisif sur la ques-
tion de démissionner et...
serait premier ministre. Car...
chef du gouvernement hésite...
à attendre le dépôt d'une...
motion de censure ou se retire...
sans l'avis du conseil...
ministre de l'énergie. Il...
ne en tout cas résolu à...
la formule de grande...
union unissant M. Ecevit et...
M. Demirel, et permettant la...
libération gouvernementale de...
l'opposition des mouvements d'ex-
trême droite de MM. Erbakan et...
Zahedi. Ces mouvements con-
jointement ultranationalistes, le retour...
lam et le développement éco-
mique le plus utopique, dans...
un mélange périlleux pour le des-
sein...
milieux d'affaires ne deman-
dent à M. Demirel que de consti-
tuer un gouvernement fort, doté...
d'une autorité suffisante pour...
arriver à des accords avec le Fonds...
monétaire international et tenter...
d'ébloquer l'affaire de Chypre...
sans d'attirer à lui un paquet...
d'opinion liés à M. Ecevit, on ne...
peut pas par quel biais il y...
aurait en se défilant de sa...
climat psychologique est...
vrai entre la Turquie et ses...
de l'OTAN, qui la laissent...
niers d'inconscience et d'im-
moralité. Ankara répond en par-
lant de quasi-colonialisme et d'im-
périalisme. Sans être dépourvus...
toute conscience, ces griefs...
roques tendent un rideau de...
sur une crise dont la gra-
vité sera devenue irréver-
sible.

LES AVIONS FRANÇAIS
SERAIENT DE NOUVEAU
ENVOLÉS LE 18 DÉCEMBRE
EN MAURITANIE
(Lire page 6.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

Le problème palestinien au cœur du dialogue israélo-égyptien

- M. Begin réaffirme qu'il n'y aura pas d'État indépendant
- M. Carter souhaiterait des concessions de Jérusalem sur la Cisjordanie

Le « plan de paix » de M. Begin continue de susciter de vives réactions dans le monde arabe et en Israël. De retour à Tel-Aviv, dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 décembre, le premier ministre israélien s'est efforcé de rassurer ses amis politiques en affirmant que les représentants de l'opposition, en affirmant qu'il n'y aura pas d'État palestinien dans les territoires occupés.

En revanche, tous les Arabes insistent sur cette exigence. Le prince héritier d'Arabie Saoudite, Fahd Ibn El Aziz, a rappelé à l'Égypte qu'il ne peut y avoir de paix juste au Proche-Orient si tant que les droits du peuple palestinien demeureront spoliés et les territoires arabes occupés.

Selon la New York Times, le président Carter, estimant que le plan de M. Begin était pratique-

ment inacceptable pour l'Égypte, aurait demandé au premier ministre de revoir les propositions relatives à la Cisjordanie et à Gaza avant sa prochaine rencontre, le dimanche 25 décembre, à Jemâla, avec le président Sadate.

Le chef de l'État égyptien s'efforcera sans doute d'obtenir de M. Begin qu'il proclame sa « disposition » à se retirer de tous les territoires occupés et accepte l'inscription à l'ordre du jour des négociations sur la question de la création d'un « État » — ou d'une « entité » — palestinien.

D'autre part, on estime à Paris que l'entretien de mardi entre le premier ministre israélien et M. François-Poncet a permis de « briser la glace » dans les relations entre les deux pays.

De notre envoyé spécial

Likoud qu'il ne considérait pas Charn-El-Chelch comme indispensable à la sécurité d'Israël ? Il n'est donc pas étonnant que M. Sayed Mazaï, président du Parlement, nous ait assuré qu'« aucune difficulté sérieuse ne faisait obstacle à la restitution de l'ensemble du Sinaï à la souveraineté égyptienne ».

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 4.)

Les suppressions d'emplois chez Rhône-Poulenc

Responsabilités...

Il n'y a pas de fatalité dans l'industrie. Les travailleurs du numéro un de la chimie française sont aujourd'hui victimes d'une longue suite d'erreurs.

Erreurs d'une profession d'abord, qui, tenant sur une progression constante, de la de-
mande, a survécu en Europe de façon enviable et se trouve
frappée de plein fouet par la
crise conjoncturelle au quadruplé-
ment du prix du pétrole. Erreurs
des dirigeants passés de Rhône-

Poulenc ensuite, qui, incapable pendant des années de faire de ce géant un ensemble cohérent, ont de surcroît mené dans la tentative une politique d'investissement si discutable qu'elle a abouti, pour reprendre l'expres-
sion d'un de ses responsables, « à doter le groupe des unités de fabrication les plus moder-
nes... dans des procédés dé-
passés ».

PHILIPPE LABARDE.

(Lire la suite page 27.)

Le temps de vivre

par PIERRE DROUIN

Qu'est-ce qu'il y a de cassé ? Pourquoi cette belle machine de la croissance s'est-elle détraquée ? Pourquoi ces belles perspectives de croissance se sont-elles effondrées ? Comment se fait-il qu'un mouvement de reprise à peine amorcé en Europe tourne court ? Les gouvernements et le public ne comprennent pas très bien. Ou plutôt, cela ne leur plaît pas tellement d'entendre les raisons qui se combinent pour expli-
quer le phénomène (1).

Dans l'histoire industrielle, la phase d'expansion vive a été une exception due essentiellement à la combinaison de deux facteurs : les séquelles d'une guerre qui a fa-
vorisé à la fois un boom techno-
logique sans précédent et une
demande de biens dont l'effet
s'est prolongé bien au-delà de la
période de reconstruction ; un
« privilège » de l'Occident, béné-
fici-

naire jusqu'en 1973 d'un bas prix de l'énergie.

A mesure que les inventions s'essouffent, la vieille loi des rendements décroissants retrou-
ve son champ d'application, et le
réveil des pays pétroliers con-
duisit à des transferts de richesses
des nations industrialisées vers les
producteurs d'or noir. En
attendant un nouveau cycle de
travaux scientifiques, et l'édifi-
cation d'un pont solide entre le
Nord et le Sud permettant des
échanges plus fructueux, la crois-
sance vive — comme on le voit
aujourd'hui — sera surtout le fait
de pays du tiers-monde qui
étaient près du « décollage ».

Voilà-t-on reprendre, comme ici et là, l'antienne sur le « déclin de l'Occident » ? La « crise » incline à cette pente facile. Les aspects à la fois sombres et bien visibles que

sont en France les centaines de milliers de chômeurs et l'inflation ne doivent pas masquer pourtant les côtés positifs de ce change-
ment du cours des choses éco-
nomiques. Prête-t-on assez atten-
tion à ce mouvement qui, à
traverse tous les partis politiques,
et passant du discours aux actes,
invite l'opinion à s'intéresser da-
vantage à son cadre de vie, à la
manière dont son temps de travail
et de loisirs est rempli, à la façon
dont les solidarités communales
s'exercent, dont la démocratie
peut être pratiquée dans la ville
ou le quartier ? Pense-t-on que
cette méditation active sur la vie
quotidienne et ses façons de l'am-
bellir ait été aussi aisée sans le
« répit » forcé accordé à l'écono-
mie occidentale ?

(Lire la suite page 28.)

RENCONTRE AVEC INGMAR BERGMAN

Trois après-midi à Munich

Dans son appartement de Mu-
nich, au huitième étage, Ingmar
Bergman dessine par la fenêtre le
contour des Alpes, clair quand le
temps est beau. Et ses longues
mains, dont l'extrême mobilité se
règle sur sa pensée, il les croise
parfois au-dessus de son front,
comme s'il entrait en méditation.

C'est ce double mouvement d'élan et de repli qui cadencait
les trois brèves après-midi pendant
lesquelles un cinéaste s'est ouvert
sur son expérience d'homme, d'ar-
tiste. Et ce que Bergman a pu
raconter, ce qui a pu surgir dans
ces moments fermés au monde,
tout cela ne relevait jamais, par
chance, de l'usage. Il ne s'agis-
sait pas d'appliquer le jeu ques-
tion-réponse, mais, au contraire,
de l'annuler, ou de le casser. Et par
là de se conformer à l'esprit même
de Bergman, c'est-à-dire de trouver
la voie juste pour communiquer.

Cette rencontre a donc eu lieu

à Munich, où l'on projette « L'Enfant au serpent » (1) et où Bergman a
choisi de vivre — après avoir songé
à Paris, qu'il a eu à cause du bruit.
En ce moment, il monte « Sonate
d'automne », qu'il vient de tourner
en Norvège et à Stockholm, et il
prépare « Les Trois Sœurs », de
Tchékhov, qu'il compte mettre en
scène au printemps, dans le prin-
cipal théâtre de la ville. Mais, pour
Nobél, il ira à Foré, son lieu de
micro-patrie, qui demeure le lien
unique avec un pays dont il avait
mis en cause la bureaucratie en
1976, avant de lui attribuer, pour son
œuvre, la médaille d'or de l'Académie
suédoise.

YVONNE BABY.

(Lire notre entretien
pages 13 et 14.)

(1) Voir l'article de Jean de Barco-
niz dans le Monde du 8 décembre.

PIERRE DAIX

La vie de peintre de Pablo Picasso

Ce que nous offre Picasso, en quinze mille dessins,
peintures, gravures, sculptures, assemblages
et collages, c'est son journal intime.

Un volume 448 pages, illustrations, 69 F

SEUIL

AU JOUR LE JOUR

INDIGESTION ET PÉNURIE

De quoi se plaignent les
Français ? La consommation
du foin gras, ce Noël, a aug-
menté de 40 % et de 25 %
celle de la langouste. Voilà
déjà un résultat de la poli-
tique d'austérité. Bien sûr,
tout le reste a augmenté en
prix. Et ceux qui ne peuvent
pas se payer des réveillons à
la langouste ou au foin gras
auront un peu plus de mal
à garnir leur assiette.

Mais qu'ils se consolent.
M. Barre le leur a dit : l'ad-
ministration ou pénurie, de toute
manière son plan est ainsi
fait qu'il faudra au moins
deux ans pour s'en remettre.

ROBERT ESCARPIT.

idées

JEUNESSES

Le point de vue de...

Michel VAUZELLE

DES ROIS SANS DIVERTISSEMENT

Avocat au barreau de Paris, Michel Vauzelle est premier secrétaire de la Conférence du stage.

La société met en accusation devant ses tribunaux un certain nombre de jeunes gens qui s'ennuient. Les héros ordinaires ont généralement assez de bon sens pour se résigner, dans les temps ordinaires, à la médiocrité du quotidien. Certains, cependant, ne se résignent pas à se résigner. Leur romantisme vigoureux s'exprime alors dans une attitude de contestation qui peut être criminelle.

La tentation est grande de donner à leur action une dimension politique. Toutefois la caractéristique radicale de leur protestation réside dans le fait que, pour eux, la politique est plutôt un prétexte. Ce n'est pas à une certaine forme de la société qu'ils en veulent mais à la condition humaine elle-même.

Insurgés à contretemps, ils ne sont pas des libérateurs mais des terroristes. Loin d'aider la gauche dont ils se réclament, ils font le jeu des conservateurs autour desquels ils regroupent l'opinion affolée par leurs crimes.

Mais cela leur importe peu. A leurs yeux, l'opposition démocratique est une force qui donne au public une classe dirigeante qui est secrètement solidaire.

Désespérés par un avenir politique bloqué, ils sont obligés de constater que seule la violence peut secouer la routine démocratique. Le premier ennemi à leurs yeux est le système actuel d'information entièrement monopolisé par les deux cents personnes, hommes politiques, journalistes, universitaires, écrivains, syndicalistes, hommes du monde qui, seuls, publient, écrivent et parlent.

Pour briser ce monopole de la classe dominante et pour accéder à l'information, ils sont obligés de recourir au scandale ou mieux encore au suspense dramatique que permet le terrorisme.

Dans ce domaine, les dévouements d'avenir sont peu de choses comparés à ce qui sera fait et vécu dans l'avenir, grâce au progrès des techniques et à la concentration des vies humaines.

La grande terreur est l'expression d'une protestation venant de milieux souvent très évolués. Mais il existe également un petit terrorisme qui, pour être de bien moindre envergure, relève de la même démarche.

Les petits terroristes de banlieue refusent au même un environnement stérile, un avenir professionnel bloqué, une impossibilité quasi totale d'expression, un manque profond d'efficacité et de dignité. Ils sont de plus convaincus, par le cinéma et la télévision, de la réalité, quelque part, des rêves dont ils sont porteurs.

N'ayant pas reçu une éducation bourgeoise, ils n'ont pas l'habileté ou la naïveté de masquer de la politique une révolte qui cherche dans la quête violente du risque et de la peur une transfiguration du quotidien.

Qu'ils soient déguilés en motards ou en guérilleros, ces jeunes gens sont des rois sans divertissement. Ils refusent absolument l'ennui et la médiocrité dont la majorité s'accommode. La société a besoin de ces désespérés pour son équilibre. Qu'elle réprime le crime mais qu'elle n'essaie pas d'étouffer une flamme qui est sa dignité.

Deux ou trois choses que je sais d'eux

par DOMINIQUE TROUILLER (*)

On a pu constater la vogue des films « rétro » sur l'adolescence (les *Zazas*, *A nous les petites Anglaises*, *Marchés pas sur mes baskets*, *Diabolos menthes*). Les *Roaring Sixties*, maintenant, comme si tout le monde, à la fois, ne pouvait plus trouver d'autres points de repère que dans un passé mythique. Le « je » vif et confiant et polémique de l'adolescence représenté par le « j'ai vécu » de vieux adolescents encore mal mûris, déjà nostalgiques et ensevelis dans le souvenir de leur jeunesse enfuie.

Pas de meilleur révélateur de notre société que le rapport qu'elle entretient avec la classe d'âge « ombragée » : la jeunesse. Symptôme moderne d'une société « en crise » ou plutôt en mal d'avenir, malade de ne pas croire en son avenir. Ceux dont le métier est d'avoir le contact avec elle le savent, vivent plus ou moins bien cette relation, et je ne crois en rien exagérer en disant qu'ils ont le sentiment d'être « coincés ». Et doublement.

M'explique, tu tant qu'enseignants, ils sont exactement des marginaux, en marge par rapport à un champ socio-culturel multiforme, polyvoque (T.V., médias, disques, B.D., etc.) d'une époque en perpétuelle mutation. Cette époque est d'abord celle des « enseignants », auxquels elle impose les modèles imaginaires, idéologiques, en sorte que les « valeurs », dont a besoin l'adolescent, pour se constituer comme individu. L'enseignant est donc, comme tout le monde, pris dans le tourbillon. La belle affaire, dirait-on : tous les adultes ne le sont-ils pas ? Mais les enseignants le sont d'une manière un peu différente, sans doute plus aiguë, car ils sont, dans la mesure où c'est leur image traditionnelle qui est en jeu.

Certes, le professeur continue de transmettre un savoir, d'apporter une méthode (passer son examen), etc., mais il sait bien que la communication dans l'espace communautaire du cours ne va pas — ou plus — de soi, qu'elle renvoie malheureusement à tout le bavardage qu'a suscité ces dernières années la « relation enseignante » (prof sympa, prof autoritaire, prof dynamique, prof contestataire, etc.).

Dans la vaste des images professionnelles, on comprend sans peine qu'un public d'adolescents peut avoir du mal à s'y reconnaître ! Deux désarrois face à face, en miroir. Non pas qu'il ne reste (Dieu soit loué) de « bons professeurs » et de « bons élèves » : on en trouve. Mais le malaise des deux côtés, c'est ce qui se voit d'abord, c'est ce que ne peut pas ne pas voir. Chez les enseignants, comment interpréter le suractivisme syndical, militant, etc., autrement que

comme un symptôme de ce malaise — ou une conduite de fuite ? Chez les adolescents, les mots pour le dire — cette absence d'illusion, d'espoir en un avenir aussi vide que le présent — manquent. C'est devenu l'apathie, le conformisme, l'absence de toute révolte qui caractérisent la « population » lycéenne. Che Guevara, mal 68, connaît pas ! (Je vous demande ce que cela peut représenter pour ceux qui, en ces temps-là, en étaient à apprendre à lire...). Par contre, Elvis Presley, « ils » connaissent, bien que n'étant pas nés au moment où il incarnait dans sa musique l'image mythique de toute une jeunesse, dans ses refus et sa soif de vivre.

Entre ces deux pôles aussi éloignés et contradictoires, voilà

comment je verrais la fonction de l'enseignant actuel. D'abord d'évocation de notre mémoire collective, de notre mythologie historique — on dira que c'est notre mythologie, à nous adultes, mais c'est aussi celle du monde « objectif » où tous, eux et nous, avons à vivre. Les adolescents doivent s'y intégrer, à défaut de quoi leur seule issue est la névrose, la drogue, parfois la mort. Mais ce serait aussi une fonction d'apprentissage à critiquer, donc un recul à prendre, une distance par rapport aux grandes formations imaginaires (T.V., disques, je l'ai dit plus haut) qui les modelent d'autant mieux qu'elles ne révèlent être des investissements extrêmement rentables (l'exploitation marchande du mythe de la jeunesse, etc.). Tout cela pourrait être aussi et mobilisateur pour les deux partenaires. Facile pour « nous », pas confortable. On peut rêver.

Réponse à Noëlle MAROTTE

La « Charte des enfants » ou la mythologie de la transparence

Les jugements de Mme Noëlle Marotte sur mon livre dans la page « Idées » du *Monde* du 15 décembre sont outranciers et injurieux. Sur le fond, je ne peux que constater le malentendu qui m'est contenu dans cet article.

Si je ne différencie pas la petite enfance de l'adolescence, c'est bien parce que je dénonce des lois qui ne tiennent pas compte (sauf cas exceptionnels) de la différence, et si je « mélange », c'est aussi justement parce que l'institution est « mélange ». Dans les centres, les cas sociaux se retrouvent avec les fugueurs, les toxicomanes ou les délinquants. Je dénonce cette situation. Jamais l'UNAF ne l'a fait.

A propos des crèches, je n'ai jamais dit ni même sous-entendu

que la femme devait rester au foyer, mais j'ai révélé les problèmes profonds qui se posent pour les enfants des crèches, en dénonçant les dangers. Nous proposons dans la *Charte des enfants* des mesures de remplacement qui vont des assistantes familiales aux « lieux de vie » avec une norme limitée d'enfants. Or, si l'on dit que je réclame le retour du père ou de la mère au foyer ?

Sur les juges, j'ai dénoncé la collusion entre le pouvoir répressif, préventif et éducatif, mais j'ai souligné et je souligne encore une évolution de ces juges et de cette justice que je crois possible. Quant à dire que les juges pour enfants sont un progrès par rapport au bagne, qui pourrait le nier ? Est-ce suffisant pour se réjouir de cette situation ? Je reste partisan de décharger les

juges de leur travail sur les enfants associés ou « en danger ». Sur les commissions, nous avons proposé, avec l'aide de milliers d'enfants, des solutions, mais j'ai dit dans la *Charte* que nous soumissions de longues discussions avec tous les éducateurs, juges, parents, associations, etc. Ce n'est qu'après cela que nous pourrions prendre des décisions.

Enfin sur le choix des lois, vêtements, etc., j'ai dit qu'il fallait inciter à l'intelligence de la consommation et je dénonce à plusieurs reprises la publicité excessive. Mais Mme Marotte ne s'y trompe pas, je reste fermement opposé à la protection systématique des enfants. Une certaine protection est évidemment nécessaire, mais elle doit être petite, à peu près vers six ans, faire place à une autonomie et à une responsabilité progressive.

Quant à la conclusion de Mme Marotte, je n'y reviendrai pas non plus, elle expose là des idées globales que je n'ai pas à juger et sur lesquelles il faudrait s'expliquer. Mais il est temps de comprendre que la *Charte des enfants* est un cri d'alarme, un appel lancé à tous, sans prétention de programme ou de code de loi. C'est un livre d'incitation, ce n'est pas un résultat. C'est un livre d'idées, d'espoirs, de revendications, de larmes, ce n'est pas un texte élaboré. Nous n'avons jamais eu la prétention de détenir toute la vérité et d'être les seuls à savoir ce qui est « bien » pour l'enfant. La *Charte* est une demande faite pour les enfants et les adultes qui tentent de réaliser autre chose, de vivre autrement, et qui y parviennent quand on leur en donne les moyens. En réalité, Mme Marotte ne dit pas l'essentiel dans son article : elle me fait un procès sur des détails, mais pas sur le mot sur la finalité de la *Charte*, qui est de considérer l'enfant comme un être à part entière et de lui donner les moyens de son autonomie et de sa liberté. C'est cela que l'UNAF condamne et veut cela qui nous sépare. Pour le paraphraser serait-il le reflet d'une transparence sans mythologie ?

BERTRAND BOULIN.

Trois nouveaux mensuels : « Télé-Junior », « Azimut » et « l'Actualité en direct »

La presse des jeunes va mal. Après un an d'existence, « Terminal », le journal des lycéens, a mis la clé sous la porte. Depuis quelques semaines, « Antirouille », mensuel sans publicité, a multiplié les appels au secours. La presse des « Idoles » (« Salut », « O.K. ») ne se porte pas très bien non plus. Deux nouveaux mensuels, « Télé-Junior » et « Azimut », viennent pourtant de voir le jour, et le 4 février sortira dans les kiosques le premier numéro de « l'Actualité en direct », édité par la société Star-System.

A la différence des journaux isolés comme *Antirouille* ou *Terminal*, ces trois mensuels s'appuient sur des entreprises florissantes. Il faut des reines solides pour tenter une telle aventure, même si l'on est certain, comme M. Franklin Loufrani, le F.D.G. de Junior-Production, vient de lancer *Télé-Junior*, d'avoir trouvé un « truc ». Ce magazine, qui aura coûté 3 350 000 F depuis son lancement le 1^{er} septembre, complète dans

le domaine de la presse ce que la société mère réalise déjà dans celui de la production et de la diffusion de disques et de livres pour enfants.

Convaincu que les jeunes de huit à quinze ans préfèrent la télévision aux albums de *Pinocchio* et de *Mickey* de leurs aînés, M. Loufrani ambitionne de leur offrir, avec *Télé-Junior*, sur cent pages et pour 5 F, une « quatrième chaîne ». Au générique de chaque numéro, des bandes dessinées adaptées de « comics » américains et de feuilletons télévisés, et une partie magazine consacrée à des « vedettes » du petit écran : Michel Drucker, Gérard Philipe, Christian Zuber et Guy Druet.

Destiné à un très large public, *Télé-Junior* ne s'embarrasse pas toujours de subtilité. « Ce que les jeunes aiment », dit M. Loufrani, c'est la science-fiction, les séries policières, les westerns et, comme à la télé, la publicité. Alors nous leur en donnons. Si la qualité n'y trouve pas toujours son compte, la recette est apparemment efficace : le troisième numéro a été vendu à deux cent mille exemplaires. Le succès aidant, Junior-Production envisage

le lancement d'un autre mensuel, *Télé-Parade*. Il s'adressera aux jeunes de cinq à neuf ans et aura un caractère « plus éducatif ».

Trois différents est *Azimut*, lancé au mois d'octobre par M. Bruno d'Espenoux, propriétaire de *Télé-Journal*. Le public visé est celui des treize-quinze ans rebutés par la presse des « Idoles ». La conception de ce magazine est due à M. Christian Begout, directeur, animatrice dans le sixième arrondissement des ateliers d'enfants. Le livre vivant, qui assure la rédaction en chef. Chaque mercredi, des groupes de jeunes décident du contenu des numéros. Selon une formule qui tend à se généraliser dans ce secteur de la presse, une large place est accordée aux témoignages bruts, aux illustrations et aux poèmes des lecteurs.

On trouve en outre des bandes dessinées, du sport, des reportages et une rubrique « événement » sous forme de « tables rondes » et de courtes nouvelles. Asses austère, *Azimut* n'a, de l'aveu de son directeur, pas encore trouvé sa vitesse de croisière. D'un prix élevé (6 F), il ne

compte que cinquante-six pages. Le million de francs consacré à son lancement à la radio ne semble pas avoir eu un effet décisif. Tiré à cent mille exemplaires, le numéro de novembre s'est mal vendu.

La société Star-System rencontrera-t-elle les mêmes difficultés pour imposer *l'Actualité en direct*, un magazine qui se veut lui aussi « à la qualité » ? Son directeur, M. Michel Lafont, qui peut se prévaloir, avec le *Wouster-Stéphane*, d'une des rares réussites financières de ces dernières années dans le secteur de la presse des vedettes, ne le pense pas. Il escompte un succès comparable à celui de *Jacinto*, lancé par le groupe Média en octobre 1975 (*le Monde* du 28 janvier 1977). Sans que les deux magazines se ressemblent vraiment, la « cible » est en gros la même : la tranche des dix-huit-vingt-cinq ans, plus étudiante que salariée, nettement féminine dans le cas de *Jacinto*, plutôt masculine dans celui de *l'Actualité en direct*.

Tiré à trois cent mille exemplaires, celui-ci paraîtra sur soixante-douze pages. Les numé-

ros « zéro » consacrent une large place à la couleur et aux photos de qualité. Le papier est luxueux, la mise en pages aérée, peut-être un peu trop. Le contenu se veut axé sur l'actualité. Le premier numéro comportera une interview exclusive du président Carter par un groupe de jeunes, un sondage sur les intentions de vote des dix-huit-vingt-cinq ans, une chronique de Georges Brassens sur Jacques Brel. Dans le domaine politique, ce magazine se veut « objectif ». Il développera l'information pratique (sur l'emploi, les vacances, l'orientation). Son prix sera de 6 F.

B. L. G.
« Télé-Junior » : 8, rue Verniquet, 75011 Paris. Tél. : 754-77-30. *Azimut* : 6, rue de la Trémolles, 75008 Paris. Tél. : 730-31-16. *l'Actualité en direct* : 20, rue Montor, 75016 Paris. Tél. : 526-52-52.

RECTIFICATIF. — Dans l'article sur « la Gloire posthume de Fregé », de Jacques Bouveresse (*le Monde* des 18-19 décembre) il fallait lire, 4^e colonne, le ligne, non pas « l'idéologie freudienne », mais « l'idéologie fregeenne ».

« ANTIROUILLE » MORIBOND

Personne n'a pu dissuader Serge, berge stagiaire de dix-neuf ans, de sa folle décision. Il ne voyait pas pourquoi on coupait les cheveux en quatre : il avait lu dans le dernier numéro d'*Antirouille* que « son » journal allait disparaître si l'équipe de rédaction ne trouvait pas rapidement de l'argent. Serge est alors venu à Paris, la semaine dernière, apporter un chèque de 5 000 francs.

Il a simplement expliqué aux jeunes journalistes médusés qu'il avait fait « un petit héritage » et que sa « copine » et lui « n'avaient pas de gros besoins ». Après deux heures de discussion, il a persuadé l'équipe d'*Antirouille* d'accepter sa contribution.

Ce soutien ne suffit pas à sauver *Antirouille*. Après deux ans sans haut et même plutôt encourageants — trente-deux mille exemplaires vendus chaque mois — l'équipe de rédaction doit trouver 30 000 francs, faute de

quoi une aventure unique dans l'histoire de la presse des jeunes rejoindra le cimetière des titres disparus. Ce n'est pas que la médiocrité des lecteurs fasse défaut. Elle est même plus réelle que pour d'autres publications, si l'on tient compte de l'âge des habitués de ce mensuel — fait par des jeunes pour des jeunes —.

Les responsables d'*Antirouille* ont décidé de faire la tour des « financiers sympathisants » qu'ils ont déjà rencontrés, ces derniers semaines, pour d'autres raisons de naufrage. *Rouge*, le quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire, *Témoignage chrétien*, *Politique hebdo*, *Sud*, *Histoire d'Elles*, le *revue Champ libre*, et quelques autres. Mais les bienfaiteurs traditionnels de la « presse d'extrême », souvent des artistes ou des sympathisants de gauche et d'extrême gauche, doutent de plus en plus du sens de ce combat. Les « banquiers », comme les militants, se replient sur eux-mêmes

devant les rigueurs de cet automne politique.

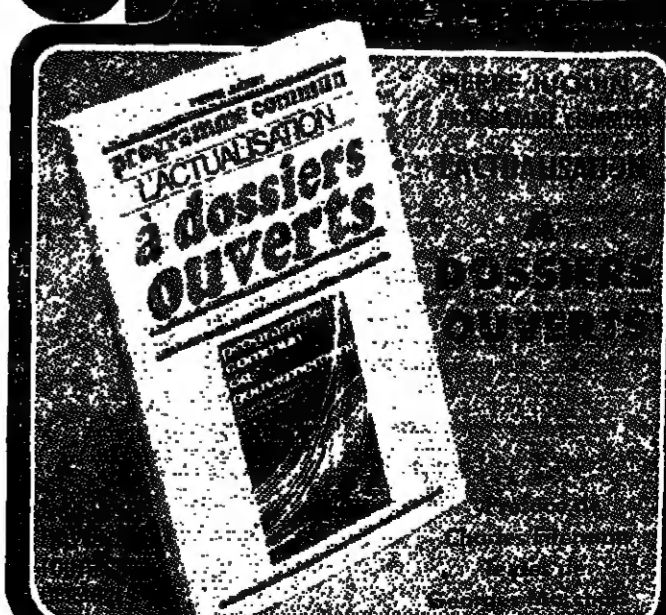
La dernière chance d'*Antirouille* est d'expliquer aux adultes que le public de ce mensuel est composé d'isolés, qui doutent plus encore qu'eux-mêmes du succès éventuel des luttes politiques et des formes d'expression novatrices de la société d'aujourd'hui. De dire aux parents, inquiets de voir leurs enfants découragés se mettre en marge du débat social, lassés avant même d'avoir tenté l'expérience de leurs aînés, que ce journal est probablement le dernier lien fragile, une chambre d'écho des préoccupations quotidiennes des « jeunes en rupture ».

A sa création, en 1975, *Antirouille* voulait devenir « une alternative à la presse défilée des médias ». Avec le temps, ce journal s'est trouvé un public de lycéens et de jeunes travailleurs. Ce sont d'une certaine façon des marginaux, explique Hélène, l'un des membres de l'équipe,

mais ils ne sont pas vraiment en rupture, car ils se mélangent, à l'inverse de leurs aînés, des luttes qu'on leur propose. Chaque mois, *Antirouille* décrit une vie plutôt triste, et ses lecteurs lui renvoient une réalité faite d'insatisfactions. Les jeunes s'expriment, racontent leurs difficultés dans le travail et les rapports avec les autres, une sensation de malaise chronique. Une double page de poèmes de lecteurs parle de la mort, du suicide, du temps qui s'écoule inexorablement vers une impasse. Lorsque dans ce brouillard glacé une lueur apparaît, comme une espérance de vie, comme une plante qui ne « meurt » pas au bout d'un mois, lorsqu'un lycéen ou une jeune travailleuse trouve une idée qui change le quotidien, le journal raconte pour aider les autres.

PHILIPPE BOGGIO.
(*) *Antirouille*, 2, rue Péreire, 75008 Paris ; tél. : 526-52-75 - CCP 3512475 X, La Source.

éditions sociales



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LE POUVOIR ET LA GAUCHE EN EUROPE DU SUD

Le parti communiste italien accepte le risque de provoquer une crise gouvernementale

De notre correspondant

Rome. — Les trois confédérations syndicales italiennes ont décidé une grève générale pour la mi-janvier. C'est un mauvais point pour le gouvernement de M. Andreotti, mais surtout la confirmation qu'un nouveau climat politique s'est instauré à Rome. La trêve sociale a fait place à l'agitation, tandis que l'alliance entre la démocratie chrétienne et le parti communiste, hier si sereine, ressemble presque à un affrontement.

On ne se trouve plus devant deux parties

Troublé par la volte-face de son partenaire, le parti gouvernemental ne parvient pas à masquer des divisions internes. Il cherche à gagner du temps, à reprendre l'initiative en proposant une sorte de pacte social et politique inséré dans un programme triennal de gouvernement. Le P.C.I. participerait à sa rédaction, l'appuierait officiellement mais n'entrerait pas au gouvernement. Il en faudrait davantage pour séduire M. Berlinguer. Après s'être beaucoup avancé, il doit obtenir quelque chose de consistant pour ne pas décevoir la base communiste, qui s'est remise à espérer malgré les sarcasmes de l'extrême gauche.

« Nous ne sommes pas contre le gouvernement, mais contre sa politique économique », répètent les dirigeants syndicaux. Ils ne veulent pas qu'une « bataille de formules » — c'est-à-dire la composition du futur cabinet — détourne les partis de la vraie question : savoir plusieurs groupes industriels et le pays lui-même de la faillite financière ; accomplir certaines réformes de structure pour que toute reprise économique ne se traduise pas en inflation.

Depuis quinze mois, l'Italie a connu en effet deux périodes bien distinctes. La première (septembre 1976 - mars 1977) fut celle de l'assainissement d'une économie très malade. On lui administra un remède de cheval pour freiner l'inflation et rééquilibrer les comptes extérieurs. Cette austérité était elle acceptée aussi bien par les partis de gauche que par les syndicats, moyennant des réformes et une défense de l'emploi. Il en résulta un ralentissement de l'activité, ressenti de plus en plus fort à partir du deuxième trimestre. C'est l'aboutissement de cette tendance, joint à l'absence de réformes réelles, qui a déclenché l'agitation sociale. Le parti communiste a senti le danger. Il s'est brusquement raidi, au risque de menacer le laborieux équilibre politique dont il avait été le principal détenteur. Au printemps, les étudiants communistes avaient pu le contraindre à retourner dans l'opposition ; en hiver, il a vu dans le malaise ouvrier une raison suffisante pour forcer la porte du gouvernement.

Mais le forcené-t-il vraiment ? L'autre soir, les téléspécialistes ont sur-

naires qui gèrent ensemble la « majorité de programme » et tempèrent l'impatience des petits partis. Les voilà de nouveau face à face, du moins en apparence, avec des positions très différentes. Le P.C. veut entrer tout de suite au gouvernement pour en changer la politique et « sauver le pays ». La D.C. défend les choix actuels et refuse la nomination de ministres communistes, qu'elle juge non seulement injustifiée mais contraire à ses engagements devant les électeurs.

Avec une certaine coquetterie, les Italiens aiment à dire que leur politique est « incompréhensible à un étranger ». C'est faux, mais nul n'en nie la complexité. Elle sera particulièrement sensible en 1978, puisque deux batailles vont avoir lieu en même temps : la composition du futur cabinet et les élections présidentielles.

Ces batailles de couleur risquent de faire oublier la raison initiale de la crise, qui est économique. En 1978, l'Italie devra rembourser ses dettes, contracter d'autres prêts et renégocier avec le Fonds monétaire international certains de ses engagements. Il lui faut, pour tout cela, une certaine crédibilité. C'est le principal argument de M. Andreotti pour conjurer la crise et défendre un gouvernement qui, tel quel, paraît condamné.

ROBERT SOLE

Aucune solution n'est concevable au Portugal sans le parti socialiste

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — C'est le privilège des jeunes démocraties de multiplier les « premières ». Il y avait eu le 25 avril 1976 les premières élections libres depuis un demi-siècle. Le 25 juin 1976, il y eut les premières élections présidentielles sans contrainte de l'instauration du salazarisme. Un mois plus tard, on apprit la désignation de M. Mario Soares pour former le premier gouvernement selon la Constitution du 25 avril 1976. Voici donc la première crise gouvernementale de la jeune République portugaise.

On insiste à Lisbonne et dans les provinces sur le caractère naturel de la démission du premier ministre. C'est une équipe par une majorité du Parlement. Les milieux politiques portugais, loin de ressentir le vote du 3 décembre comme une malade plus ou moins honteuse, paraissent plutôt y voir une sorte d'épreuve initiatrice pour le système mis en place il y a un peu moins de deux ans.

Examen réussi ? Apparemment oui. Le président de la République — qui, pour rendre le test plus probant, a maintenu la semaine dernière son voyage en Allemagne fédérale — a été à plusieurs reprises le peuple portugais pour le calme dont il a su faire preuve en la circonstance. Plusieurs dirigeants politiques ont fait de même. Comme s'ils craignaient que trois années et demi d'apprentissage

de la liberté n'aient pas suffi pour tuer chez tous et en chacun le vieux démon qui a si longtemps murmuré : « Tout, sauf le vide et la pagaille ».

En apparence, la capitale n'a jamais paru aussi tranquille. Pourtant, les vieux démons ne sont pas morts. L'amiral Pinheiro de Azevedo — ancien premier ministre — a proposé comme remède à la crise « une dictature temporaire des masses », avec références senties à Hitler et Mussolini. L'homme a été gravement malade, et on peut donc croire qu'il se proposait en très bonne santé quant à lui, le général Kaulas de Azevedo — qui en décembre 1973 avait tenté une restauration du salazarisme pur et dur — s'agit beaucoup. Des hommes investis de hautes responsabilités économiques racontent à qui veut les entendre que si M. Sa Carneiro (ancien président du parti social-démocrate) lançait un rassemblement, il rencontrerait, dans le nord du pays à tout le moins, un « impact extraordinaire ».

Les hommes politiques à qui échoit la responsabilité de résoudre la crise minimisent ce problème, persuadés qu'il trop évoquer les fantômes on finit par leur donner consistance. Mais ils ne l'ignorent pas. On se convainc même à lire les éditoriaux, à discuter avec les responsables, que cette crise a contribué à la rapide volte-face des milieux politiques ces derniers jours.

Le 3 décembre au matin, tout semblait rompu. La chute du gouvernement n'était peut-être pas inévitable, mais le plus grave. Il y avait eu des discours véhéments — l'image d'un « Pinochet » portugais que M. Soares avait présentée à la droite comme une « solution de secours ». Il y avait eu un miroir maléfique. Il y avait eu des attaques violentes contre l'équipe gouvernementale accusée d'incompétence et presque de duplicité. Le premier ministre avait lancé : « A nous de jouer, messieurs, et je vous souhaite bien du plaisir ». Puisque nul ne semblait plus vouloir parler à personne, les élections anticipées semblaient la seule solution.

Et puis très vite, on se prit à réfléchir dans les états-majors des partis. Une consultation anticipée, c'était la voie pour trois mois dans une situation de crise économique aiguë et le risque de voir revenir au palais de São Bento une Assemblée à peu près fidèle à l'achève. Peut-être même un peu plus « ingouvernable ».

De la discussion à la négociation

L'appel lancé le 11 décembre par le président de la République pour la mise au point entre les partis d'un programme de gouvernement susceptible de rallier une majorité à l'Assemblée fut donc accepté par tous.

Pour le P.C.P., cela ne posait pas de problème majeur. Bien que la formation de M. Alvaro Cunhal ait en un rôle très important dans la chute de M. Soares, elle n'en demeurerait pas moins prête à négocier la formation d'un gouvernement de gauche. Le C.D.S., le P.S.D., qui avaient d'abord indiqué que des contacts ne pourraient avoir lieu qu'au palais présidentiel, acceptèrent de répondre à l'invitation du P.S. et à charge de réciprocité, bien entendu. L'indépendance s'imposait : aucune solution parlementaire à la crise n'était concevable sans le P.S. Aussi les discussions ont-elles peu à peu commencé et à se transformer en négociations, selon le mot de M. Freitas do Amaral, président du Centre démocratique et social.

Ainsi, deux semaines après l'ouverture de la crise, commençait-on à y voir plus clair. Toute précaution demeure cependant, mais un large consensus paraît acquis pour la formation d'un gouvernement s'appuyant sur une majorité stable dans l'Assemblée. Si l'on met à part le cas de l'Union démocratique populaire (U.D.P.), extrême gauche, qui n'a qu'un seul député, le seul formation qui demeure en retrait est le P.S.D. Les problèmes internes à ce parti expliquent peut-être ces hésitations. M. Soares Franco, son président depuis quelques semaines, paraît favorable à un accord. Une telle attitude, en effet, rapprocherait davantage son parti du pouvoir que ses mois de harcèlements menés par M. Sa Carneiro, son prédécesseur, contre le gouvernement Soares. Le prestige qu'il recouvreait confortablement sans doute sa position encore fragile à la tête du P.S.D. Mais ce modéré doit compter avec les partisans encore nombreux de puissants, de l'ancien leader du parti, qui a clairement choisi une stratégie de la tension. En attendant un congrès extraordinaire qui se tiendra à la fin de janvier, M. Soares Franco est donc nécessairement contraint de ne se hâter que lentement.

Comment accueillir l'indispensable recherche d'une majorité parlementaire stable avec le refus socialiste tant d'un « gouvernement de coalition » que d'un accord avec les seules formations situées à sa droite ou avec le seul P.C.P. ? Les discussions s'orientent vers la négociation non pas d'une, mais de deux, voire de trois « plates-formes » de gouvernement, chacune signée par le parti socialiste et une ou deux autres formations : P.S., P.C., P.S.D., C.D.S., P.S.D. ou P.S., P.S.D.-C.D.S. Telles sont théoriquement les combinaisons possibles.

Pour que les choses aboutissent, il serait indispensable que les partis situés à la droite du P.S. acceptent que la formation de M. Cunhal soit traitée sur un plan d'égalité. Leur intention initiale était, en effet, d'aboutir à un accord à trois avec le P.S. Ensuite seulement, le nouveau gouvernement discuterait avec le P.C.P. M. Soares Franco sur ce point est particulièrement net : « Le P.C. doit être exclu des discussions. C'est seulement lorsque les trois forces démocratiques se seront mises d'accord sur un programme que l'on pourra discuter avec les communistes sur des points concrets ».

Encore faudrait-il que les diverses « plates-formes » ne soient pas trop incompatibles entre elles pour permettre la rédaction d'un vrai programme de gouvernement et non d'un compromis circonstanciel. Ce sera sans doute le rôle du président de la République d'y veiller. Sa tâche ne sera pas aisée.

Davantage peut-être que sur le programme, c'est sur l'esquisse de la future équipe de gouvernement que s'attarderont les discussions. Un point capital paraît cependant acquis. Aucune formation ne met plus son veto à la reconduction de M. Mario Soares comme premier ministre. Mais le secrétaire général du P.S., par conséquent, demeure tressaillé. « Si le président de la République juge nécessaire ma présence à la tête du gouvernement, je ne me résous pas à le laisser à la tête du gouvernement », a-t-il déclaré. Mais après seize mois d'un grand effort, je sens le besoin d'un peu de repos et de réflexion. En outre, je dois consacrer un peu de mon temps au parti, qui traverse une phase intéressante de reprise de confiance en lui-même ».

La composition du futur gouvernement suscite également des difficultés. C'est le point le plus controversé, presque « préalable », nous a déclaré M. Freitas do Amaral.

La formule retenue pourrait être un gouvernement à dominante socialiste mais on s'attribuerait un certain nombre de « compétences » jouissant de la confiance de tel ou tel parti, sans cependant le représenter.

Faute d'un accord entre les partis, il ne resterait que la solution des élections anticipées.

JEAN-PIERRE CLERC.

M. ANDRÉ AMALRIK : des groupements d'ouvriers indépendants se constituent en U.R.S.S.

A l'étranger, on a fini par s'apercevoir que les petits groupes d'ouvriers d'U.R.S.S. qui étaient apparus en dehors de l'Union des écrivains — cet instrument du gouvernement — étaient des hommes libres, a déclaré M. André Amalrik, le 20 décembre, à Paris. L'écrivain soviétique dissident, qui était l'invité de l'Université de la Sorbonne à l'occasion du trentième anniversaire de la création de la confédération, a poursuivi : « Les mêmes petits groupes sont en train de se constituer parmi les travailleurs. Les syndicats de l'Occident finiront bien par se rendre compte qu'un mouvement indépendant est en train de se créer en U.R.S.S. ».

M. Amalrik a affirmé une nouvelle fois, qu'il y avait eu des grèves en U.R.S.S. On a cédé à l'urgence des grévistes zola en suite les responsables ont été sanctionnés. La répression est d'autant plus dure que l'Etat est censé représenter l'indépendance des travailleurs. A Moscou, un groupe de grévistes s'est récemment adressé à un correspondant de presse étrangère (New York Times) pour lui faire part de leurs difficultés.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

■ LA COUR DE JUSTICE DE COLOGNE a rejeté lundi une requête introduite par l'ancien criminel de guerre Rudolf Hess, qui voulait obtenir que le gouvernement de Bonn engage une action diplomatique pour le faire libérer. La cour a estimé que le gouvernement ouest-allemand ne pouvait être tenu juridiquement d'intervenir, notamment par notes adressées aux puissances alliées et à l'O.N.U., en faveur de la libération du détenu. Agé de quatre-vingt-trois ans, celui-ci est incarcéré depuis trente-six ans à la prison de Spandau, à Berlin-Ouest. — (A.F.P.)

Australie

■ LE SENATEUR GLENISTER SHEIL, ministre des anciens combattants du gouvernement travailliste, a été révoqué mardi pour avoir manifesté son soutien à l'apartheid. Il avait préconisé le « développement séparé » pour les aborigènes australiens et soutenu publiquement les régimes sud-africain et rhodésien. — (Reuter)

Bangladesh

■ LE CHEF DE L'ETAT BEN-GALAI, le général Ziaur Rahman, se rendra, le 23 décembre, en visite officielle au Pakistan, venant de New-Delhi. Au cours de son séjour en Inde, le président bangladais s'est entretenu avec M. Desai, les deux dirigeants sont convenus de renforcer leurs relations sur la base « de l'égalité, de l'indépendance et de la non-ingérence dans leurs affaires mutuelles ». — (A.F.P.)

Pologne

■ LA MILICE A PERQUISITIONNÉ, lundi 19 décembre, dans la maison de la banlieue de Varsovie de l'un des membres du Comité de défense des ouvriers, M. Krystof Turalski, et a saisi un certain nombre d'écritures du bulletin Glos (la voix) publié par le Comité. M. Turalski et deux autres

membres du comité ont été interpellés mais relâchés trois heures plus tard. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

■ UN AFRICAIN a été tué par balles par la police au cours d'émeutes qui se sont déroulées, lundi 19 décembre, dans les rues de Port-Elizabeth. — (A.F.P.)

Rhodésie

■ L'ATTACHE, samedi 17 décembre, de la base aérienne Grand-Reef, près d'Umtali, en Rhodésie, par des guérilleros nationalistes rhodésiens basés au Mozambique, a fait vingt-deux morts parmi le personnel militaire de la base, a affirmé, mercredi 21 décembre, Radio-Mapping, chef des informations « venues de l'intérieur du Zimbabwe ». — (A.F.P.)

Union soviétique

■ UN MINISTRE SOVIETIQUE de quarante-cinq ans, M. Vladimir Klebanov, a été arrêté et envoyé dans un hôpital psychiatrique de Moscou, le 19 décembre, a annoncé l'informateur dissident Alexandre Podrabinek, membre du comité d'études de l'utilisation abusive des informations.

M. Podrabinek a précisé que cette mesure avait été prise à la suite de déclarations faites par M. Klebanov, fin novembre, lors d'une conférence de presse, qu'il avait perdu l'esprit. M. Klebanov, qui a déjà passé quatre ans et demi dans des hôpitaux psychiatriques, avait indiqué qu'il avait perdu l'esprit à la suite de la dégradation des conditions de travail et en particulier l'insuffisance des mesures de sécurité. M. Podrabinek a, d'autre part, annoncé la libération de l'ancien journaliste Youri Belov, trente-quatre ans, après cinq ans passés dans des établissements psychiatriques. — (A.F.P.)

■ LES « ZEVSITIA » ont publié, mardi 20 décembre, en première page, plusieurs informations probantes de l'existence de ces informations sur la santé du secrétaire général. Ces gros titres pouraient constituer une réponse indirecte aux spéculations sur l'absence de la scène politique du numéro un soviétique depuis le 14 décembre. — (A.F.P.)

Yougoslavie

■ DES NUMEROS DE TROIS JOURNAUX ETRANGERS ont été interdits de circulation en Yougoslavie. Le dernier numéro du journal officiel yougoslave, le « Zvezda », a été interdit du 31 octobre au 25 octobre. Le journal de Trieste, le « Piccolo », a été interdit du 25 octobre au 31 octobre. Le journal sudiste « Tagespost » a été interdit du 25 octobre au 31 octobre. Le journal officiel ne donne aucune précision sur les motifs de ces interdictions. — (A.F.P.)

LES PANTOUFLES DE M. BERLINGUER

Sous le portrait de Marx, qui le fixe sévèrement, M. Enrico Berlinguer est assis dans un fauteuil, en robe de chambre, les pantoufles aux pieds. Il prend son thé tandis que lui parvient par la fenêtre l'écho de cent cinquante mille métallos défilant dans les rues de Rome. Ce dessin de Giorgio Forattini, paru dans la Repubblica du 4 décembre, a été des communistes. Mais le Forattini, le célèbre journaliste de l'Unità a tiré à boulets rouges sur son confrère en affirmant que l'humour avait des limites, qu'il n'autorisait pas à « insulter les gens ».

Forattini a répliqué : « Quand je caricaturais M. Fanfani, nul ne protestait. Maintenant je revendique le droit de me moquer aussi de M. Berlinguer. Les démocrates-chrétiens sont bien plus habiles que les communistes. Ils vont même jusqu'à demander les originaux de mes dessins ». Entrant dans le fond du débat, Forattini a remarqué avec raison que les dirigeants du P.C.I. étaient au départ contre la manifestation des métallos.

J. LAFOURCADE
TAXES SUR LE C.A.
EXTRAIT DU CAHIER
Taxes d'Exploitation
Taxes d'Impôts
Taxes de Consommation
Taxes de Recrutement
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes de Industrie
Taxes de Agriculture
Taxes de Pêche
Taxes de Foret
Taxes de Montagne
Taxes de Mer
Taxes de Climat
Taxes de Pollution
Taxes de Sécurité
Taxes de Santé
Taxes de Justice
Taxes de Culture
Taxes de Sport
Taxes de Loisirs
Taxes de Transport
Taxes de Communication
Taxes de Commerce
Taxes

PROCHE-ORIENT

Le problème palestinien au cœur du dialogue israélo-égyptien

(Suite de la première page.)

Le gouvernement Begin ne s'opposerait pas au retour des hauteurs du Golan dans leur quasi-totalité à la Syrie. Telle est la conviction des personnalités qui avaient accompagné le président Sadate à Jérusalem le mois dernier. L'une d'elles rapporte que le général Dayan avait déclaré à ses interlocuteurs qu'il n'avait jamais cru que la valeur stratégique du Golan exigeait son annexion par Israël.

L'optimisme des négociateurs égyptiens est cependant tempéré par les divergences « fondamentales » qui subsistent sur l'avenir du peuple palestinien. Le « plan de paix » de M. Begin — fondé sur la reconnaissance de la souveraineté d'un État d'Israël, l'autonomie pour les populations de ces deux territoires — est certes méritoire — disent-ils — mais n'équivaut en aucune manière à une véritable autodétermination. Les responsables égyptiens vont jusqu'à objecter à l'Organisation, à une date ultérieure, d'un référendum qui, disent-ils, ne peut remettre en question le droit naturel et inaliénable d'un peuple à sa libération et à sa souveraineté. Ils n'approuveront le principe d'un référendum qu'en dernier ressort et dans la mesure où la consultation confirmerait ce droit dans un délai relativement court.

Le gouvernement du Caire persiste dans sa conviction que seul un « Etat palestinien souverain, lié d'une manière ou d'une autre à la Jordanie » permettrait d'instaurer une paix durable dans la région. Il résume dès lors la doctrine du Likoud selon laquelle la Palestine (traduction du terme hébreu Eretz Israël, selon M. Begin) a été « libérée » et réunifiée pour le plus grand bien des

peuples juif et « arabe » qui y cohabitent. Parler, comme le fait le premier ministre israélien des « Arabes palestiniens » est une manière d'exclure du processus de paix quel que soit le statut de ces Palestiniens vivant à l'étranger ainsi que leurs représentants légitimes, à savoir l'O.L.P. de M. Yasser Arafat.

Le président Sadate — nous a déclaré un membre de la délégation égyptienne — s'efforce dès lors d'obtenir de M. Begin, lors de leur rencontre dimanche prochain, qu'il accepte d'abord sa disposition de « se retirer de tous les territoires occupés », ce qui permettrait l'ouverture de négociations avec tous les belligérants arabes et qu'il admette l'inclusion, à l'ordre du jour, de la question de la création d'un « Etat » ou pour le moins d'une « entité » palestinienne, ce à quoi s'opposent jusqu'à ce jour les représentants israéliens à la conférence du Caire.

C'est à ces deux conditions — nous a-t-on dit — que l'Égypte serait disposée à discuter immédiatement de la « nature de la paix », en d'autres termes d'une pleine normalisation avec l'Etat hébreu.

M. Sayed Marei, nous a déclaré à ce propos : « Exécution et normalisation sont indissociables comme les deux faces d'une même médaille. Si les Israéliens acceptent la première, les Égyptiens admettront la seconde avec le même enthousiasme qu'ils manifestent actuellement en faveur de la paix ».

Il est fort probable que, après nous de bonne source, d'adopter la main-d'œuvre égyptienne à la technologie israélienne et aux capitaux américains, pour développer les ressources inexploitées du Sinaï. Les Égyptiens n'excluent pas pour

autant l'échec des « négociations décalées » qui se dérouleront dimanche prochain à Iamalia, sur la « Gézra el Iskan » (l'île des Chevaliers). « Si nous ne parvenons pas à un accord — a déclaré mardi le président Sadate au quotidien de Milan Corriere della Sera — la conférence sera immédiatement ajournée ». Les gouvernements occidentaux, celui des Etats-Unis en tête, l'opinion mondiale, celle d'Israël en particulier, rejettent la responsabilité de cet échec sur M. Begin. « Nous a déclaré une autre personnalité égyptienne étroitement associée aux pourparlers en cours, avant de poursuivre : « Le président Sadate n'aurait même pas besoin de regretter son voyage à Jérusalem. Au contraire, son initiative lui a gagné une popularité sans précédent dans le monde entier, y compris parmi les partisans de M. Begin. » Notre interlocuteur a cependant ajouté aussitôt que le succès de la rencontre était « probable ». Rendant hommage à la « souplesse » du premier ministre israélien, qui ne cesse de répéter que ses propositions sont « négociables », il s'est félicité du fait que « M. Begin et Sadate sont au moins d'accord pour poursuivre, quoi qu'il advienne, un dialogue digne de deux peuples civilisés ».

Une adhésion de l'O.L.P. ?

Une entente à l'île des Chevaliers « donnerait un puissant élan au processus de paix », ont déclaré les responsables égyptiens. De nouvelles directives seraient données immédiatement aux membres de la conférence du Caire, qui reprendrait ses travaux au niveau des ministères des affaires étrangères, pour élaborer dans le détail les dispositions du futur règlement. Des invitations seraient lancées aux autres belligérants arabes afin qu'ils reviennent sur leur décision de boycottage. On espère ici qu'au moins la Jordanie donnerait une réponse positive et que cette adhésion inciterait l'O.L.P. à réviser son attitude.

« Un responsable palestinien n'a transmis cette semaine un message verbal de l'O.L.P. venant de Beyrouth et invitant l'Égypte à négocier en son nom », nous a déclaré

M. Sayed Marei. « Je lui ai répondu que nous souhaitons recevoir ce message par écrit, à poursuivre le président du Parlement, et j'ai insisté sur le fait que nous préparons que M. Yasser Arafat se fasse directement représenter à la conférence du Caire. J'ai encore dit à mon interlocuteur que nous ne comprenons pas le refus des dirigeants palestiniens, lesquels nous paraissent manquer totalement de sens politique. Leur présence au Caire ne poserait pas de problèmes redoutables pour



L'ENTRETIEN BEGIN-FRANÇOIS-PONCET

« La glace est brisée » entre la France et Israël estime-t-on à Paris

L'entretien que M. Begin a eu, mardi 20 décembre, à Chequers, résidence du premier ministre britannique, avec M. Jean François-Poncet, secrétaire général de l'Élysée, a permis de « briser la glace » entre Paris et Jérusalem, estime-t-on dans les milieux français. Cette impression a été confirmée par le premier ministre israélien lui-même, qui, avant de

points de vue des deux gouvernements ne sont pas identiques sur un règlement au Proche-Orient. M. François-Poncet a confirmé que le premier ministre israélien était invité à venir en France en visite officielle, et il a déclaré que celle-ci pourrait se tenir « dans un avenir relativement proche ». Cela ne signifie pas nécessairement que cette visite aura lieu avant les élections, les emplois du temps de MM. Giscard d'Estaing et Begin étant très chargés. Du côté français, on insiste sur le fait que l'affaire du Proche-Orient est trop importante pour que des considérations électorales entrent en ligne de compte.

L'entretien avait pour objet de donner des précisions à l'émis-saire français sur les tractations israélo-égyptiennes et sur la position israélienne quant à un règlement général. Bien que l'on se refuse à toute précision sur le contenu de la conversation, il semble que M. Begin ait indiqué que les propositions qu'il a communiquées à M. Carier (le Monde du 20 décembre) soient avant tout une base de discussion. Il resterait volontiers flou sur des points importants (territoires à évacuer et nature du régime cisjordanien). Il se réserverait une marge d'évolution en fonction des réactions arabes. Il souhaiterait aussi un règlement global, mais n'excluerait pas des solutions partielles en cas de refus des Etats arabes intéressés de se joindre à la négociation.

M. Callaghan a reçu M. François-Poncet à déjeuner. Il n'y a, semble-t-il, aucune divergence de vues entre Paris et Londres sur le Proche-Orient.

MAURICE DELARUE.

M. Begin affirme qu'il veut éviter une « situation irlandaise » en Cisjordanie

Le premier ministre israélien, M. Begin, a déclaré, mardi 20 décembre, que l'ensemble du plan de paix qu'il a exposé à Washington au président Carter est « négociable ».

Au cours d'une conférence de presse à l'aéroport de Heathrow, après son entretien avec M. Callaghan, M. Begin a réaffirmé qu'Israël restait disposé à signer un traité de paix séparé avec l'Égypte, « à condition qu'il ne s'agisse que d'une première étape vers un règlement global au Proche-Orient ».

M. Begin s'est déclaré prêt à rencontrer une délégation d'« Arabes palestiniens » au cours des négociations et a souligné que la Cisjordanie n'était pas « occupée ». « Nous donnerons », a-t-il dit, l'autonomie aux Palestiniens arabes et la sécurité aux Palestiniens juifs. « Il a assuré qu'il voulait surtout éviter que se crée une « situation irlandaise » en Cisjordanie et précisé que ses propositions seraient publiées dans leurs détails, après sa rencontre dimanche prochain à Iamalia, avec le président Sadate, et son compte rendu au cabinet israélien. « Le président Sadate, a-t-il ajouté, pourrait avoir des contre-propositions à me faire. Mais le président est mon ami et il sait que mes propositions sont négociables ».

« Un commencement »

A son retour à Tel-Aviv, M. Begin a regretté que « trop de publicité ait été donnée à des informations d'autant plus incomplètes que nous avons voulu, le président Carter et moi, garder le maximum de discrétion sur les propositions israéliennes. Cela a malheureusement provoqué des malentendus. Mais je suis sûr que tous ceux qui critiquent ce plan, y compris au sein de mon propre parti, l'approuveront lorsqu'ils le connaîtront dans son intégralité ».

M. Begin a enfin souligné qu'on « ne saurait considérer comme un échec le fait que tous les pays concernés ne signent pas en même temps un accord de paix. Si l'Égypte décidait de signer un

accord de paix avec la Syrie, ce ne serait pas une fin, mais un commencement, a-t-il dit, car tous les pays arabes signeraient ensuite la paix avec Israël ». — (A.F.P., Reuters.)

DIPLOMATIE

LES ETATS-UNIS MENACENT DE VOTER CONTRE LE PROCHAIN BUDGET DES NATIONS UNIES

Nations unies. New-York (Reuters). — La session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies devrait s'achever, ce mercredi 21 décembre, avec un jour de retard. La commission budgétaire de l'Assemblée a adopté, mardi soir, un budget pour 1978-1979 d'un montant de 985 millions de dollars, soit de 25 % supérieur à celui de 1976-1977, qui s'était élevé à 789,5 millions de dollars.

Par la voix de leur délégué, M. Lester Wolf, les Etats-Unis, qui se sont abstenus lors du vote, ont déclaré qu'ils voteraient contre l'adoption du budget à l'avenir si l'ONU ne renonçait pas à ses « programmes extravagants » et ne réduisait pas la part la plus importante (25 %) des dépenses de l'Organisation internationale, notamment l'entretien de l'Union soviétique (11,6 %), le Japon (6,6 %), l'Allemagne fédérale (7,7 %), la France (5,2 %), la Chine (3,5 %) et la Grande-Bretagne (3,2 %). Plus de soixante-cinq pays ne paient pas plus de 0,01 % chacun.

Sur les instances des pays du tiers-monde, l'Assemblée générale a adopté par ailleurs l'unanimité une résolution prévoyant un renouveau de la Conférence économique et sociale (ECOSOC) et des mesures pour accroître l'efficacité de l'action des Nations unies en faveur du développement.

(PUBLIQUITE)

SCIENCES - PO

La première et la seule préparation annuelle par correspondance qui vous permette d'apprendre ce qui ne s'apprend pas tout seul :

LA CULTURE GÉNÉRALE

De décembre à août, DOCUMENTATION COMPLÈTE SUR DEMANDE

ACADEMIE 445 boulevard des Capucines, 75001 Paris, 10 rue de Valenciennes, 75013 Paris

Les hommes du fleuve et de l'atome

par Michel Herblay

Ce récit témoigne d'une phase exceptionnelle de l'effort productif français. En trois décennies, le pays a été doté d'un appareil de production d'électricité qu'environ les plus difficiles. Mais pourquoi et comment le parc français de centrales électriques est-il devenu ce qu'il est ? Quelles idées-forces entraînaient les hommes chargés d'équiper l'E.D.F. et comment ont-ils réagi individuellement à ces tendances collectives qui les ont menés de l'hydraulique au nucléaire, de l'aménagement personnalisé au monstre anonyme des centrales modernes ? C'est l'histoire de cette gestion que raconte ce livre.

L'auteur, Michel HERBLAY est journaliste économique et collabore à « l'Expansion », à la « Revue Française de Gestion », à « Energies ». Spécialiste des questions énergétiques, il a assisté depuis l'origine à l'histoire de cette Direction de l'Équipement d'E.D.F. Il a interrogé maints acteurs, compulsé une foule de documents, quêté l'avis des fournisseurs. Sa conclusion est que, si la gestion s'apprend, elle se vit surtout, avec ses passions et ses contradictions.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

7 rue des Carmes, 75005 Paris.

Le premier ministre israélien pourrait rassurer ses concitoyens inquiets de ses « concessions »

De notre correspondant

Jérusalem. — A son arrivée, dans la nuit de mardi à mercredi 20 décembre, le premier ministre israélien M. Begin s'est hâté de rassurer ses amis politiques, et les membres de l'opposition inquiets de ses propos sur la Cisjordanie. Nombre de parlementaires ont souligné que le premier ministre avait d'abord exprimé leur indignation de ce que « des sénateurs américains en sachant plus que les députés israéliens sur le plan de paix de M. Begin ».

Pour éviter les « fautes », MM. Begin et Dayan avaient volontairement omis d'informer la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, du « plan de paix » qui devait être présenté au président Carter, ainsi qu'à un certain nombre de parlementaires américains avant d'être soumis dimanche, au président Sadate.

« M. Begin se moque de la Knesset », a déclaré M. Shimon Peres. Pour le chef de l'opposition travailliste, le procédé est une atteinte flagrante au parlementarisme.

Avant même de connaître la teneur exacte du plan Begin, les projets d'autonomie et d'élections libres en Cisjordanie ont soulevé un vent de foudre au Likoud, notamment au sein des formations Hérou et Leam.

Les propositions du premier ministre vont à l'encontre de l'idéologie du Hérou (le mouvement de M. Begin au sein du Likoud) a déclaré M. Dov Shilansky, l'un des dirigeants de cette formation. Le mouvement Goush Emounim (Bloc de la foi) s'appuie à une levée de bouilliers. « Nous n'acceptons qu'une autonomie municipale », ont déclaré les responsables du mouvement. Le Parti national religieux et le Dash, membre de la coalition gouvernementale, attendent d'en savoir plus avant de réagir, mais les députés « fanatiques » Yehouda Ben Meir et le rabbin Drulzman n'ont pas caché leur inquiétude et leur désapprobation. La rogne et la grogne pourraient s'apaiser des Jeudi lorsque M. Begin se sera expliqué devant les députés du groupe parlementaire Likoud.

Au sein du front travailliste Mapam, on s'agit également. L'iraclite du sort vient que ce soit à gauche que l'on craigne à présent de trop grandes concessions de la part de M. Begin. L'ancien chef du gouvernement, M. Rabin, s'oppose au projet d'autonomie, car « il engendrerait l'idéologie d'une entité palestinienne non liée à la Jordanie ». Pour le dirigeant du Mapam, M. Meir Talmi, le plan, « qui n'envisage pas de négociation sur un compromis territorial, risque de ramener Israël aux frontières de 1947 ». Le Mapam

a néanmoins décidé d'exprimer son approbation positive à M. Begin pour sa politique d'ouverture. Mme Kahla Grossman, vice-présidente de la Knesset, a pour la première fois été à l'aéroport Ben-Gourion mardi soir pour accueillir M. Begin à son retour de l'étranger. Le Mapam, a-t-elle dit, est prêt à apporter ses voix au gouvernement s'il devait en avoir besoin lors du scrutin.

Mme Shaulmouli Aloni, du Mouvement pour les droits civiques, habituellement peu tendre pour M. Begin, a complimenter le premier ministre en déclarant qu'il était « débarrassé de ses dogmes ».

On apprenait de bonne source, mercredi matin, que le plan Begin concernant la Cisjordanie, prévoit le maintien de la juridiction jordanienne en Judée-Samarie, la population pouvant opter pour la citoyenneté israélienne ; la création de deux polices, l'une sous la tutelle de l'administration autonome pour les délits de droits communs, l'autre israélienne pour la sécurité intérieure ; des garanties réciproques du droit d'implantation des Juifs en Judée-Samarie et des Arabes dans l'Etat d'Israël. Ces l'arabes israélienne qui devrait assurer la défense extérieure de ces territoires.

Jeudi, M. Begin soumettra le détail de son plan à l'approbation du gouvernement ; vendredi, il le présentera à la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, et c'est vraisemblablement fort d'un large soutien populaire que le chef du gouvernement se rendra à Iamalia. — (Interim.)

PLM LE KILAL

un nouveau ★★★★★ luxe dans la baie de St Tropez

Restaurant « LE CABASSON » menus spéciaux pour les fêtes de fin d'année.

PLM GRIMAUD-VILLAGE : Tél. (94) 43 20 02 - Réservation centrale Tél. 588 73 46 - Téléc. 270 740

PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris

800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589 89 80

Egypte à l'égare

LE SOUFISME

AVANT FERMETURE LORD'AUTEUIL

QUIDATION TOTALE

HOMMES FORTS

Mercredi 21, Jeudi 22, Vendredi 23 et jours suivants

BAIS ÉNORMES

LORD'AUTEUIL

NE LAFAYETTE PARIS 9

مكتبة من الأصل

AFRIQUE

Le conflit du Sahara occidental

- L'aviation française serait à nouveau intervenue contre une colonne du Polisario
- Des journalistes français ont pu s'entretenir avec les huit Français enlevés par le Front

Le Polisario a fait état, mardi soir 20 décembre, d'une nouvelle intervention de l'aviation française, le dimanche 18 décembre, contre des unités sahraouies qui venaient d'attaquer la garnison de Tineitchet, au Sahara occidental. Le communiqué du Front publié à Alger indique que « l'effet de surprise n'ayant pas joué cette fois-ci, les combattants sahraouis ont riposté et atteint sérieusement un Jaguar, qui semble s'être écrasé ou avoir fait un atterrissage forcé dans les environs ». L'intervention de l'aviation française, ajoute ce communiqué, « s'est faite alors qu'elle savait qu'il n'y avait pas de prisonniers français et après qu'elle eut constaté les lourdes pertes mauritaniennes ». Le Polisario chiffre ces pertes à « soixante-huit tués, plu-

sieurs dizaines de blessés et dix-huit prisonniers ».

Ces combats avaient été déjà signalés de source mauritanienne mais les autorités de Nouakchott avaient avancé le chiffre de cent morts dans les rangs du Polisario et de trente-cinq tués du côté mauritanien. Selon des informations recueillies à Paris, une intervention de l'aviation française aurait bien eu lieu le 18 décembre.

L'ambassadeur de France à Alger, M. Guy de Communes, a été convoqué, mardi 20 décembre, par M. Missoum Sbihi, secrétaire général du ministère algérien des affaires étrangères, qui a attiré l'attention du diplomate sur la gravité de la situation créée par l'intervention militaire française directe dans le conflit et sur les conséquences que cette

intervention pourrait entraîner. M. Sbihi a également reçu les ambassadeurs des Etats-Unis, d'Union soviétique, d'Allemagne fédérale et de la Yougoslavie.

L'agence d'information libyenne JANA a annoncé d'autre part que M. Ali Triki, secrétaire aux affaires étrangères de Libye, avait eu, mardi, une série de contacts liés à la dégradation de la situation dans le Sahara occidental à l'issue des raids barbares de l'aviation française. Il s'est ainsi mis en relation avec les Nations unies, l'O.A.L.A., le groupe des non-alignés et le secrétaire général de la conférence islamique.

Les huit Français prisonniers du Polisario sont attendus vendredi à Paris. Un groupe de journalistes français — dont notre correspondant à Alger — a pu s'entretenir avec eux non loin de Tindouf.

De notre envoyé spécial

comme le napalm et la phosphore » (le Monde du 20 décembre). La veille, les journalistes avaient pu voir deux prisonniers mauritaniens rescapés atteints de blessures assez graves.

Après avoir bu le lait et le thé traditionnel sous la tente décorée de tapis et de drapeaux sahraouis, les huit Français ont, pendant plus d'une heure et demie, répondu aux questions des journalistes. Tous ont affirmé avoir été bien traités. « Nous avons mangé correctement — parfois mieux que nos gardiens — et dormi confortablement. Nous avions sou-

vent de la viande et, quelquefois, du vin », ont-ils déclaré. Leur vie quotidienne était monotone : « Nous avons souffert de l'ennui, on t'ennuie. Nous passions nos journées à jouer aux cartes. Nous avons eu cependant quelques lettres, puis un journal, pendant un mois en juillet. Au début, nous avons eu des problèmes de communication, parce que nos gardiens ne parlaient qu'arabe. Puis nous avons reçu la visite de dirigeants qui savaient le français. Enfin, à la mi-novembre, nous avons reçu chacun une lettre ou un télégramme de nos familles. »

« Nous ne sommes pas des mercenaires »

Evocant leur capture à Zouérate, ils ont raconté : « Nous étions à l'intérieur du bar Le Ranch. Les guérilleros du Front sont venus et nous ont dit que nous étions prisonniers. Ils nous ont emmenés sur l'aire de l'aéroport, où ils nous ont regroupés deux par deux dans des Land-Rover. Il y en avait une centaine. Nous sommes partis et nous avons roulé toute la journée de dimanche. »

La colonne a été surveillée en permanence par trois avions qui se relayaient et guidaient les tirs d'artillerie des forces marocaines et mauritaniennes. « La bataille qui a eu lieu le lundi, a expliqué l'instituteur, M. Daniel Ballade, a duré de 8 heures à 18 heures. Le Front Polisario nous avait mis à l'écart pour nous éviter le risque d'être touchés. Avant de se retirer, les avions ont lancé leurs roquettes. » Le groupe a ensuite roulé jusqu'au mercredi et a atteint une maison en

dur. Le soir, les Français ont été installés dans une tente. Au début, dit Mme Nicole Foulon, secrétaire, nous pensions être libérés rapidement. Puis la déception est venue. Nous avons eu l'impression que la vie de six personnes ne comptait pas tellement que ce soit le gouvernement. L'instituteur ajoute : « Depuis deux mois, on nous laissait entendre que nous étions libérés. Nous avons l'impression que notre libération est due à un geste humanitaire du Front Polisario et à la gauche française, qui est intervenue pour nous. »

On t'a le sentiment d'avoir été des mercenaires, comme le dit le Polisario. La réponse fusa : « Non, nous ne sommes pas des mercenaires. La plupart affirmait qu'ils sont « de gauche ». Plusieurs reconnaissent cependant que le travail qu'ils faisaient servait directement ou indirectement les militaires, encore qu'ils soulignent que cela ne se passait pas de leur accord. Ce n'est pas l'essentiel, mais ils n'ont pas été payés. Ils étaient rendus en Mauritanie à la fois en raison de l'intérêt du travail et de l'importance des salaires, qui vont de 5 500 F pour l'instituteur à 12 000 F pour l'ingénieur. »

M. Raymond Baccie, en Mauritanie depuis 1973, explique : « J'avais été recruté pour l'entretien de la voie ferrée du train minéralier. Je pensais apporter une technique française nouvelle, et le salaire (7 000 F) était tentant. Mais, depuis quelques mois, le train servait à transporter de l'armement et du matériel militaire. Quant aux cinq ateliers chargés de la maintenance — j'ai travaillé à ceux de Boulouvar et de Touggit — ils étaient de plus en plus sollicités pour réparer le matériel militaire et s'occuper des canons et des mitrailleuses lourdes 12,7 mm des Land-Rover. Chaque fois que nous étions de département passait, nous lui disions que ce n'était pas normal, que nous n'avions pas à faire ce travail para-militaire, mais il n'y avait pas de suite. »

« Une juste cause »

Les uns et les autres admettent qu'il y a une contradiction entre le fait « d'appartenir à la gauche, qui soutient le Polisario », et d'avoir travaillé pour la Mauritanie, qui lui fait la guerre. Ils précisent cependant à leur décharge : « Nous n'étions pas au courant, le gouvernement mauritanien faisait le black-out sur le Polisario et sur la situation en général. »

Que pensent-ils du Polisario après leur détention ? La réponse est unanime : « Le peuple sahraoui défend une juste cause. C'est un petit peuple qui se bat pour être libre. » Estiment-ils qu'ils paieront libération ? « Oui, nous redonnons les mêmes choses à Paris. » M. Minguet déclare : « Je conseille à tous les Français qui envisagent de conclure un contrat pour travailler en Mauritanie de rester dans leur famille. »

Tous admettent qu'un retrait des coopérants entraînerait l'arrêt de la SNIM, Société nationale industrielle et minière, qu'ils continuent d'appeler COMINOR, du nom qu'elle portait avant la nationalisation, et porterait un rude coup à l'économie du pays. Mais ils précisent, en même temps, que le renforcement du régime mauritanien alimente la guerre contre le peuple sahraoui.

RENE LEFORT.

Hassi-Hafed-Boudjema. — C'est près de Tindouf, dans le camp des réfugiés constituant la « wilaya (département) de Smara » — camp où sont regroupés les originaires de cette région — que les huit Français capturés à Zouérate ont été présentés à la presse internationale, le mardi 20 décembre. Les dirigeants sahraouis ont confirmé qu'ils seront remis vendredi à Alger à M. Kurt Waldheim, en dépit de la « provocation » que constitue à leurs yeux l'attaque de l'aviation française.

Pourtant un survêtement orange sous un treillis kaki, les six Français enlevés le 1^{er} mai et les deux cheministes — salopette bleue pour l'un, chemisette et polo gris pour l'autre — capturés le 25 octobre, sont arrivés dans deux convois militaires différents sur un pilon rocheux dominant le désert. Les deux groupes ont alors pris place devant un détachement de l'A.L.P.S. (Armée de libération populaire sahraouie) qui a présenté les armes. Ils ont ensuite été transportés en Land-Rover jusqu'à une immense tente autour de laquelle des femmes et des enfants sahraouis applaudissaient, lançant des youyous et des slogans tels que « Vive la solidarité entre les peuples français et sahraouis », « Pas de paix sans la solidarité des peuples ».

« C'est au nom de cette solidarité que le Front Polisario a décidé la libération des huit Français », a expliqué M. Abdelkader, « wali de Smara », en notant qu'en « guise de remerciement les forces françaises avaient participé aux bombardements, les 14 et 15 décembre, d'une unité sahraouie, avec des armes interdites

Angola

M. Neto est élu président du nouveau « M.P.L.A.-Parti du travail »

Le comité central issu du premier congrès du M.P.L.A.-Parti du travail, qui s'est tenu du 4 au 11 décembre, vient d'élire le nouveau bureau politique. Tous les membres du bureau politique de l'ancien mouvement ont été réélus, notamment M. Agostinho Neto au poste de président. Deux nouveaux venus complètent l'ancienne équipe de neuf membres : MM. Ambrosio Lukoto, ministre de l'éducation, et Antonio dos Santos França, dit « Ndala », responsable des unités blindées de l'armée angolaise.

Les travaux du congrès ont marqué une rupture dans l'orientation du mouvement. La direction de l'Etat et de la société angolaise apparaît désormais à un « parti d'avant-garde », le « parti de la classe ouvrière, qui sera la force dirigeante de la révolution ». La classe paysanne en étant « la force principale ». L'Etat doit « devenir un instrument capable d'appliquer les orientations définies par le parti ». La planification de l'économie va être mise en œuvre, et le secteur socialiste est appelé à jouer un rôle déterminant pour le redressement de la production. Enfin, après avoir rendu un vibrant hommage à l'aide de l'U.R.S.S. et de Cuba lors de la guerre contre les « interventions étrangères », le congrès a réaffirmé son attachement à « l'internationalisme prolétarien ».

Même si les dirigeants de Luanda avaient répété que les thèses du congrès seraient élaborées à la lumière du « socialisme scientifique », on ne s'attendait pas qu'elles marquent une rupture aussi totale avec le passé. Ainsi, le congrès a bel et bien décidé la naissance d'un nouveau parti. « Ceux qui ne vivent pas exclusivement de leur travail » ne pouvant en être membres. La période de probation varie du simple au double suivant la catégorie sociale du postulant. Enfin, et surtout, l'appartenance à l'ancien M.P.L.A. ne donne en rien le droit d'être automatiquement membre du M.P.L.A.-Parti du travail.

La plus importante des adaptations aux « conditions concrètes du pays » concerne la classe ouvrière, très peu nombreuse, et qui n'avait pas jusqu'ici brillé par son ardeur

révolutionnaire. Le tiers des délégués au congrès et plus de la moitié des élus au nouveau comité central sont des membres des forces armées et de sécurité. Dans un pays encore profondément marqué par la guerre, troublé par les actions armées de l'F.N.L.A. et, surtout, de l'UNITA, assésés sur ses frontières nord et sud, l'armée est appelée à former la base sociale du parti, et donc du régime, en attendant que la classe ouvrière soit suffisamment puissante et organisée pour jouer le rôle d'avant-garde qui lui est dévolu.

Le congrès s'est fixé comme objectif de remettre prioritairement en état le potentiel économique existant, afin que le pays retrouve en 1980 le niveau de production qui était le sien avant l'indépendance. Enfin, la consolidation des relations avec les « frères naturels » a ses limites. L'Angola refuse de faire partie d'un bloc militaire, réaffirme sa volonté de non-alignement, cherchera à diversifier ses relations économiques et interdit l'installation de bases militaires étrangères sur son territoire.

Au terme d'un congrès où les affrontements prédis n'ont pas eu lieu, le M.P.L.A.-Parti du travail s'est enfin doté de ce que ses militants attendaient le plus ardemment : une ligne politique claire. En déclarant que la « consolidation de l'unité nationale... exclut un compromis quelconque de type tribal, régional ou racial », le congrès semble avoir définitivement fixé la position de Luanda sur la question la plus brûlante : il n'y aura pas de négociation avec l'UNITA.

RENE LEFORT.

Guinée

M. Sekou Touré libère trois Français détenus depuis sept ans

Trois ressortissants français accusés de complot et emprisonnés depuis sept ans en Guinée ont été remis en liberté lundi 19 décembre par M. Sekou Touré, chef de l'Etat guinéen. Ils se attendent à Paris avant la fin de la semaine.

Les trois personnes libérées sont MM. Edouard Lambin, fils d'un administrateur des colonies et d'une Guinéenne, qui n'a jamais renoncé à sa nationalité française ; Elie Bayeck et Rachid Abouchata. Libanais naturalisés français qui, après l'accession de la Guinée à l'indépendance, en septembre 1958, avaient demandé et obtenu la nationalité guinéenne. Guinéens pour les autorités de Conakry, ces deux derniers, n'ayant pas renoncé à leur nationalité française, étaient toujours considérés comme des nationaux par Paris.

Arrêtés entre décembre 1970 et août 1971, après la tentative de débarquement manqué à Conakry d'un commando portugais et lors de la répression sévère qui s'abattit sur l'ensemble du pays, les trois anciens détenus furent notamment accusés de servir d'agents de liaison entre des opposants guinéens, les services spéciaux français et la Central Intelligence Agency (C.I.A.) américaine. Soumis à un régime très sévère, torturés à maintes reprises, ils avaient été contraints à des aveux indignes.

A l'origine de ces libérations se trouve notamment la confirmation par M. Cissard d'Estang, lors de sa conférence de presse du 14 décembre dernier, de sa prochaine visite officielle en Guinée, visite qui, a-t-il dit, aura lieu « au début de l'année prochaine ».

D'autre part, M. André Lewin, ambassadeur de France en Guinée, ancien collaborateur de M. Kurt Waldheim, a mené une action opiniâtre pour obtenir l'engagement de nos ressortissants. M. Williams Gernay, animateur de l'association qui, en France, défend les intérêts des anciens prisonniers politiques

français en Guinée, a d'ailleurs l'occasion de rendre récemment hommage « à l'efficacité et à l'humanité de M. Lewin à qui tous les prisonniers libérés doivent un coup de reconnaissance ». M. Lewin a été récemment blessé d'un accident de la circulation en Guinée.

L'annonce des libérations saurait faire oublier le décès d'un quatrièmement détenu sous la torture, Toure Sek Sadibou, Guinéen naturalisé français. Elle incite à s'interroger : le sort d'un autre détenu, détenu d'un passeport français Mgr Raymond Marie Tchidimbo, d'origine gabonaise, mais d'un père guinéen, membre de la congrégation des Pères du Sacré Esprit, Mgr Tchidimbo, archevêque de Conakry, fut arrêté de la nuit du 24 au 25 décembre 1971. On est, depuis lors, sans nouvelle du prélat. Elle pose surtout l'éternelle question du sort des milliers de détenus politiques guinéens, sujet considéré comme tabou à Paris comme dans la plupart des capitales d'Afrique, où le faillaceux prétexte de « no ingérence ».

PHILIPPE DECRAENE.

« Une vingtaine de Guinéens opposés au régime de M. Sekou Touré et se réclamant du mouvement des Guinéens de l'extérieur (R.G.E.) ont été expulsés au cours des derniers jours du régime de M. Sekou Touré. Ils avaient été appréhendés le 17 novembre dernier, à la suite de la découverte par les services sénégalais de sécurité, d'un camp d'entraînement, à la guérilla qui était implanté en Casamance dans la région de Kolda, pas très éloigné de la frontière guinéenne. (Correspondance.)

AMÉRIQUES

Argentine

L'ENLEVEMENT DES DEUX RELIGIEUSES FRANÇAISES A qui profite le crime ?

« Ce serait de la folie de kidnaper nous-mêmes des gens qui nous viennent en aide. Il faut voir à qui le crime profite... » Un responsable du Mouvement des Montoneros (péronistes de gauche), qui vit dans la clandestinité en Argentine et qui désire conserver l'anonymat, était, au début de la semaine, de passage à Paris. Pour lui, aucun doute n'est possible : l'enlèvement des 9 et 10 décembre à Buenos-Aires de deux religieuses françaises, sœur Alicia (Mme Alice Domon) et sœur Léonie (Mme Léonie Duquet) (le Monde du 14 décembre), est le fait d'éléments proches du régime militaire argentin même s'ils sont parfois mal contrôlés par ce dernier.

« Ces deux sœurs n'étaient pas d'engagement politique, mais dans l'accomplissement de leur mission religieuse elles ont été amenées à témoigner de leur solidarité avec les mères ou les épouses des victimes

de la répression qui sévit en Argentine. Cela ne leur a pas été pardonné. »

Sœur Alicia et sœur Léonie avaient en effet participé aux activités des parents de disparus que les autorités militaires appellent les « folles de la plaza de Mayo » parce qu'elles manifestent chaque semaine, depuis plusieurs mois, sur cette place devant le siège du gouvernement. Une veille de prière avait été organisée le 5 décembre dans l'église de la Sainte-Croix, à Buenos-Aires. A la sortie, une quinzaine de femmes appartenant au groupe étaient enlevées. Le même soir, des inconnus se présentèrent au domicile de sœur Léonie, à Ramoca-Mejia, la banlieue de la capitale, et l'emmenèrent. Deux jours plus tard, sœur Alicia subissait la même sort.

Un « climat de folie »

« Les parentes des disparus devenaient gênantes pour le régime militaire. Elles suscitaient un mouvement dans l'opinion internationale dont le gouvernement commençait à recevoir les échos par ambassades et journaux. Les Etats-Unis et le Vatican tentaient de négocier l'annulation de deux mille prisonniers politiques pour Noël. Les militaires ont décidé de réagir en faisant cesser le scandale que constituaient les « folles de la plaza de Mayo », explique le responsable montonero. Celui-ci n'exclut pas cependant que l'opération ait été exécutée d'une façon un peu différente de celle qu'aurait souhaitée par les autorités. « Il règne un climat de folie à Buenos-Aires. Des officiers quittent leur caserne la nuit pour se livrer à des enlèvements et des assassinats. Leur situation s'aggrave par certains côtés à celle de l'O.A.S. à la fin de la guerre d'Algérie. Une autre hiérarchie se substitue, la nuit, à la hiérarchie officielle. »

En même temps, l'importance respective des groupes para-policiers ou para-militaires d'extrême droite responsables de ces activités « nocturnes » évolue. L'Alliance anti-communiste argentine (A.A.A.), tristement célèbre par le nombre de ses exécutions, paraît en déclin. En revanche, le Comité libérateur de l'Amérique qui compte surtout des gradés, occupés, au sein de l'armée de terre, une position étrange d'état-major invisible, spécialisée dans la répression ; il n'obéit ni au pouvoir « politique » ni même aux responsables de cette arme. Le général Benjamin Menéndez, longtemps consi-

déré comme le chef de file des activités « ultra », n'est plus respecté par ses propres subordonnés. Des commandants ou des capitaines membres du Comité mènent le propre « guerre » contre la « subversion » en menaçant au besoin de leurs supérieurs hiérarchiques qui voudraient contrôler l'action ou même simplement s'immiscer sur celle-ci. »

parvient à conserver la maîtrise des commandos nocturnes et qui distribue notamment dans le bon ordre le butin résultant de certaines expropriations (le pillage des appartements est chose courante) l'armée est en proie à une véritable anarchie. Des « seigneurs de guerre » s'y affrontent dans de luites souterraines. « Les deux religieuses françaises ont été probablement victimes de ces éléments estime le responsable montonero. »

Le gouvernement militaire soutient visiblement que soit mis fin à la « mauvaise publicité » que constituent pour lui les mères de famille désespérées de la plaza de Mayo. Les auteurs de l'opération du 8 décembre, qui ont répondu à ce demande, formulée ou informée, peuvent-être commis un acte de « terrorisme » en s'emparant ainsi des deux religieuses françaises.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Uruguay

ARRRESTATION DU PIANISTE ARGENTIN MIGUEL ANGEL ESTRELLA

Le pianiste argentin Miguel Angel Estrella a été arrêté le 18 décembre à son domicile de Montevideo (Uruguay) où il s'est exilé depuis quelques mois. Il prend-on de source sûre à Paris Connait pour ses opinions de gauche, il a tenté de faire entrer musique dans les usines et chez les Indiens. Il paraît avoir été victime des groupes para-policiers argentins d'extrême droite opérant parfois en toute impunité sur le territoire uruguayen.

Yehudi Menuhin a annoncé Londres un télégramme au président de la République argentine où il a fait part de sa « stupéfaction » et exige la « libération immédiate » du pianiste argentin. Miguel Angel Estrella a vécu plusieurs années en France, où il travaillait, notamment avec N. Long, et où il était attendu, à l'automne prochain, pour une série de concerts.

Etats-Unis

L'ARMÉE AMÉRICAINE CHOISIT L'AVION DC-10 COMME RAVITAILLEUR EN VOL

Washington (A.F.P.). — Le Pentagone a annoncé avoir choisi la firme aéronautique McDonnell-Douglas, de préférence à la société Boeing, comme maître d'œuvre dans la construction du futur avion cargo-citerne de l'armée de l'air américaine, surnommé DC-10-30CF.

McDonnell recevra 28 millions de dollars (environ 135 millions de francs) pour commencer la production, et le coût unitaire de chaque appareil serait de 34 millions de dollars (environ 163 millions de francs). Selon l'armée américaine, qui n'envisage d'en commander que selon ses disponibilités financières annuelles, le nouvel appareil aura un rayon d'action et une capacité de transport supérieure au KC-135 de Boeing, dont l'armée de l'air possède déjà plus de 500 exemplaires (l'armée française en dispose également de 11 exemplaires).

Cet avion, qui sera utilisé comme avion de ravitaillement en vol, est un dérivé du long-courrier Boeing-747. Il était en compétition avec un modèle de Boeing dérivé du quadricoracteur Boeing-747. Il devrait permettre, notamment, d'améliorer les capacités d'intervention à longue distance d'une force aéroportée depuis les Etats-Unis jusqu'en Europe.

مكتبة من الأصل

LA CORRECTION V.

ACTUELLEMENT

EXIS DE FURSAC

LIQUIDATION

40 %

TOUS LES JOURS DE 9 H A 19 H

AUTORISATION PREFECTORALE

هكذا من الأصل

ASIE

LA CORÉE DU NORD AU SUD

V. — Une porte bien étroite

De notre envoyé spécial
ANDRÉ FONTAINE

Après avoir visité, au début de l'été, la Corée du Nord, André Fontaine s'est rendu récemment dans celle du Sud. Au terme d'une série d'articles consacrés aux contrastes et aux tensions entre les deux pays (le Monde des 17, 18-19, 20 et 21 décembre) il s'interroge sur les chances de la réunification.

Séoul. — De tous les contrastes que présentent les deux Corées, l'un des plus frappants est celui qui marque la vie culturelle. Ouvrez votre poste de radio au Nord, neuf fois sur dix vous entendrez des chansons patriotiques à la mélodie inspirée des thèmes traditionnels et aux paroles édi-

ces alcools de raffinement et de subtilité ? Si, et le ballet coréen qui a récemment visité la France l'a bien montré. Mais tout se passe comme si ces spectacles formels, aux costumes précieux, étaient réservés au plaisir des happy few et de leurs hôtes étrangers.

Pourtant, réadapté au goût du collectivisme d'un côté, *pidgin* music de l'autre, on croirait pour un peu la dichotomie complète. Mais il arrive qu'un signe, parfois, contredise les apparences. Il nous a été donné un soir, grâce à l'hospitalité de M. Hong, le P.-O.G. du journal *Jongpung il-bo*, d'applaudir les *Little Angels*, ensemble enfantin de chanteurs et de danseuses dont le répertoire s'étend des thèmes traditionnels jusqu'à *Alouette, petite alouette* et même au *Jodi* autrichien. En regardant ces visages prématurément mûrs, nous étions fascinés par leur expression : la même, exactement, parélement agaçante, que celle des accordéonistes en herbe qui nous avaient accueilli quatre mois plus tôt au Palais des pionniers de Pyongyang.

Transmis ans de développement séparé — et de part et d'autre fortement conditionnés — n'ont pas suffi à empêcher que les gamins, au Nord comme au Sud, sourient au public de la même manière. On n'aurait pas relevé cette trace latente d'un identique stalinisme si elle ne s'était pas manifestée précisément dans ce domaine culturel où les sociétés paraissent le plus séparées l'une de l'autre. Car il va de soi que la Corée perdra toutes chances de se réunifier si elle ne garde pas un minimum de patrimoine culturel et donc spirituel commun à quoi se raccrocher.

Vers un dégageant américain ?

Si le Nord a une fâcheuse tendance à préférer les œuvres du réalisme dit socialiste aux trésors du passé, il conserve cependant avec la piété requise certains d'entre eux, qu'il s'agisse des hypogées royaux de leurs franges aux dragons terrifiants, transportés au musée de Pyongyang, des portes de la capitale et de Kaesong, ou du vieux quartier de cette dernière ville, dont une avenue a été transformée en musée. Quant au Sud, dont on vient de déplorer une certaine décadence culturelle, il a rassemblé dans de très beaux musées, disséminés aux quatre coins du pays, de passionnants vestiges, et il n'y aurait pas tant de touristes — ou de pèlerins — pour visiter les tombes des rois, les temples et les palais

d'autrefois si une politique déterminée de restauration et de mise en valeur ne les y encourageait. Malgré le décor américain, malgré les Japonais, la Corée du Sud en fin de compte demeure très coréenne, très attachée à son passé.

L'avenir, en bonne logique, devrait l'encourager dans cette voie. Les États-Unis sont intéressés à préserver le statu quo en Extrême-Orient, mais il ne faut pas compter sur eux pour exercer sur le Nord les pressions nécessaires pour parvenir à une réunification aux conditions du Sud. Et rien n'interdit de penser qu'un jour ou l'autre ils peuvent être tentés de liquider leur dernière tête de pont sur le continent asiatique ; après tout, leur poids dans

les affaires du monde n'a guère été affecté par la perte de l'Indochine. Ce jour-là, les chances du maintien à Séoul d'un régime non communiste dépendront étroitement du visage qu'il aura pu se donner : s'il n'est qu'un protecteur des Américains pour qu'il survive, il a le départ des troupes américaines en la condition de tout progrès. Les sudistes, tenant pour minimes à court terme les chances de la réunification, suggèrent la conclusion entre les deux régimes d'un pacte de non-agression et leur

écarté toute velléité de s'y engager. L'horizon, pour le moment, est donc bouché. Séoul préconise la reprise des conversations engagées en 1972 à son initiative avec Pyongyang et qui avaient abouti à l'adoption d'une déclaration commune sur les principes de la réunification. Le Nord soutient que ces pourparlers n'ont aucun sens aussi longtemps que le Sud n'admet pas que le départ des troupes américaines est la condition de tout progrès. Les sudistes, tenant pour minimes à court terme les chances de la réunification, suggèrent la conclusion entre les deux régimes d'un pacte de non-agression et leur

écarté toute velléité de s'y engager.

Un dialogue sans espoir

Tel universitaire rencontré au Sud s'est déclaré en faveur de cette confédération, comme de toute formule qui pourrait amener les Coréens des deux régimes à se rencontrer à nouveau. Mais les dirigeants ne voient dans ce projet qu'une feinte destinée à dresser la population contre le gouvernement. De toute façon, dans tout ce qui vient du Nord, le Sud recherche le piège, et réciproquement. Il est donc illusoire de croire que la reprise du dialogue bilatéral interrompu en 1975 que réclame Séoul avec persistance aura la moindre chance de déboucher sur quel que ce soit d'autre qu'un échange de récriminations.

Rien n'est possible si l'on ne commence pas par défendre un peu le climat. C'est bien pourquoi il paraît indispensable que des tiers tentent de s'interposer pour prêcher aux uns et aux autres la sagesse et l'humanité. Or chacun des deux régimes est coupé, pratiquement, d'une moitié de la terre.

On a déjà déploré, dans ces colonnes, que la plupart des pays occidentaux — dont le nôtre — refusent la reconnaissance internationale au régime de Pyongyang, qui est pourtant l'un des plus indépendants qui soient au monde. Il serait bien nécessaire que de plus en plus de gens, diplomates, hommes d'affaires, journalistes, professeurs, étudiants, en attendant les touristes, aillent apporter en Corée du Nord cet air du large qui lui fait tellement défaut.

Bien que d'une nature assurément différente, l'isolement du régime sudiste est également considérable. Malgré ses efforts incessants, aucun pays socialiste n'a actuellement de représentation à Séoul. L'ambassadeur de Chine est toujours celui de Taïpei. Les gouvernements soviétique et chinois et leurs alliés, qui s'abstiennent d'échanger des missions diplomatiques ou commerciales avec Séoul de peur de mécontenter Pyongyang, ne comprennent-ils pas qu'ils contribuent ainsi à entretenir les Sudistes dans un système d'ignorance et de phobies comparables, mutatis

mutatis, à celui qui prévaut au Nord ? Mais peut-être faut-il noter comme des signes d'une heureuse évolution le fait que l'ambassadeur est-allemand à Djakarta — on bien était-ce à Manille — ait invité, cette année, son collègue sud-coréen à la réception donnée pour la fête nationale. Ou encore que la délégation coréenne à la conférence annuelle de l'UNESCO, qui s'est tenue en octobre à Tbilissi, en Géorgie, non seulement n'ait eu aucune peine à obtenir des visas, mais encore ait pu profiter de ce voyage pour visiter Leningrad et Moscou.

De toute façon, avant de songer à recoller les deux moitiés du pays, il faudrait commencer par essayer de donner aux familles séparées la possibilité d'échanger des nouvelles. Une fois que l'on y serait parvenu, on pourrait repeler d'échanges de visites personnelles, de pèlerinages aux sépultures. Nous ne disons pas que, si la France essayait d'y contribuer, ses initiatives seraient accueillies au Nord comme au Sud, à bras ouverts. Mais sa position morale n'est pas si bonne, des deux côtés du 38^e parallèle, pour que nous nous risquions à conclure qu'aucun pays, sans doute, ne serait mieux placé pour proposer des bons offices dont les Coréens ont tant besoin.

Que cette porte soit bien étroite, il faut le reconnaître. Mais en existe-t-il une autre ? Si faut-il se résigner à laisser se dévider, entre les deux Corées, une tension, une méfiance, une course aux armements, qui auraient toutes chances de déboucher à la longue non seulement sur une guerre fratricide mais sur un conflit majeur dans cette partie du monde ?

FIN

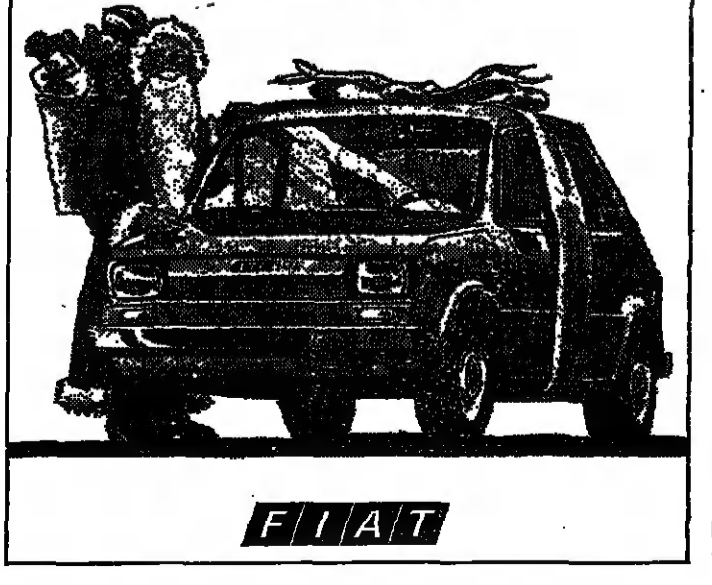
• Un remaniement ministériel a eu lieu, mardi 20 décembre, à Séoul. M. Suh Jong-chul a été remplacé au ministère de la défense par le général Roh Jai-hyun. Un ministre nouvellement créé, celui de l'énergie et des ressources naturelles, a été confié à M. Chang Yie-joon. — (A.F.P.)

Cette année, le Père Noël vient en Fiat 126

La Fiat 126, c'est le plus beau cadeau des citadins. Elle est idéale pour conduire les enfants à l'école, faire des courses, aller au bureau. 4 CV, 3,05 m de long, 4 places.

La Fiat 126 est garantie 12 mois, kilométrage illimité. Prix tarif garanti 3 mois — un vrai prix-cadeau : clés en main

13 210 F



FIAT



C'EST FACILE
DES JEUDI
VOUS
POUVEZ
JOUER AU
LOTO
Notices à votre disposition
chez les dépositaires

Libres cadeaux SEUIL

Jean-Dominique Lajoux

LE TAMBOUR DU DELUGE

Villages des montagnes d'Indochine

Ce remarquable photomontage est aussi un document archéologique de la culture indochinoise. 123 pages illustrées 55 F, relié 55 F.

Dans la même collection : Tarap, une vallée dans l'Himalaya.

ACTUELLEMENT

AVANT LES TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT

ALEXIS DE FURSAC

11, rue Royale - Paris (8^e)

met en

LIQUIDATION

tout son stock

TOTALE de prêt-à-porter de luxe pour FEMMES et HOMMES

REMISE MINIMUM 40 %

OUVERT TOUS LES JOURS DE 9 h A 19 h

AUTORISATION PRÉFECTORALE

Le Monde

politique

LA FIN DE LA LÉGISLATURE

L'Assemblée nationale a permis et soutenu le progrès de la société

DÉCLARE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING

La dernière session de la V^e législature devait s'achever mercredi 21 décembre à minuit. M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, devait être reçu, dans l'après-midi, par M. Giscard d'Estaing, et prononcer, devant les députés, un discours auquel devait répondre le premier ministre.

Les membres du bureau de l'Assemblée nationale (président, vice-présidents, questeurs et secrétaires), les présidents des commissions et les présidents des groupes avaient été

conviés à dîner par le président de la République, mardi 20 décembre, au palais de l'Élysée. Tous les représentants de la majorité se sont rendus à cette invitation, à l'exception de M. Henri Berger (R.P.R.), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, retenu par les travaux parlementaires.

Les membres du groupe communiste avaient fait connaître, dès le 6 décembre, leur refus de se prêter à ce qu'ils considéraient comme une

opération électorale. Le président du groupe socialiste, M. Gaston Defferre, estimant que la fonction qu'il exerce est de nature politique, a décliné l'invitation du chef de l'État, de même que M. Raoul Bayou (P.S.), questeur, M. Joseph Franceschi (P.S.) président la séance de nuit à l'Assemblée nationale.

En revanche, MM. Yves Allaloum (P.S.), vice-président Nicolas Alfonsi (rad. g.) et René Gaillard (P.S.), secrétaires, ont assisté au dîner offert par M. Giscard d'Estaing. Celui-ci

a prononcé, devant les députés et leurs épouses, un discours dans lequel il a fait le bilan de la législature et affirmé l'importance du débat qui, a-t-il dit, s'installe, dans les Assemblées, entre le gouvernement et les parlementaires, ainsi qu'entre la majorité et l'opposition. M. Giscard d'Estaing a émis le souhait que la campagne électorale soit « digne de la République française » et qu'elle « ne porte jamais atteinte à l'essentiel, qui est l'unité de notre peuple et les libertés qui font partie de son âme ».

M. Giscard d'Estaing a rappelé que, au cours des cinq dernières années, la France avait connu des circonstances difficiles : circonstances extérieures, en raison du changement profond et durable intervenu dans l'équilibre économique du monde ; circonstances intérieures, du fait, en particulier, de la disparition prématurée du président Pompidou.

« Pendant cette période, a-t-il poursuivi, le gouvernement de la France, conduit d'abord par M. Pierre Messmer, puis par M. Jacques Chirac, et aujourd'hui par le premier ministre, M. Raymond Barre, a prouvé auprès de l'Assemblée nationale le soutien et la collaboration qui lui étaient nécessaires. Grâce à la fermeté et à la constance de cet appui, mon prédécesseur et moi-même

avons pu conduire les actions qu'exigeait l'intérêt du pays.

« Par-là même, l'Assemblée nationale aura pu accomplir son mandat jusqu'à son terme, contribuant à la stabilité de notre vie démocratique. Je ne puis que m'en réjouir. J'ajoute indiqué que je n'aurais souhaité pour la France de tenir ces élections à leur date normale. Dans l'exercice de mes prérogatives constitutionnelles, j'ai voulu qu'il en soit ainsi. »

Le président de la République a évoqué l'œuvre législative des dernières années : accomplie par le Parlement, a-t-il précisé. Si la plupart des lois ont été votées par la majorité seule, et constituent son œuvre propre, certaines ont bénéficié d'un accord plus large. Je m'en réjouis, même si j'eusse souhaité que cette conjonction fût plus fréquente.

« J'ajoute que, dans la conception républicaine, la loi est le fait du Parlement tout entier, y compris, à sa manière, de l'opposition, qui y contribue par ses critiques et qui, parfois, influe sur la rédaction d'un texte. »

Conformément aux aspirations des Français, la législature a fait évoluer notre société vers plus de justice, plus d'humanité, plus de solidarité. Les historiens de l'avenir reconnaîtront l'un de ses résultats essentiels.

M. Giscard d'Estaing a cité les mesures prises en faveur des Français résidant à l'étranger, des rapatriés, des salariés licenciés, des commerçants et artisans, de l'accès à la préretraite ou à la retraite, des personnes handicapées, des personnes qui ne bénéficiaient pas de la sécurité sociale. Il a énuméré, ensuite, les progrès accomplis dans la voie d'une

démocratie industrielle (réévaluation du travail manuel, reconnaissance, amélioration des conditions de travail, procédure d'information et de participation dans les entreprises), puis les lois tendant à améliorer le cadre de vie (urbanisme, architecture, régime foncier, aide au logement, protection de l'aménagement), enfin la loi de programmation militaire, qui, a-t-il dit,

« assure des bases solides au développement de notre sécurité et aux moyens de nos forces, dont la Constitution fait de moi le chef. »

La législature des libertés

Continuant le bilan de la législature, le chef de l'État a rappelé la ratification de l'accord sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, puis il a affirmé que « cette conjonction législative aura été celle des libertés » : adhésion de la France à la Convention européenne des droits de l'homme, loi sur l'information, la protection du consommateur, du consommateur et de l'emprunteur, aide à l'enseignement privé, renforcement des droits des associations, contrôle des concentrations économiques — « dont je souhaite, a-t-il dit, qu'il s'exerce sans complaisance », « la loi sur la radio et de la télévision, statut de Paris, émancipation des territoires d'outre-mer. »

De ce bilan, le président de la République retire trois réflexions : « La première, a-t-il déclaré, c'est que nous avons de bonnes institutions, adaptées aux nécessités de notre temps. C'est pour moi l'occasion de rendre hommage au général de Gaulle, dont l'action a été décisive pour en doter la France. »

« Comme toute construction humaine, elles sont perfectibles, sans vouloir verser dans le perfectionnisme incessant. Sur deux points importants — les conditions de l'élection des députés et la République, celles de la saine du Conseil constitutionnel — les assemblées parlementaires, réunies en Congrès, leur ont apporté des améliorations indispensables. Je relève que la possibilité désormais ouverte à l'opposition de faire valoir la conformité des lois votées à la Constitution, possibilité qui constitue un élément essentiel du statut de l'opposition, a été largement utilisée par elle. »

« Sans doute, de nouveaux progrès de notre vie démocratique me paraissent nécessaires. Je regrette, comme mon prédécesseur l'avait fait, que les rigidités excessives introduites dans le fonctionnement du gouvernement par certains aspects du fonctionnement des suppléances n'aient pas été modifiées. »

« Dans un autre domaine, l'absence manifeste des travaux qui nous ont été demandés ces derniers jours atteste que nous n'avons pas encore atteint, malgré les efforts accomplis par moi et d'autres, des rapports pleinement harmonieux entre le gouvernement et les Assemblées pour la confection de la loi. »

« Mais je reviens à l'essentiel : nos institutions répondent aux

exigences de la démocratie, aux nécessités contemporaines de l'union et de notre caractère national. Conformément aux devoirs de ma fonction, j'assurerais leur maintien dans toutes les circonstances. C'est la première de mes responsabilités. »

« Ma seconde réflexion, a poursuivi M. Giscard d'Estaing, est que la société française n'est ni figée ni bloquée, mais qu'elle est, au contraire, en mouvement. Au cours des dernières années, elle a fait preuve d'une capacité d'adaptation et d'évolution qui atteste qu'en France, aujourd'hui, le progrès peut être accompli sans bouleversement. C'est l'honneur de l'Assemblée nationale que d'avoir permis et soutenu ce progrès. »

« Ma troisième remarque concerne le débat démocratique dans notre pays. En organisant ce débat, les assemblées parlementaires, et en particulier l'Assemblée nationale, remplissent une mission essentielle, hors de laquelle il n'est pas de démocratie. Je considère à cet égard comme positive la procédure du dialogue direct, chaque semaine, entre le gouvernement et les membres de l'Assemblée nationale, dont j'aurais suggéré l'organisation. Je me réjouis de penser que ce dialogue est maintenant entré dans nos mœurs. »

« Rien ne peut en effet égaler, pour l'information du citoyen, le débat qui s'installe dans les assemblées entre le gouvernement

et les parlementaires, ainsi qu'entre la majorité et l'opposition. Elever la qualité de ce débat constitue pour les membres du gouvernement, comme pour ceux des assemblées, quelle que soit leur tendance, une exigence permanente. »

M. Giscard d'Estaing a rappelé que, de l'Assemblée nationale, le débat se transporte, dans quelques semaines, dans nos villes et nos campagnes. « Je souhaite, a-t-il dit, que la campagne électorale à venir soit digne de la République française, par le choix de ses thèmes, et par le refus de tout ce qui, depuis la démagogie jusqu'à l'attaque personnelle, dégrade la démocratie. »

« Ne nous y trompons pas : les progrès de l'éducation et de l'information appellent la qualité du débat politique. Et je souhaite que, tout en étant animé et passionné, comme il est normal dans les trop rares pays qui ont la liberté de discuter de leur sort et de le choisir, le débat électoral ne porte jamais atteinte à l'essentiel, qui est l'unité de notre peuple et les libertés qui font partie de son âme. »

Le chef de l'État a rendu hommage aux députés, qui, a-t-il déclaré, ont « contribué, par leur action, à écrire un chapitre du progrès de la France ». « Il est juste, a-t-il dit, que le président de la République vous en remercie. »

LE PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE

(Secrétaire général Eric HINTERMANN)

tiendra son 3^e congrès annuel les 14 et 15 janvier 1978 ou

NOVOTEL à Paris-Bagnolet

1, avenue de la République

au cours duquel :

- il présentera la liste de ses candidats aux élections législatives ;
- il définira son programme de législature.

si vous êtes opposés à l'alliance socialo-communiste ou déçus par la majorité

FAITES-VOUS CONNAÎTRE et AIDEZ-NOUS

Renseignements - Adhésions - Invitations
Participation à notre souscription publique :

PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE

8, rue Saint-Marc. — 75002 PARIS
Tél. : 233-68-85 - 508-49-35

Si « le courage c'est de rechercher la vérité et de la dire », lisez

Monsieur MITTERRAND
vous n'êtes pas
SOCIALISTE
par Gabriel TAÏX

Éditions FRANCE-EMPIRE - 180 pages - 20 francs

GRANDS VINS CHAMPAGNES
CHOCOLATS
ALCOOLS

Tarif spécial sur demande et commande

CHAMPAGNE REIMS 750 ml	22,00
CHAMPAGNE REIMS 1500 ml	42,00
CHAMPAGNE REIMS 3000 ml	82,00
CHAMPAGNE REIMS 4500 ml	122,00
CHAMPAGNE REIMS 6000 ml	162,00
CHAMPAGNE REIMS 7500 ml	202,00
CHAMPAGNE REIMS 9000 ml	242,00
CHAMPAGNE REIMS 10500 ml	282,00
CHAMPAGNE REIMS 12000 ml	322,00
CHAMPAGNE REIMS 13500 ml	362,00
CHAMPAGNE REIMS 15000 ml	402,00
CHAMPAGNE REIMS 16500 ml	442,00
CHAMPAGNE REIMS 18000 ml	482,00
CHAMPAGNE REIMS 20000 ml	522,00
CHAMPAGNE REIMS 22500 ml	562,00
CHAMPAGNE REIMS 25000 ml	602,00
CHAMPAGNE REIMS 27500 ml	642,00
CHAMPAGNE REIMS 30000 ml	682,00
CHAMPAGNE REIMS 32500 ml	722,00
CHAMPAGNE REIMS 35000 ml	762,00
CHAMPAGNE REIMS 37500 ml	802,00
CHAMPAGNE REIMS 40000 ml	842,00
CHAMPAGNE REIMS 42500 ml	882,00
CHAMPAGNE REIMS 45000 ml	922,00
CHAMPAGNE REIMS 47500 ml	962,00
CHAMPAGNE REIMS 50000 ml	1002,00

1^{er} achat : règlement en espèces

le journal mensuel de documentation politique

après-demain
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LES PRIX ET L'INFLATION

Envoyer 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Pour la première fois

depuis la réforme de son statut

La VILLE de PARIS

recrute par concours de même niveau que celui de l'Ecole Nationale d'Administration

12 élèves administrateurs

appelés à suivre à l'ENA un cycle de formation de même durée et de même nature que celui des élèves de cette école.

Concours externe (8 postes) Conditions de diplômes

- Diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures.
- Attestation sanctionnant une année d'études du second cycle d'études supérieures juridiques ou économiques.
- Anciens élèves des grandes écoles.

Conditions d'âge

- 25 ans au plus au 1^{er} janvier 1978, limite reculée en fonction des services militaires, charges de famille, etc.

Concours interne (4 postes) Conditions de services

- Cinq ans de services publics ou trois ans accomplis en qualité de titulaire, au 31 décembre 1978.

Conditions d'âge

- 30 ans au plus au 1^{er} janvier 1978, sous réserve des mêmes recules que ci-dessus.

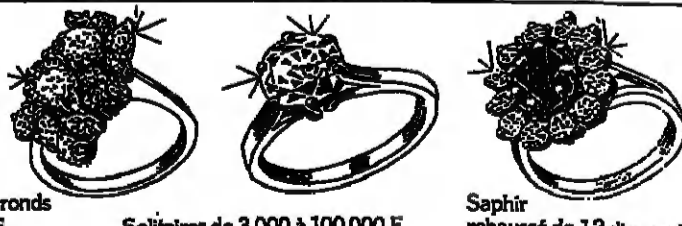
Dates des épreuves d'admissibilité : 6 ou 10 février 1978

Closures des inscriptions : 6 janvier 1978

Les épreuves de ces deux concours comportent la même définition et le même programme que celles du premier concours externe et du premier concours interne donnant accès à l'ENA.

Renseignements et inscriptions à l'École de la Ville de Paris (75004) Direction de l'Administration Générale - Personnel Administratif

Porte 46 - Tél. 377-15-40, poste 46-46.



2 gros diamants entourés 8 diamants ronds et 2 navettes 16 680 F Solitaires de 3 000 à 100 000 F Saphir rehaussé de 12 diamants 12 000 F

“Je contrôle rigoureusement mes pierres mais je laisse toute liberté à mes joailliers-créateurs.”

MP

Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur
Hevin

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et comptant légal

هكذا من الأصل

LA FIN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

La dernière session parlementaire de la législature s'est close mercredi soir 21 décembre. Auparavant, députés et sénateurs ont examiné un grand nombre de projets ayant nécessité la réunion de la commission mixte paritaire. En revanche, le gouvernement a retiré au

dernier moment de l'ordre du jour une proposition de loi due notamment à l'initiative de M. Edgar Faure — et déjà votée par l'Assemblée nationale — sur les dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative.

Au Sénat, une douzaine de textes législatifs ont été discutés toute la journée du 20 décembre et jusqu'à 5 heures du matin mercredi 21. Les conditions de hâte dans lesquelles ces textes ont été examinés, la vitesse accélérée des

débats, le téléscopage des travaux de commission en séance publique, ont provoqué une vive irritation de la plupart des sénateurs. Certains, comme M. CHERIHOX (R.P.R., Paris), ont exprimé leur mécontentement à la tribune.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TEXTES DEFINITIVEMENT ADOPTÉS

L'Assemblée nationale a définitivement adopté mardi 20 décembre les textes suivants :

● LE PROJET DE LOI TENDANT AU DEVELOPPEMENT DE LA CONCERTATION DANS LES ENTREPRISES AVEC LE PERSONNEL MANOUVRIER.

● LA PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DU DECRET DE L'URBANISME. — Ce décret, adopté dans la rédaction du Sénat, fixe au 1^{er} juillet 1978 le délai dans lequel les plans d'urbanisme, directeurs et de zonage, doivent avoir été remplacés par les plans d'occupation des sols.

● LA PROPOSITION DE LOI TENDANT A ADAPTER LES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES AUX ILLES DES DEPARTEMENTS. Ce texte vise à modifier les limites de ces circonscriptions lorsque les limites d'un département ont été modifiées par décret à la suite de fusion ou de regroupement de communes.

● LA PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LE CODE CIVIL EN CE QUI CONCERNE LE REGIME DE LA BIEN.

Les députés ont également examiné les textes suivants qui sont à nouveau soumis au Sénat mercredi :

● LE PROJET DE LOI TENDANT A DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIERE DE LOYER. — En ce qui concerne les loyers de logement, la commission mixte paritaire a adopté le texte du Sénat qui précisait que les augmentations de loyer autorisées en 1978 s'appliquent par rapport à la loi du 31 décembre 1977. Le nouveau prix ne s'applique que sur la première année, le retour à la libre négociation du prix des loyers étant rétabli ultérieurement. Le gouvernement a fait passer un amendement précisant que les infractions aux dispositions concernant les loyers constituent des délits de droit commun, punissables et réprimés dans les conditions prévues par l'ordonnance du 30 juin 1945. Les loyers sont ainsi déduits du profit du juge correctionnel.

En ce qui concerne le prix de la hausse des tarifs, la commission a précisé que la hausse des tarifs

résultant des clauses d'indemnité continue dans des contrats de concession, d'affermage, de régie intéressée ou de gérance, n'aura effet que dans la limite de 78 % de l'augmentation des prix déduisant de ces contrats.

● LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 1977. — La commission mixte paritaire a notamment exclu du champ d'application de la taxe sur la publicité les tribunaux et les autres éléments de mobilier urbain dont les surfaces occupées par la publicité n'excèdent pas 2 mètres carrés. Elle a également rétabli au budget de la culture les crédits destinés à l'aménagement des locaux de la gare d'Orsay et à la création d'un musée de deuxième moitié du dix-neuvième siècle.

● LE PROJET DE LOI SUR LA PROTECTION ET L'ENTRETIEN DES CONDOMINIUMS DE PRODUITS ET DE SERVICES (deuxième lecture). Dans le domaine de la protection des consommateurs contre les abus des sociétés, le Sénat avait donné le 1^{er} juillet 1977 une appréciation aux juges. L'Assemblée a décidé de revenir au texte qu'elle avait adopté en première lecture.

Le Sénat avait également prévu que le laboratoire d'essai ne pourrait délivrer des certificats de qualification que lorsqu'il n'existe pas d'organisme certificateur privé. L'Assemblée n'a pas retenu cette disposition car, a-t-elle estimé, si le laboratoire d'essai ne doit pas disposer d'un monopole, il serait paradoxal que ce monopole soit créé au profit d'un organisme privé. La commission des clauses léonines, instituée auprès du ministre chargé de la consommation et présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire, comprendra quinze membres dont trois juristes. Les magistrats ou membres du Conseil d'Etat devront être en activité.

Dans le vote final, l'opposition s'est abstenue.

● LE PROJET DE LOI D'INDENNISATION DES RAPATRIÉS. — La commission mixte paritaire s'est ralliée au texte adopté par le Sénat qui assimile la perte de jouissance des biens possédés par des rapatriés dans certains pays, notamment en Tunisie, à une véritable dépossession ouvrant droit à l'indemnisation. La commission a souhaité que l'assimilation à une dépossession ne vise pas uniquement les biens industriels et commerciaux, mais aussi les biens immobiliers.

L'Assemblée a adopté un amendement du gouvernement précisant que les compléments

d'indemnisation d'un montant inférieur ou égal à 10 000 francs par personne dépossédée seront réglés en espèces des leur liquidation. Les mêmes modalités seront applicables au conjoint survivant lorsque ses droits sont inférieurs ou égaux à 10 000 F ainsi qu'aux autres héritiers lorsque l'ensemble de leurs droits n'excède pas cette somme. M. Domini, secrétaire d'Etat, a rappelé que la rapatrié bénéficiaire d'un titre pourra en demander l'effectuation, en tout ou en partie, au profit d'un étranger, pour des emprunts passés antérieurement à la date de promulgation de la loi. A propos des dépossessions de Tunisie, le secrétaire d'Etat a indiqué qu'étaient inclus les biens immobiliers.

● LE PROJET DE LOI RELATIF AUX REGIMES DE PROTECTION SOCIALE DES MINISTRES DU CULTES ET MEMBRES DES CONGREGATIONS RELIGIEUSES. La commission mixte paritaire a retenu les amendements apportés au texte par le Sénat. Elle a toutefois considéré qu'il convenait de ne pas s'en tenir à la suppression, décidée par la Haute Assemblée, de la disposition instituant en faveur des congrégations et collectivités religieuses une faculté d'adhésion à un régime d'assurance-maladie, aux cotisations et aux prestations réduites. Leurs membres pourront donc, sur leur demande, être admis à bénéficier d'un régime particulier dans lequel les prestations seront limitées à la couverture des frais d'hospitalisation et de traitement dans les établissements de soins et de cure publics et privés. L'option pour ce régime sera valable pour une durée de deux ans renouvelable.

M. Gau (P.S.) a regretté le rétablissement de cette disposition. Dans le vote final, l'opposition s'est abstenue.

● LE PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 1.167-1 DU CODE ELECTORAL. Ce texte fixe les modalités d'utilisation de la radio-télévision pour la campagne des élections législatives. L'Assemblée a révisé le texte qu'elle avait adopté en première lecture.

● LE PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL APRES DE MODERNISER LA DEFINITION DE LA SOCIETE CIVILE (commission mixte paritaire). Un amendement relatif à la nullité de ces sociétés a été adopté.

● LA PROPOSITION DE LOI DE M. MULLER (réformateur) relative à l'intégration dans la fonction publique de certaines catégories de personnels en fonction auprès des écoles nationales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse.

● LE PROJET DE LOI RELATIF A L'INFORMATION ET A LA PROTECTION DES CONDOMINIUMS DANS LE DOMAINE DE CERTAINES OPERATIONS DE CREDIT. L'Assemblée a adopté à l'unanimité le texte de la commission mixte paritaire. Cette dernière a réintroduit les prêts personnels dans le champ d'application de la loi. Elle a exclu tous les prêts consentis pour une durée inférieure à trois mois et réintroduit la notion de taux effectif global.

M. BORGNIET remplace M. LYON AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL. M. Paul Bogniet a été nommé secrétaire général de l'Assemblée nationale en remplacement de M. Jean Lyon, admis à faire valoir ses droits à la retraite. M. Bogniet sera remplacé à la direction générale des services législatifs par M. Michel Ameller, actuellement directeur du service de la séance.

AU SÉNAT

TEXTES DEFINITIVEMENT ADOPTÉS

Le Sénat a définitivement adopté, dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, les textes législatifs suivants (projets ou propositions) qui prennent ainsi force de loi :

● Extension aux hebdomadaires ayant une audience nationale et un contenu politique du régime fiscal institué pour les quotidiens par la loi du 29 décembre 1976. Les rapporteurs, MM. FOSSAT (Un. cent., Hauts-de-Seine) et GAILLARD (Gauche dém., Lot-et-Garonne) ont souhaité étendre ce régime aux « mensuels ». Le gouvernement s'y est opposé.

● Le projet de loi (conclusions de la C.M.P.) modifiant le régime des sociétés en participation et réglant, notamment, le cas des sociétés de fait dont le régime juridique demeure incertain. Le rapporteur, M. DAILLY (Gauche dém., Seine-et-Marne) a cité le cas de la raffinerie de Feyzin.

● Le projet de loi instituant la gratuité des actes de justice (C.M.P.).

● La proposition de loi en faveur de l'enseignement agricole privé.

● Le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie (par 278 voix contre 0). Le Sénat s'était opposé à cette ratification en première lecture.

● Mise en valeur des terres incultes récupérables (C.M.P.).

● Régime communal en Polynésie.

● LES TEXTES MODIFIÉS ET EN INSTANCES. Les sénateurs ont modifié les textes suivants :

● LE PROJET DE LOI (en première lecture) PORTANT DÉROGATION A TITRE TEMPORAIRE AUX ART. 28 ET 29 DE LA TARIFICATION pour certains établissements hospitaliers. Rapporteur : M. CHERIHOX (R.P.R., Paris). Il s'agit d'adapter les

régles de tarification au coût réel des soins donnés aux vieillards dans les établissements spécialisés qui ont été « médicalisés » sans devenir toutefois de véritables hôpitaux. Le Sénat a notamment voulu harmoniser ce projet avec le code de la Sécurité sociale.

● RECRUTEMENT DU PERSONNEL DES ETABLISSEMENTS SPECIALISES POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS HANDICAPES (première lecture). — Application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des handicapés. Rapporteur : M. SERAMY (Un. cent., Seine-et-Marne). Le Sénat a notamment repoussé un article voté par l'Assemblée nationale, contre l'avis du gouvernement, qui accordait aux directeurs d'établissements spécialisés titulaires d'un diplôme d'inspecteur l'équivalence du baccalauréat pour la nomination des directeurs de ces établissements.

● ASTREINTES PRONONCÉES EN MATIERE ADMINISTRATIVE (deuxième lecture). Rapporteur : M. TAILLEFER (P.S., Gard). Le Sénat, à la demande du gouvernement, a supprimé un article introduit à l'Assemblée nationale, et qui tendait à attribuer au juge le pouvoir d'ordonner les dépenses publiques.

● Une décision de justice condamnant, par exemple, une commune, ne peut être exécutée s'il n'y a pas de crédits, a déclaré le garde des sceaux, s'attendant à ce que M. MARCILLIAC (non inscrit, Centre) : « Vous me surprenez. Qu'une décision de justice revêtue de la forme exécutoire ne soit pas

exécutoire, c'est peut-être à peu près vrai en pratique, mais cela n'est pas agréable à entendre ! »

● LA MENSUALISATION DES SALAIRES (première lecture). Rapporteur : M. BOHL (Un. cent., Moselle). Ce projet de loi intègre et fait suite à l'accord intervenu le 14 décembre entre le C.N.P.F. et certaines organisations syndicales. Le Sénat a voulu préciser qu'un décret en Conseil d'Etat déterminerait les sanctions pour contrefaçon aux dispositions de l'accord annexé.

Il a aussi ajouté aux dispositions prévues, l'obligation pour l'employeur d'accorder des congés à l'occasion d'événements familiaux : mariage du salarié (4 jours), décès d'un enfant (1 jour), décès d'un conjoint ou d'un enfant (2 jours), du père ou de la mère (1 jour). Ces obligations, acceptées par M. BEUL-LAC, ministre du travail, seront inscrites dans le code du travail.

● LE DROIT DE PREEMPTION des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.).

Première lecture. Rapporteur : M. GIEFFROY (P.S., Vaucluse). Les sénateurs ont adopté plusieurs amendements rédactionnels ou de coordination. Ils ont aussi voulu alléger la procédure de préemption en supprimant l'intervention du conseil général et exclure les forêts du champ d'application de la loi.

L'ensemble du projet a été approuvé à main levée. M. FISANT déclarant au nom du groupe socialiste que ses amis voteraient pour, tandis que les communistes s'abstenaient.

A. G.

Pour la première

12 élèves

Le gouvernement renonce à faire adopter dispositions relatives au secret de l'instruction

Mardi matin 20 décembre, sous la présidence de M. Brodier (P.R.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises.

FOYER (R.P.R.), président de la commission des lois, soutient de M. GERBET (P.R.), auteur, après le vote du Sénat, qu'il pense d'un texte dit de qui confirme à son avis la dégradation continue de la loi des textes législatifs. Il estime que le Sénat a supprimé le chapitre relatif au secret de l'instruction. Il juge cette suppression car chapitres était, à son avis, inacceptable. La commission a examiné que les passages de la loi à la police judiciaire et au jury d'assises.

PEYREFFITE, garde des S., indique que le gouvernement accepte de remettre à plus l'examen des dispositions relatives au secret de l'instruction. Ne la discussion des articles, il confirme donc la suppression du chapitre relatif au secret de l'instruction. Le chapitre relatif à la police judiciaire quant à lui, a accueilli le vote des fonctionnaires de police qui ont pu être attribués à des officiers de police judiciaire (O.P.J.) ou d'agents de police judiciaire (A.P.J.).

L'initiative du gouvernement, qui rétablit les articles révisés par le Sénat, qui se le niveau de recrutement O.P.J. et des A.P.J. de préférence. L'Assemblée rétablit également le statut des officiers et agents de police judiciaire à compétences réelles restreintes. Ces dispositions, dans le cadre de la réforme, recherchent et constatent l'exclusion de tous autres, qu'ils puissent à cet effet de la liste des officiers, fractions au code de la route, omicides et blessures invo-

lontaires résultant d'accidents de la circulation.

L'Assemblée aborde ensuite le chapitre relatif aux jurys d'assises. En ce qui concerne la formation du jury, M. Foyer propose de supprimer l'exigence d'un nombre égal d'hommes et de femmes sur la liste préparatoire. La loi des grands nombres, explique-t-il, suffira à assurer aux jurés, qui représentent 83 % de la population, une participation équitable, opinion que ne partage pas M. Foyer, qui qualifie l'attitude de M. Foyer de « rétrograde ». Le ministre insiste de son côté sur le caractère équilibré de la représentation proposée par le gouvernement.

Finalement, l'Assemblée adopte l'amendement de suppression de M. Foyer. Le Sénat ayant posé le principe d'une dérogation à la règle de publicité des opérations de formation du jury, lorsque la sécurité des jurés l'exige, il avait été prévu que dans ce cas la cour pourrait décider le huis clos par arrêté rendu publiquement après l'interrogatoire d'identité des jurés. Pour M. GERBET, il n'est pas raisonnable qu'en cas de jugement le huis clos les jurés ne soient pas appelés par leur nom mais par leur numéro ; cela reviendrait, estime-t-il, à rendre la justice dans une semi-obscurité. Pour le garde des sceaux, il s'agit de mieux protéger les jurés. « Autant leur faire porter des masques », ironise M. CLAUDIUS-PEYRE (réf. Paris), qui demande pourquoi le ministère public n'a pas poursuivi ceux qui, après l'affaire de Troyes, ont remis en cause le jugement rendu. Le ministre relève que les jurés du procès de Patrick Henri continuent d'être l'objet de menaces.

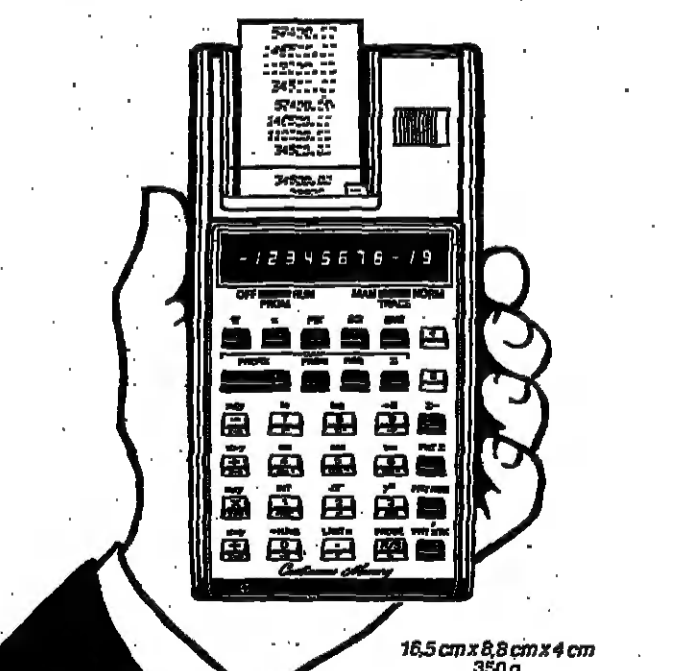
M. BRUN (non-inscrit, Allier) se déclare hostile à l'anonymat des jurés. L'ensemble du projet de loi ainsi modifié est adopté par l'Assemblée, l'opposition votant contre. — P. F.

Le HP-19C programmable. Il ignore les trous de mémoire.

Le HP-19C est le dernier-né des calculateurs de poche programmables Hewlett-Packard. Il possède trois qualités essentielles :

- mémoire permanente C-MOS qui conserve vos données et programmes, même le calculateur "éteint".
- Imprimante thermique silencieuse.
- autonome : sa batterie lui suffit pour imprimer et calculer. Venez le découvrir chez trois de nos spécialistes Hewlett-Packard. HP-19C : 2310,84 F.T.C. sur stock.

* Semi-conducteurs complémentaires à oxyde métallique.



15,5 cm x 8,9 cm x 4 cm
350 g

Distributeurs agréés :
La Papeterie du Silex 49 bd Lalour-Maubourg 75007 Paris. Tél. 705 18 88.
L.P.S. Bureau : 46, rue Lafayette, 75009 Paris. Tél. 876 26 45.

La Règle à Calcul
65, bd Saint-Germain, 75005 Paris
Tél. 033 02.63/033 34.61.

Compta-France
3, rue de la Reine, 92100 Boulogne. Tél. 603.78.40.

HEWLETT PACKARD

David V. Tansley
LE CORPS SUBTIL
David Mac Lagan
LA CREATION ET SES MYTHES

Deux nouveautés dans la collection Livre-Album.
Chaque volume 36 pages illustrées 30 F.

VIP

Le Monde

Société

MARTINE WILLOQUET FINALEMENT CONDAMNÉE A DIX ANS DE RÉCLUSION

Des jurés du second procès estiment qu'ils ont été trompés par le président de la cour d'assises

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, mardi 20 décembre, la demande des défenseurs de Martine Willoquet de voir confondre les deux peines de cinq années de réclusion criminelle auxquelles elle a été condamnée les 25 et 31 mars dernier (le

Monde - des 19, 30 mars et 2 avril). Le fils de Martine Willoquet, William, atteindra l'âge de dix-huit mois le 25 décembre. Il lui sera retiré après les fêtes de fin d'année. Sa mère aurait pu espérer, en cas de confusion des peines, obtenir une libération conditionnelle au

cours des premiers mois de l'année 1978. Selon M. Jean-Louis Pelletier, l'un des défenseurs de Martine Willoquet, les jurés du second procès, fortis des assurances du président, étaient, à tort, persuadés que les deux peines infligées à Martine Willoquet seraient confondues.

La cour d'assises de Paris avait condamné, le 25 mars dernier, Martine Willoquet à cinq ans de réclusion criminelle pour sanctionner l'aide apportée à son époux, Jean-Charles Willoquet, lors d'une série de hold-up. Au terme d'un second procès les jurés de la cour d'assises rendirent le 31 mars un verdict modéré à l'encontre de la jeune femme, jugée cette fois pour avoir fait égarer son mari du Palais de justice le 8 juillet 1976. Une peine identique de cinq ans de réclusion criminelle était infligée à la jeune femme.

Le sort fait aujourd'hui à Martine Willoquet s'est joué sur un mot, celui de « réclusion ». La durée maximale d'une peine d'emprisonnement est, en principe, de cinq ans. La durée la plus courte d'une peine de réclusion criminelle est aussi de cinq ans. Les différences de régime pénitentiaire des deux peines, que Martine Willoquet a toujours refusé de reconnaître, ont été soulignées par le président M. Henri Blasser.

Une peine de cinq ans de prison prononcée après une peine de cinq ans de réclusion criminelle est, en quelque sorte, « absorbée » par cette dernière. La confusion était des lors automatique. Mais s'agissant de deux peines successives de réclusion criminelle, le cumul en était possible. C'est cette différence qui a tout changé.

Les jurés populaires ne sont pas nécessairement au fait de telles subtilités juridiques. Ce problème du cumul ou de la confusion des peines a cependant retenu leur attention lors du second procès de Martine Willoquet. En assurant aux jurés, sur leur demande expresse, que Martine Willoquet n'accomplirait que cinq années de réclusion pour l'ensemble des deux peines, le président leur a donné à tout le moins une information légère et peu nuancée. Cela est avéré après la décision de la chambre d'accusation, que présidait M. Henri Blasser.

Quatre lettres

Cela aurait pu être évité, estime M. Pelletier, si les jurés avaient été mis en face de leurs responsabilités de façon non équivoque. Il faut que leur sentiment de frustration ait été fort pour que quatre d'entre eux adressent à l'avocat des lettres où ils lui rapportent le quiproquo sur lequel s'est fondée leur décision. L'un d'entre

eux rapporte d'autre part qu'avant l'une des audiences, le président le prit à part pour lui dire qu'il avait discuté avec des juristes, que ceux-ci s'entendaient à une condamnation à la réclusion perpétuelle pour Jean-Charles Willoquet et à une peine de cinq ans de réclusion pour la jeune femme. Le président aurait ajouté

que des milliers de gendarmes étaient à l'écoute du verdict et n'accepteraient pas qu'il soit de faiblesse. Cette situation a conduit l'avocat de Martine Willoquet à saisir le conseil de l'ordre du barreau de Paris de l'affaire. Il y a un mois. Cette requête n'a pas eu de suite à ce jour, mais un rapporteur a été désigné, M. Mario Stasi. De son côté, la chambre d'accusation ne semble pas avoir tenu compte de cet élément, quelle qu'en soit la portée.

Les jurés n'ont donc pas disposé, pour agir « en leur âme et conscience », d'informations complètes. (1). Leur responsabilité pourrait être discutée par une réflexion de bon sens. Les deux peines n'étant pas confondues, Martine Willoquet devra subir dix ans de réclusion criminelle.

Pour des faits autrement plus graves, braquages à répétition et soulèvement relatif du prix de la vie humaine lors de son éviction de la chambre d'accusation, le commandant des gardes du palais fut gravement blessé, Jean-Charles Willoquet s'est vu condamner par deux fois à vingt ans de réclusion criminelle. Mais, pour lui, la confusion a joué. N'y a-t-il pas quelque disproportion entre le prix finalement payé par l'un et l'autre des deux époux ?

L'autre arrière-pensée que l'on peut révéler aux jurés du second procès est celle du sort de l'enfant. L'alternative est simple : ou bien il est élevé par sa mère, ou

bien elle ne le retrouve qu'après les années déclinées de sa petite enfance, qui ne peut être, loin de sa mère, que « raide ». La seconde hypothèse souffre désormais comme seule perspective. Toutes ces raisons et la considération d'une souveraineté du jury qui ne soit pas de pure forme eussent suffi à justifier la mise au point didactique qui a été faite. C'est ce défaut qui laisse à penser que le jury du 31 mars ne fut souverain que dans les limites d'une ignorance qui n'était pas inévitable.

MICHEL KAJMAN.

(1) Le 28 novembre 1947 un mineur fut condamné à mort pour un crime d'assaut de Paris. Les jurés avaient reçu l'assurance formelle du président que la condamnation à mort était sans conséquence puisque le jeune homme serait sûrement gracié en raison de son âge. Il fut donc condamné à mort. Son défenseur, Me Jean Hug, mis au courant de ces circonstances, demanda à l'un des jurés s'il était prêt à porter le témoignage par écrit, sans sans lui avoir répondu qu'il y avait une violation du secret des délibérations.

Ce juré accepta d'écrire la lettre qui relatait l'événement. Reçu par le président de la République, M. Vincent Auriol, à la veille de l'exécution, l'aveu lui donna connaissance du document. L'exécution fut différée et le jeune homme fut gracié au mois d'avril 1948.

A PONTOISE (VAL-D'OISE)

Un jeune homme est mortellement blessé par un gendarme

M. Pierre Vasseur, un jeune nommé âgé de vingt ans, habitant une roulotte à Pontoise (Val-d'Oise), grièvement blessé d'une balle dans la tête lundi soir 19 décembre, vers 23 h. 30 (nos dernières éditions), par un gendarme qui voulait procéder à un contrôle d'identité, est décédé mardi soir 20 décembre à l'hôpital de la Pitié à Paris. Lundi soir, vers 23 heures, M. Vasseur, qui travaillait comme serveur de police, avait déjà été l'objet d'un contrôle par la police de Pontoise alors qu'il circulait à vélo. Il s'était enfui à travers la ville. Une demi-heure plus tard, à pied, il traversait une voiture de gendarmes.

Son « attitude suspecte », disent les autorités, a incité les gendarmes à l'interpellation et à vérifier son identité. Selon les

gendarmes, lorsque le chef de patrouille, M. Lecanu, de la brigade de recherche de Pontoise, s'est approché de lui, M. Vasseur a tenté de lui donner un coup de poing au visage. Il n'a réussi qu'à le bousculer avant de s'enfuir. M. Lecanu a aussitôt engagé la poursuite, faisant les sommations d'usage et tirant deux coups de semonce. Dans une rue, les deux hommes se sont trouvés à une vingtaine de mètres l'un de l'autre et le gendarme s'est senti menacé par le fuyard, a-t-il déclaré, qui, accroupi, semblait tenir un objet brillant dans la main. « S'instaurant », il a tiré.

Les gendarmes chargés de l'enquête n'ont retrouvé aucune arme sur M. Pierre Vasseur, ni aucune trace du premier coup de semonce. Quant au second coup de feu, il a troué la porte d'une habitation à 84 centimètres du sol, avant de traverser un couloir et de terminer sa trajectoire dans une salle de bains.

Le parquet de Pontoise a ordonné une autopsie et le père de la victime, M. Fabien Vasseur, âgé de quarante et un ans, ramolleur, a annoncé qu'il allait déposer une plainte pour meurtre. « C'est un véritable assassinat », a-t-il déclaré, car les médecins de l'hôpital de la Pitié n'ont affirmé que la balle morte d'entrée par la nuque et ressortit par le front.

Rectificatif

M. Eric Bouquet, directeur associé de l'agence de publicité bimensuelle éditée par le ministère de la justice, indique, dans sa livraison datée du 10-15-12, que « durant les six premiers mois de 1977, la tendance marquée de septembre 1976 s'est confirmée : le maintien à un haut niveau des demandes de divorce et de séparation de corps » ; pulque le nombre des tentatives de conciliation des époux demandant le divorce est passé de 78 000 en 1975 à 81 000 en 1976 et est estimé à 95 000 pour 1977.

Les demandes de divorce introduites dans le premier semestre 1977 chassaient, pour 74 %, la procédure du consentement mutuel ; pour 3 à 4 %, la séparation de fait ; pour 22 %, la faute. C'est à Paris que la procédure de consentement mutuel est la plus utilisée. Les jugements de divorce qui étaient de 60 000 en 1975 et de 61 000 en 1976, devraient passer à 70 000 en 1977.

● Deux médecins condamnés pour fraude à la Sécurité sociale. La cour d'appel d'Albi-en-Provence (Bouches-du-Rhône) a aggravé mardi 20 décembre les peines d'amende prononcées en première instance par le tribunal correctionnel de Marseille contre

deux médecins marseillais accusés d'une série d'escroqueries commises au préjudice de la caisse régionale de Sécurité sociale des Bouches-du-Rhône (le Monde du 21 décembre 1977). M. Martial Tapiero, âgé de trente-six ans, devra payer à l'organisme public 81 000 F à titre de dommages et intérêts. M. Pierre Richard s'est vu infliger 30 000 F d'amende.

La cour d'appel d'Albi-en-Provence a également confirmé le jugement de première instance concernant une sollicitation de ressortissants vietnamiens qui dépendaient du délit de fraude à la Sécurité sociale, et notamment Mme Vo Cong Tri, organisatrice de cette escroquerie, qui consistait à faire acheter par des assurés sociaux le produit de base le plus cher porté sur leur ordonnance. Puis Mme Vo Cong Tri collait, pour certains produits, de fausses vignettes photographiques en majorant le prix. Elle percevait alors un pourcentage sur les remboursements.

● M. Graton se pourvoit en cassation. — Le président-directeur général d'une importante entreprise de Nantes, M. Jean Graton, condamné quinze ans de réclusion criminelle, jeudi 15 décembre (le Monde du 17 décembre), par la cour d'assises de

Un projet de loi du gouvernement pour « assurer l'égalité des époux »

Les épouses d'agriculteurs ne seront plus « sans profession », elles deviendront « exploitantes agricoles ». C'est du moins ce que souhaite un projet de loi du gouvernement, qui viendra en discussion devant le Parlement au début de la session de printemps, et que M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, vient de présenter. « Ce projet », explique M. Alain Peyrefitte, ne se limite pas aux épouses d'agriculteurs. Nous voulons assurer l'égalité des époux, quelle que soit la profession. L'important dans ce texte est que quelque chose ne soit déboulé, sur tous les plans, juridique, politique, professionnel et psychologique. La voie va être ouverte à une modification, non seulement de textes, mais de comportements enrigés sur les principes archaïques d'une tradition patriarcale.

Cette réforme des régimes matrimoniaux était demandée depuis longtemps, principalement par les épouses d'agriculteurs, qui, indique M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, avaient depuis longtemps un rôle moteur dans le fonctionnement de l'exploitation. Sur les deux millions de femmes vivant en milieu rural, près de la moitié participent aux travaux de l'agriculture. Il est temps d'en finir

avec la notion de « chef d'exploitation » et de la remplacer par celle de « coexploitant ».

Plus généralement, dans les couples mariés sous le régime de la communauté — 90 % des couples — le mari ne doit plus être l'administrateur en chef des biens du ménage. Dans le régime actuel, de la communauté réduite aux acquêts, « chaque époux gère ses biens propres. Le mari gère seul les biens de la communauté. Les actes particulièrement graves nécessitent l'accord des deux époux (vente d'immeuble, location de fonds de commerce...) ». Dans le projet du gouvernement, « Chacun continue de gérer ses biens propres, chacun a le pouvoir de gérer les biens de la communauté. Les actes importants continuent de requérir la double signature ».

Si le projet est adopté par le Parlement, « lorsque la présence du mari sera nécessaire aux côtés de la femme, pour la signature de certains actes, la présence de la femme sera nécessaire aux côtés du mari ». Cette phrase semble élémentaire, voire redondante ; pourtant, « une réforme plus précoce était impossible, fait remarquer M. Peyrefitte, car elle se serait heurtée à l'hostilité des mentalités ».

● La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOC.F.) fêteront leur cinquantième anniversaire, le 14 mai 1978, par un rassemblement au parc de la Courneuve (Seine-Saint-Denis). Les deux organisations ont mis au point à cette occasion une « charte de la jeunesse ouvrière » qu'elles invitent leurs adhérents et sympathisants à discuter et à amender. Le JOC a lancé avec les organisations de jeunesse ouvrière chrétienne d'autres pays une campagne de « solidarité internationale » avec l'Afrique du Sud.

● L'Union des femmes françaises et le Volontaire français (U.F.F.) ont demandé au gouvernement d'accorder pour Noël, une prime de 400 francs à tous les enfants. « A ce jour, dit l'U.F.F., le premier ministre n'a donné aucune réponse à cette demande légitime. Certes, la décision a été prise d'augmenter les allocations familiales de 5,50 % à compter du 1er janvier 1978. Pour valider à obtenir, le plus vite possible, ces 400 francs, l'U.F.F. appelle ses comités à soutenir cette démarche en adressant des télégrammes au premier ministre, à l'hôtel Matignon ».

Les aveugles de la loi

Contrairement à la volonté probable et même affichée des jurés de Paris, exprimée le 31 mars dernier, Martine Willoquet ne continuera pas d'être en prison. La loi interdit le présent tout d'abord, toute défense ultérieure. Cassation, grâce, c'est-à-dire l'attention, qui est le sens de ces mots pour une femme à qui son enfant est sur le point d'être indolument arraché. L'article 226 du code pénal empêche de critiquer les décisions de justice. L'article 39, troisième de la loi sur la presse, interdit de rendre compte des délibérations intérieures d'un jury. Le cas échéant, l'article 222 du code pénal réprimerait l'outrage à magistrat.

Il existe encore une voie qui n'est contenue dans aucune loi, qu'ignorent tous les articles du code pénal, qui seule permet de corriger convenablement les fautes ou les erreurs passées.

Aujourd'hui, pour défendre la justice, l'appareil et le principe, faut-il violer la loi ? Cette loi est ostensiblement après qu'un magistrat l'eût fait dans le secret pour un motif ou l'autre, au ridicule : il fallait rassurer les jurés, ainsi que l'atteste, par écrit, un juré.

Critiquer une décision de justice ? Oui, il le faut : car elle n'est pas, au bout du compte, ce que souhaitent ses auteurs. Dévoiler le secret des délibérations ? Certainement, car seule cette révélation permet de donner la parole à un jury brisé. Quatre de ses membres ont déjà pris la plume. Un autre s'est exprimé oralement auprès de la défense. Seul le secrétaire paraitrait de les faire entendre.

Tout cela, cette succession de choquantes finasseries magistrales, la justice pouvait les réparer mardi 20 décembre, en ordonnant la confusion des peines prononcées contre Mar-

tine Willoquet, en lui permettant d'élever son enfant. Elle corrigait alors des fautes de procédure dont elle était solidement l'auteur. La chancellerie le savait. Le parquet général le savait. Les jurés qui ont refusé cette confusion des peines le savaient. Rien n'a été fait, sinon de se réfugier derrière des textes qui autorisent, qui commandent une autre décision.

D'autant que, en termes politiques, la séquence invitait à octroyer cette confusion pour éviter que ne soit maintenant dit tout haut, prouvé à l'appui, ce qui se chuchote constamment, que les présidents de cour d'assises ne sont pas toujours aussi neutres, que sous prétexte d'« éclairer » les jurés, ils font bel et bien pression sur eux, souvent au-delà du tolérable.

C'est en peu de jours le deuxième exemple d'un appareil judiciaire qui se donne pour l'aveugle de la loi, mais qui ne se laisse pas aveugler par la loi. La loi précédente d'état l'affaire Youssef Kismoune, à propos de laquelle la Cour de cassation n'a pas voulu savoir qu'un homme avait été condamné à vingt ans de réclusion criminelle sur des présomptions vacillantes. Elle pouvait juger autrement. Elle l'a fait tout de suite. Quand elle le veut, la Cour de cassation se prononce sur le fond. Seuls les étudiants se voient enseigner le contraire.

Par deux fois, la justice s'est réfugiée derrière la loi pour ne pas reconnaître que la loi avait été méconnue ; celle qui interdit de condamner un accusé sans preuve : Youssef Kismoune ; celle qui interdit d'accabler une accusée plus que ses juges naturels ne l'auraient voulu : Martine Willoquet.

PHILIPPE BOUCHER.

FAITS ET JUGEMENTS

Le divorce en 1977.

La Lettre de la chancellerie, bimensuelle éditée par le ministère de la justice, indique, dans sa livraison datée du 10-15-12, que « durant les six premiers mois de 1977, la tendance marquée de septembre 1976 s'est confirmée : le maintien à un haut niveau des demandes de divorce et de séparation de corps » ; pulque le nombre des tentatives de conciliation des époux demandant le divorce est passé de 78 000 en 1975 à 81 000 en 1976 et est estimé à 95 000 pour 1977.

Les demandes de divorce introduites dans le premier semestre 1977 chassaient, pour 74 %, la procédure du consentement mutuel ; pour 3 à 4 %, la séparation de fait ; pour 22 %, la faute. C'est à Paris que la procédure de consentement mutuel est la plus utilisée. Les jugements de divorce qui étaient de 60 000 en 1975 et de 61 000 en 1976, devraient passer à 70 000 en 1977.

● Deux médecins condamnés pour fraude à la Sécurité sociale. La cour d'appel d'Albi-en-Provence (Bouches-du-Rhône) a aggravé mardi 20 décembre les peines d'amende prononcées en première instance par le tribunal correctionnel de Marseille contre

deux médecins marseillais accusés d'une série d'escroqueries commises au préjudice de la caisse régionale de Sécurité sociale des Bouches-du-Rhône (le Monde du 21 décembre 1977). M. Martial Tapiero, âgé de trente-six ans, devra payer à l'organisme public 81 000 F à titre de dommages et intérêts. M. Pierre Richard s'est vu infliger 30 000 F d'amende.

La cour d'appel d'Albi-en-Provence a également confirmé le jugement de première instance concernant une sollicitation de ressortissants vietnamiens qui dépendaient du délit de fraude à la Sécurité sociale, et notamment Mme Vo Cong Tri, organisatrice de cette escroquerie, qui consistait à faire acheter par des assurés sociaux le produit de base le plus cher porté sur leur ordonnance. Puis Mme Vo Cong Tri collait, pour certains produits, de fausses vignettes photographiques en majorant le prix. Elle percevait alors un pourcentage sur les remboursements.

● M. Graton se pourvoit en cassation. — Le président-directeur général d'une importante entreprise de Nantes, M. Jean Graton, condamné quinze ans de réclusion criminelle, jeudi 15 décembre (le Monde du 17 décembre), par la cour d'assises de

Loire-Atlantique, a formulé, lundi 19 décembre, un pourvoi en cassation. M. Graton a été reconnu coupable d'avoir commandité la tentative d'assassinat de son associé, M. Serge Brethomé (le Monde du 14 décembre) auquel la cour a accordé 50 000 francs de dommages et intérêts.

● La demande de sursis du titre de Jacques Derogy. Enquête sur un juge assassiné, a été relayée (le Monde du 21 décembre). L'action en référé s'est conclue le 20 décembre, devant Mme Simone Boissac, président du tribunal de Paris, par un accord entre les avocats des deux parties, M. Richard Dupuy, pour MM. Pierre et Michel Lothoz, cités dans le livre, et M. Bernard Jouanneau pour l'auteur et les éditions Robert Laffont. Selon cet accord, les noms des requérants n'apparaîtront pas dans les nouvelles éditions de cet ouvrage relatant les circonstances de la mort du magistrat François Renaud, assassiné à Lyon en juillet 1975.

● Nouveaux locaux pour le tribunal de Versailles. — Le tribunal de grande instance de Versailles est maintenant installé dans un palais de justice, avenue de l'Europe, tél. 953-98-30.

La « bavure » policière d'Athis-Mons

« Je connais une petite vieille pleine d'argent »

A Athis-Mons, au commissariat comme dans la rue, on ne s'explique pas, on cherche à comprendre quel est-ce qui a pu pousser trois gardiens de la paix de la localité, en patrouille de « sécurité nocturne », à s'attaquer à une personne âgée, Mme Clothilde Poupil, quatre-vingt-neuf ans, pour lui voler ses économies et ses bijoux ? (Voir nos dernières éditions). Et pourquoi a-t-on dû attendre près d'un mois avant de l'appréhender ?

Les faits remontent en effet à la nuit du 27 au 28 novembre. Un véhicule de police s'arrête devant le pavillon de Mme Poupil, rue de la Montagne-de-Mons, 121. « Ouvrez-nous, il y a des voleurs dans votre jardin », entend-elle. Mme Georges Ghinea, trentecinq ans, et Robert Beaudy, vingt-sept ans, pénètrent dans la maison. Aussitôt l'un des maîtres et bâillonne l'octogénaire, tandis que son complice s'empare de ses économies et de ses bijoux : 12 000 francs en tout.

Peu après, un voisin découvre Mme Poupil sur le trottoir, appelant à l'aide. Il avise un car de police stationné à proximité et s'adresse au chef du car, qui, après quelques réponses évasives, disparaît en prétextant aller chercher du secours. On apprendra plus tard que le car du complice des voleurs, M. Roger Gallet, quarante ans.

Car à Athis-Mons, on croit d'abord à la version officielle d'une agression par de faux policiers. Dans cette agglomération de 35 000 habitants, à une population fluctuante, on ne veut pas douter de sa police. « Rien ne peut conduire à considérer Athis-Mons comme Chicago », dit M. Bouphier, adjoint au maire, qui préfère mettre en cause les méthodes de recrutement et de formation.

Pourtant, le voisin de Mme Poupil rétorque du comportement de la police. Il en fait part au commissariat, où « on n'est ou content de rien ». Il insiste. Le service régional de police judiciaire de Versailles est saisi. Deux des policiers voleurs, MM. Ghinea et Gallet, sont arrêtés, inculpés et écroués. Le troisième est parti entre-temps en congé aux Antilles.

Un commissariat d'Athis-Mons, régit un silence gêné mêlé d'accablement. « On est comme vous, on a compris pas ce qui a pu leur prendre, surtout pour si peu », laisse-t-on échapper. « Jamais rien eu à reprocher à ces trois fonctionnaires. S'ils ont été coulés de sources qu'on aurait pris des sanctions », affirme-t-on à la direction départementale des polices urbaines.

Trois policiers tout à fait ordinaires, une carrière sans histoire. Entrés dans la police il y a dix ans, M. Gallet est même noté comme ayant une légère sanction pour une faute de service ne portant pas atteinte à l'honneur ni à la probité de la fonction. M. Ghinea est entré dans la police en 1970, n'a jamais non plus particulièrement attiré l'attention de ses supérieurs. Entré dans la police il y a dix ans, M. Gallet est même noté comme ayant une légère sanction pour une faute de service ne portant pas atteinte à l'honneur ni à la probité de la fonction. M. Ghinea est entré dans la police en 1970, n'a jamais non plus particulièrement attiré l'attention de ses supérieurs. Entré dans la police il y a dix ans, M. Gallet est même noté comme ayant une légère sanction pour une faute de service ne portant pas atteinte à l'honneur ni à la probité de la fonction.

A la Fédération autonome des syndicats de police, on ne cherche aucune excuse aux malheureux présumés. « Je déplore et je condamne cet acte inqualifiable », déclare M. Henry Buch, secrétaire général de la FASP. Nous allons exiger que ces trois individus subissent la loi dans toute sa rigueur. Nous ne devons pas accepter que des gens de chez nous se laissent aller à de tels actes. Mais, d'un autre côté, l'administration porte une lourde responsabilité dans une affaire de ce genre : d'abord, je constate que deux des trois gardiens d'Athis-Mons sont entrés dans la police après 1968, dans les plus mauvaises conditions — que nous avons dénoncées à l'époque : recrutements considérables, absence de sélection professionnelle, formation bâclée. De plus, si les chefs de la police n'avaient pas, à certaines époques, laissé se développer certains comportements, s'ils n'avaient pas encouragé le développement de certains groupements à l'intérieur de notre administration, nous n'en serions peut-être pas là.

FAITS DIVERS

COLLISIONS EN SÉRIE SUR LES AUTOROUTES

Six morts, plusieurs dizaines de blessés

Le brouillard épais qui s'est étendu depuis quarante-huit heures sur la plus grande partie de la France a provoqué de nombreux accidents de la route. Particulièrement spectaculaires ont été les carambolages qui se sont produits sur des autoroutes à l'ouest de Paris et dans la banlieue lilloise.

Le mardi 20, vers 16 h. 30, plus de cent trente véhicules sont entrés en collision près de Rocquencourt (Yvelines). Il y a eu cinq morts et trente-six blessés, dont trois dans un état grave ; les dégâts matériels ont été très

importants ; l'autoroute a été fermée et n'a pu être rouverte que tard dans la nuit.

Près de Lille, dans la matinée de ce même mardi, une centaine de voitures sont venues s'entrechoquer sur la périphérique qui, au sud de la ville, donne accès à l'autoroute A23 Lille-Dunkerque. Il y a eu un mort et une dizaine de blessés. La circulation a été rétablie en fin d'après-midi.

★ Les usagers peuvent se renseigner sur l'état des routes en téléphonant au Centre d'information de Rosny-sous-Bois : tél. 858-33-32.

هكذا من الأصل

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

RENCONTRE AVEC INGMAR BERGMAN

par YVONNE BA3Y

Si vous êtes un artiste, pas de cathédrales

J'ai préparé les Trois Sœurs, je les, j'annote, je réfléchis, dit Ingmar Bergman. Maintenant que je suis plus vieux, Tchekhov et Shakespeare reviennent vers moi. A Stockholm, il y a vingt ans, nous avions monté la Mouette et ça a été un désastre. Des désastres, j'en ai eu, mais celui-là en était vraiment un. Les acteurs et moi, nous simons tout, nous étions contents de tout : de la pièce, des répétitions, du spectacle. Et nous avons détruit Tchekhov, si loin de notre sentimentalité. C'était une destruction par amour. Mais quand on est jeune, on songe d'abord à l'expression de soi.

Je suis plus vieux, je suis plus patient, je suis plus sûr de ce que les auteurs veulent dire. Par exemple, il faut beaucoup de patience pour monter la Fête enchançante. Si vous n'exprimez que vous-même, la Fête ne vous parlera pas. J'ai mis vingt ans pour savoir l'aborder, pour retourner — lentement — à sa source. Au point où l'histoire est opérée, a commencé pour Mozart.

Mozart avait un ami, Schikaneder, directeur et principal acteur d'un grand théâtre un peu vénitien près de Vienne, et comme lui franc-maçon. Schikaneder avait écrit un texte, il l'a montré, encore inachevé, à Mozart, et il lui a demandé d'en écrire la musique. C'était en 1781, au printemps, en mai, et Schikaneder voulait que tout soit prêt pour septembre. Quel qu'il fût, pendant cette période, en train de composer un grand opéra, le Clément de Titus, Mozart a dit qu'il ne disait d'ailleurs jamais non, et il avait toujours des idées nouvelles.

Ainsi Mozart avait dit oui, il a envoyé sa femme en Bavière, pour une cure, et il s'est installé dans un pavillon, à côté du théâtre de son ami. Schikaneder écrivait le texte, Mozart la musique, ils buvaient bien, ils mangeaient bien, ils avaient autour d'eux beaucoup d'acteurs. En réalité, Mozart était très malade mais de bonne humeur. Chacun se sentait bien dans ce pavillon jusqu'à ce qu'arrive — à la moitié de leur travail — la catastrophe : « C'est fini pour nous, a dit Schikaneder, un autre théâtre de Vienne va présenter au même moment que notre spectacle la Cythère enchançante, une sorte de comédie de fées qui ressemble à la Fête ». Les deux amis, néanmoins, ont cherché quoi faire. Ils ont de nouveau bien bu, bien mangé, et ils ont eu une idée merveilleuse : le héros Sarastro serait le vilain, et redeviendrait le héros. Mais il ne restait plus assez de jours pour écrire et recomposer, ainsi il y a une tension incroyable au milieu de la Fête, il y a dans toute l'œuvre beaucoup de choses incompréhensibles, mais logiques. Et qui n'est pas gênant, bien sûr.

Mais déjà Mozart était mort

L'avant-veille de la première, Mozart a composé l'ouverture de la Fête enchançante et, dans l'unique critique publiée le lendemain, on peut lire : « La nouvelle comédie mérovingue de Schikaneder n'est pas très impressionnante ». Sur l'affiche de l'époque, en bas, en caractères minuscules, il est écrit : « La musique originale est de M. Mozart, qui, pour faire honneur à l'auditoire de la première, va diriger l'orchestre ». Puis l'opéra a été présenté dix fois, puis le spectacle est devenu une réussite, puis au bout de trois mois, un immense succès : mais Mozart est mort.

C'est peut-être une petite histoire, mais si je vous l'ai racontée en détail, c'est parce qu'elle m'a fasciné et m'a encouragé, parce qu'elle m'a fait avec la vraie création, et parce que je crois que la création, en art, naît toujours du hasard. Tout le monde tombe en morceaux devant la Fête enchançante, car il s'agit d'un chef-d'œuvre. Mais si vous savez que deux messieurs pleins de talent (dont l'un était un grand musicien et l'autre un grand professionnel) ont en somme rien fait d'autre que de vivre un temps ensemble et de jouer un jeu, alors, soudain, vous touchez aux racines de l'œuvre. C'était mon cas, et l'idée même de travailler en relation avec ce que je viens de vous dire m'a donné un sentiment de détente, de bonheur. A partir de là, j'ai construit ma propre version de la Fête, j'ai changé quelques scènes, mais jamais le texte, et je me suis demandé comment s'organiserait visuellement le spectacle d'origine, comment retrouver cette combinaison de primitivisme et de raffinement.

Ma longue histoire a une morale : n'écoutez que le cœur de l'artiste, que la cadence de ses sentiments à lui. Jeune, on procède différemment, et cette attitude que je n'avais pu avoir pour la Mouette, je l'ai eue pour la Fête, je l'ai pour les Trois Sœurs.

Je sais que l'enfant est là qu'il travaille tout le temps

Plus on vieillit, plus on reconnaît l'enfant qu'on était, et l'être humain qu'on était appelé à devenir. Oui, sans doute, il y a des gens qui se sont trahis par des compromis, des mensonges, mais ceux-là sont morts à la vie, ou sont des invalides. Mais si vous avez l'extraordinaire chance de reconnaître votre enfance, si vous revenez avec toute votre mémoire, votre expérience, alors vous serez dans une situation saine, c'est-à-dire favorable à l'esprit et au travail créateur. Un enfant crée avec beaucoup de désir, de passion. S'il veut écrire un sketch ou dessiner, il n'a pas d'obstacle, et il le fait. Il

ne pense pas : « Est-ce bon ? Est-ce mauvais ? Que va dire ma mère ? » Il fait. Je suis exactement dans cette situation, et je crois qu'il n'est rien de pire que de détruire le sens créateur.

Avant de m'endormir, ou lorsque je ne me sens pas très bien, je suis assailli par certains épisodes de ma petite enfance. Des épisodes anodins mais clairs, complets, avec les lumières, les couleurs, les meubles, les voix, les odeurs. Hier, pendant ma sieste, j'ai vu ma grand-mère : dans son vaste appartement, elle portait ses habits noirs et blancs, elle avait préparé le dîner, elle s'apprêtait à sortir et me disait : « Je dois acheter quelques choses ». C'était l'hiver, et ce dîner, je le respirais.

Ce que j'ai compris émotionnellement je ne l'oublie jamais

Chaque minute, chaque instant, chaque moment de notre vie, même quand nous sommes dans le ventre de notre mère, continue d'exister en nous. Cela a été scientifiquement prouvé mais ne cesse d'être pour moi un miracle : je sais que l'enfant est là, qu'il travaille tout le temps, et que ce qui touche la création le touche directement. Non, ce n'est pas une manière de se protéger, c'est la créativité qui se nourrit, qui se construit.

Aujourd'hui, je joue avec les Trois Sœurs, et ce que j'éprouve, je le ressens en allant dans ma chambre pour manipuler — après des heures plus ou moins terminées — mon théâtre de marionnettes, les décors que je fabrique ; ou en me retrouvant seul, tard le soir, plongé dans mes day dreams (1).

Reprenons maintenant du hasard. Imaginons-

est une pièce sur la jalousie. Alors vous devenez fou et aussitôt vous voulez, vous devez la mettre en scène.

Enfant, j'étais un mauvais élève. Je voulais toujours être parfait, mais je ne comprenais pas l'école, je ne comprenais pas ce qu'on me disait, ce que je lisais, j'étais fermé aux mathématiques. Mon frère était très brillant, je lui avais demandé : « Pourquoi suis-je ainsi ? » et il m'avait répondu : « Parce que tu es un idiot ». Je l'avais pris au sérieux, et ça m'affectait, ça me rendait triste.

Je suis parvenu, je l'étais extrêmement en classe, tout en restant très ambitieux pour qu'on m'aime, qu'on m'accepte. J'ai aujourd'hui des difficultés semblables à celles que j'ai eues alors : un texte compliqué, je dois le lire, le relire, et parfois très lentement, avant de pouvoir l'assimiler. C'est bien, en un sens, car ce que j'ai lu et compris émotionnellement, je ne l'oublie jamais.

Instinctivement, les gens ont toujours peur des émotions. Dans ma génération, dans mon milieu, éduquer ce n'était pas former un être humain, mais créer une petite marionnette qui exerce et marche dans une société autoritaire. Pour qu'un garçon ne se comporte pas en fille, il fallait être dur avec lui, et ainsi, très tôt, nous apprenions, garçons et filles, à interpréter notre rôle (sans cette éducation peut-être serions-nous tout le temps en train de danser, de pleurer, de chanter, de mettre des fleurs dans nos cheveux...). Pourtant, sérieusement, je crois que c'est, que ce serait d'enseigner des émotions. Avec cet ABC fessé de travailler, j'aimerais attendre le D, mais nous sommes si analphabètes, dans ce domaine. Même actuellement, j'ignore s'il n'est pas trop tard pour changer cette situation.

Il y a une émotion, une émotion, une émotion, attendons ce qui va surgir, mais tous nous savons

frappé par l'atmosphère de cette villa, captivé par ce mélange de bonheur et de peur. Tout semble idyllique, mais, à travers l'apparence, circulent les paniques, à travers la gentillesse, les violences — pour ne pas parler de ce que les gens disent vouloir faire avec les terroristes. C'est vrai qu'il n'y a pas trace d'idylle dans l'Œuf du serpent (mais peut-être n'est-elle plus, comme à Munich, que nostalgie) et que ce film n'a rien à faire avec 1923 ni avec Berlin ni non plus avec mon expérience de jeunesse en Allemagne. L'Œuf du serpent, c'est là, c'est aujourd'hui.

On peut être pessimiste. Tout le monde sait ce qu'il faut faire, mais personne ne le fait. Quelques-uns agissent cependant, mais il me semble que tout est allé trop loin. Si vous commencez à penser qu'une grande partie des habitants de la terre va mourir de faim, si vous commencez à penser à des choses de ce genre, il y en a tant que cela devient impossible, désolant.

Depuis vingt ans, je suis convaincu que l'être humain est une malformation (si non comment expliquer ce qui se passe ?). Commencer à penser augmente mon pessimisme — c'est seulement le matin que je me réveille curieux de tout, et optimiste comme un enfant. Je commence à penser quand vous me parlez, ou quand je me mets à écrire ; je pense quand j'essaie de rendre clair ce que je ressens, et ce que je ressens est ambivalent. Je pense que l'homme vous dit que l'homme est une malformation, et que l'homme aussi fait un film là-dessus. C'est absurde. La plupart des artistes ont en eux ce mélange de pessimisme et de désir. N'est-ce pas ? Je me sens pareil à ces enfants qui — vite la lumière de leur chambre pour s'épouvanter avec des fantômes.

Ne parlons pas trop de pourquoi on fait des films, et de pourquoi on écrit. Les artistes ne travaillent pas de manière tellement compliquée. Regardez les Trois Sœurs, ce tout petit livre. Regardez, ensuite est énorme livre qui commente Tchekhov, et qui ressemble à tous ces tomes pleins de vidéos. Si vous êtes un philosophe, vous devez parler de l'architecture des pensées, de cette immense cathédrale de l'œuvre. Si vous êtes un artiste qui travaille avec émotion dans un art qui cherche à communiquer des émotions, pas de cathédrales.

Chaque femme vit avec un saboteur en elle qui a la voix de sa mère

Malgré ce chaos qui nous entoure, nous devons veiller aux bonnes choses de la vie, et les protéger. Pour être moins bête (et parce que maintenant j'aurais désespérément besoin de m'exprimer en suédois, ma langue), je vais aller à nouveau vers la musique. Je songe à la Fête enchançante, aux deux messieurs et la jeune princesse, dans la nuit, demande à Emma si elle est encore vivante, et à travers quel Mozart nous raconte, nous transmet quelque chose sur une réalité spirituelle. Et je songe que c'est cette réalité si brillante, si riche — autrement dit cette communication — qui est pour moi fondamentale, comme elle le sera, je suis sûr, pour des milliers de gens de plusieurs générations.

Vous souvenez-vous, dans l'Œuf du serpent, de cette scène entre le prêtre et la jeune femme ? L'important, ce n'est pas que le prêtre dise « Pardonnez-moi » — la phrase peut avoir diverses significations, — mais c'est la relation qui vient de naître entre deux êtres humains.

Voilà ce que je veux dire par bonnes choses de la vie. Chaque moment qui nous arrache à notre solitude — et nous savons bien qu'elle est totale — est ce qui peut nous arriver de mieux. Et si Jean-Sébastien Bach nous parle de sa foi et de son Dieu, prenons une pause dans sa certitude. Quant à l'incertitude, je dirai qu'un artiste crée parfois l'incertitude pour pouvoir créer. Et, dans cette incertitude, il nage très heureux, et très malheureux.

Ne comptez, n'existez pour moi, que ce monde, ce monde humain. A l'intérieur ou autour de l'homme, il y a toutes les possibilités, toutes les possibilités du plus bas au plus haut. Ce que je dis est simple, mais, si bien regardé, on n'en voit pas les limites. Extérieurement quand j'étais un enfant, Dieu a bougé et il a cessé d'être là. Et, Quelqu'un. C'est une démarche très naturelle, je ne peux l'expliquer autrement.

Brahms vivait dans un petit appartement, et un jeune homme, un jour, est allé le voir. La pièce où il l'a reçu était en grand désordre. Il faisait froid et Brahms était assis dans un tas de couvertures. La visite a duré une heure, et au bout du corridor, avant de partir, le jeune homme a tourné la tête. Brahms est sorti à cet instant-là, il a ouvert une armoire, il a pris une assiette avec une vieille saucisse et il s'est mis à manger, debout. Puis il est retourné à sa pièce et il a continué d'écrire l'un des plus beaux morceaux de musique, le Requiem allemand.

Je ne pense pas que Brahms ait entendu quoi que ce soit du jeune homme. Il avait sa pièce, son chapeau, ses couvertures, sa saucisse, et tout ce qu'il a transmis dans une musique incroyable, et inimitable. Pour moi, c'est le réel miracle, c'est complètement humain, c'est quelque chose qui appartient complètement à Brahms, à l'artiste, à l'homme.

(Lire la suite page 14)



Ingmar Bergman, au travail

vous à Munich, dans un grand théâtre qui a beaucoup de ressources, et imaginez que vous discutez avec le directeur. Puis voilà que vous pensez : « Il y a quatre rôles clés dans Tchekhov et pour ces rôles n'y aurait-il pas quatre actrices, et cette actrice ne pourrait-elle pas interpréter Masha ? » Vous pensez ça, tout d'un coup vous êtes en tête, une magnifique distribution, vous revenez chez vous, vous prenez vite les Trois Sœurs, et la lecture vous stimule à cause de ces comédiens qui bougent, qui parlent dans les pages.

C'est une route pour les Trois Sœurs. Il y a aussi celle des songes où vous avez soudain la vision d'un monde complètement vert, où toutes les chambres sont vraiment vertes, et qui, à la fin, se consume. Puis, dans votre vision, la scène n'est bientôt qu'un aquarium, et les comédiens sont comme des poissons. Puis manque l'oxygène, tous ces animaux se déplacent de plus en plus lentement, certains meurent, mais, de toute façon, la vie s'arrête et quitte l'aquarium.

Une route encore : trois sœurs habitent ensemble avec leur frère, André, qui épouse Natasha, une très jeune fille incertaine, sans goût, mais pleine de vitalité. Et cette Natasha — qui arrive dans une maison où passent tant d'amis et tant de gens — femme si vivante — et si méchante, — occupe de plus en plus d'espace. Elle apparaît et chacun s'écarte, elle n'écoute que ses impulsions ; désigne tout le monde, elle ne cesse de grandir, et elle a des enfants, un amour. Fortes parmi les faibles, Natasha va faire sauter ce merveilleux paysage mourant.

Ces routes sont autant de raisons qui expliquent mon choix. A quoi s'ajoute l'importance des comédiens : si vous n'avez pas d'acteurs pour Tchekhov, abandonnez. Choix, c'est Molière qui m'est le plus proche, j'ai monté quatre fois le Misanthrope et deux fois sans me rendre compte qu'il s'agissait de la jalousie. De toutes sortes de jalousies. Un jour, vous vous promenez, vous vous asseyez contre un arbre, sur une pierre, et vous vous dites brusquement : le Misanthrope

que le seul changement possible serait de donner aux nouvelles générations une éducation émotionnelle radicalement différente. Prenons un exemple très simple. Chaque enfant apprend aujourd'hui que l'agressivité peut devenir dangereuse, qu'elle est défendue, et hors des règles de la société. Mais ce qu'il est, ce qu'est, son mécanisme, on ne l'explique pratiquement pas et on fait à l'enfant l'essentiel. On ne lui dit pas que l'agressivité est une part naturelle de lui-même, qu'il doit vivre, avec elle, en amitié.

Découvrons ensemble comment nous sommes humains

Aux enfants, on préfère dire : « Ne fais pas ça », plutôt que : « Faire mal est pour toi nécessaire ». Nous continuons à subir, à souffrir les conséquences de l'éducation chrétienne : inconscience, culpabilité, nous transportons les déchets et nous avons tout oublié sur la grâce, sur l'amour.

Je crois qu'il faudrait jeter par-dessus l'école, les mathématiques, l'histoire, la géographie, etc., et dire à l'enfant : « Si une de ces matières t'intéresse, ou dans cette pièce, dans cette bibliothèque, et apprends ». Puis lui dire : « Et maintenant, viens tel quel, moi, et parles. Découvrons ensemble comment nous sommes construits, comment nous fonctionnons, comment est notre âme ». De cette façon, nous devrions parler aux enfants pendant toute leur vie. Et, s'ils veulent savoir ce qui est arrivé dans le monde il y a vingt ans, qu'ils aillent dans cette autre pièce : là-bas, où un professeur, qui sera compris de quel il est question, leur dira : « Faisons nos livres. L'histoire, c'est moi qui vous la raconte ».

Aux enfants, on devrait expliquer le lien entre agression et agressivité. Ici, à Munich, je suis

(1) Les rêves de jour.

مكذبا من الأصل

ES SPECTACLES

LE MONDE — 22 décembre 1977 — Page 21

Cinéma

(*) Films interdits aux moins de 16 ans.
(**) Films interdits aux moins de 18 ans.

à cinématographique

CHAILLOU (704-24-24) — h. : Les frères comiques : Charly, Laurel et Hardy, Buster Keaton, Harold Lloyd. 18 h. 30 : Héros chrétiens : Anderson et L. Danneberg, de Victor. 20 h. 30 : L'histoire sentimentale de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

LE DÉCEMBRE — 15 h. : Les aventures de J. Ford. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

LE DÉCEMBRE — 15 h. : Les aventures de J. Ford. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

exclusivités

AMERICAN (A.L.) (v.o.) (*) : Studio Cujas. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

AMERICAN (A.L.) (v.o.) (*) : Studio Cujas. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

AMERICAN (A.L.) (v.o.) (*) : Studio Cujas. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

Max-Länder (v.o.) : Paramount-Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

Max-Länder (v.o.) : Paramount-Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

Max-Länder (v.o.) : Paramount-Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

Les films nouveaux

LES FILMS MONTANT AU CIEL (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

LES FILMS MONTANT AU CIEL (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

LES FILMS MONTANT AU CIEL (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

FAOIR PADRONE (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

FAOIR PADRONE (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

FAOIR PADRONE (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

Les grandes reprises

AGUIRRE, LE CHAOS DE DIEU (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

AGUIRRE, LE CHAOS DE DIEU (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

AGUIRRE, LE CHAOS DE DIEU (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

stock : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

stock : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

stock : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

Les séances spéciales

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (v.o.) : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

Dans la région parisienne

YVELINES : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

YVELINES : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

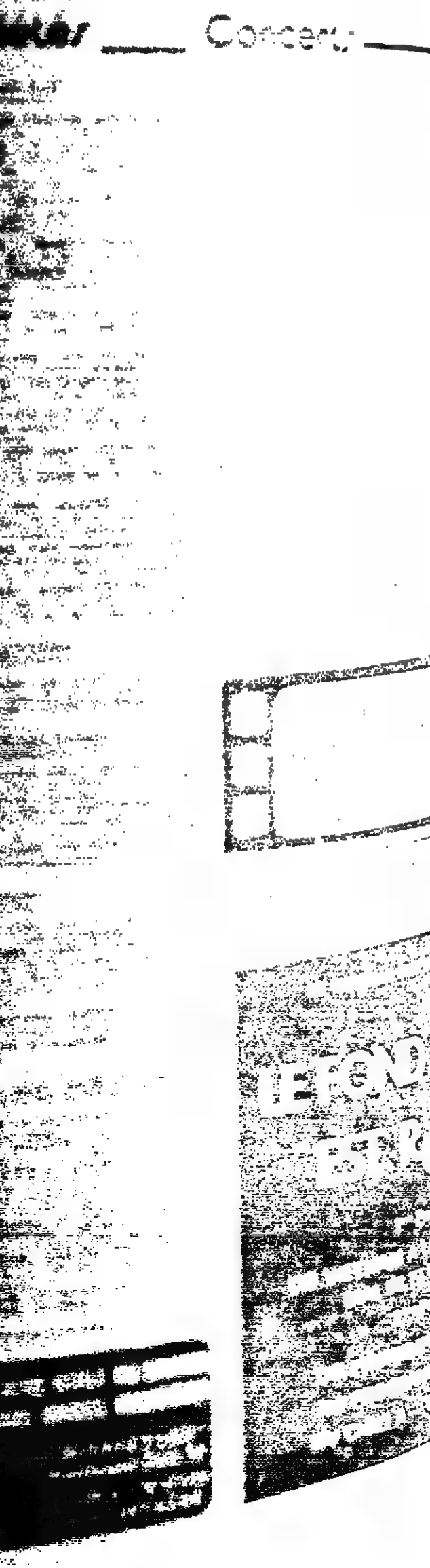
YVELINES : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

VAUCRESSON N. Normandie

VAUCRESSON N. Normandie : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

VAUCRESSON N. Normandie : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.

VAUCRESSON N. Normandie : U.G.C. Opéra. 18 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 20 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 22 h. 30 : Les aventures de J. Ford. 24 h. 30 : Les aventures de J. Ford.



MULTI CINE

DIABOLO MENTHE

L'ARGENT DE LA VIEILLE

MON BEAU LÉGIONNAIRE

LE ŒUF DU SERPENT

UN MOMENT D'ÉGAREMENT

LA VIE PARISIENNE

Un Film de CHRISTIAN-JAQUE

Voici un excellent spectacle pour les fêtes de fin d'année.

L'AUREOLE (Claude Garson)

LA VIE PARISIENNE

Un Film de CHRISTIAN-JAQUE

Voici un excellent spectacle pour les fêtes de fin d'année.

L'AUREOLE (Claude Garson)

LA VIE PARISIENNE

Un Film de CHRISTIAN-JAQUE

Voici un excellent spectacle pour les fêtes de fin d'année.

L'AUREOLE (Claude Garson)

LA VIE PARISIENNE

Un Film de CHRISTIAN-JAQUE

Voici un excellent spectacle pour les fêtes de fin d'année.

L'AUREOLE (Claude Garson)

LA VIE PARISIENNE

Un Film de CHRISTIAN-JAQUE

Voici un excellent spectacle pour les fêtes de fin d'année.

L'AUREOLE (Claude Garson)

LA Semaine de la poësie,
175, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris. Tél. 01 42 22 22 22 ou
chèque bancaire.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	34,32	34,32
AUTOMOBILES	34,32	34,32
AGENDA	34,32	34,32
PROP. COMM. CAPITALAUX	80,00	80,00

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCHEREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	20,00
AUTOMOBILES	20,00	20,00
AGENDA	20,00	20,00

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

emploi international

emploi international

ingénieur technico-commercial

Pièces d'abrasion - MAROC

Nous sommes une fonderie marocaine filiale d'un important groupe français ; notre directeur général souhaite confier à un ingénieur expérimenté (minimum 5 ans) une bonne expérience (fabrication, commerciale) des matériaux ou une compétence réelle en métallurgie des produits ferreux. Il prospecte la clientèle potentielle, suit et assiste les utilisateurs, définit avec eux leurs besoins et adapte nos produits à ces nouvelles exigences. Il est responsable des opérations plus importantes dans le groupe. Ecrire à Y. CORCELLE, 3293 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

offres premier emploi

APCEI

STAGES PRATIQUES

pour JEUNES en ÉLECTRONIQUE

- Les jeunes sont recrutés par l'Etat.
- De 15 à 25 ans - Brevet O. D. R. P. A.
- De 15 à 25 ans - Brevet O. D. R. P. A.
- De 15 à 25 ans - Brevet O. D. R. P. A.

APCEI 23, rue Dantier-Bochereau,
92100 Boulogne - Tél. 30.00.00

INSEGE

40 JEUNES DEMANDEURS
DE PREMIER EMPLOI

UN STAGE REMUNERE
de 25 ans, 3 à 5 ans d'études sup.

- Cycle de 1 an dont stage en entreprise
- Connaissances pratiques de l'entreprise
- Entraînement à l'application de l'emploi
- Contacts avec entreprises
- Personnel

REMUNERATION ASSURÉE PAR L'ETAT
B.P. 10000 et C.V. à 20 rue de la Monnaie
PARIS 11 - Tél. 40.00.00 - 75021 PARIS (9°)

GROUPE insep

Offres d'emploi cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Afrique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.)

STÉ CAV ROTO DIESEL

FABRICATION MATERIEL D'INJECTION DIESEL

USINE de BLOIS

UN INGENIEUR ORGANISATION

Débutant, formation I.N.S.A. ou équivalent.

UN INGENIEUR CONTROLE QUALITE

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

UN INGENIEUR ORDONNANCEMENT LANCEMENT

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

UN CADRE FONCTION PERSONNEL

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

Formation I.N.S.A. ou équivalent.

SALES MANAGER.

Territory: Europe and beyond.

Our Client is a medium sized Engineering Company with manufacturing premises in England. Specializing in seals which are used by original equipment manufacturers and the automotive industry, the Company is implementing an exciting expansion programme which will result in an increase in sales from the existing European team and possibly the creation of new teams further afield.

To lead this effort our Client now requires an experienced Sales Manager. He or she will recommend sales policy and implement agreed marketing policies and profit plans and will seek opportunities for both existing and new products and markets. He or she will be responsible for ensuring Clients products are effectively marketed to original equipment manufacturers in the automotive, earth moving and domestic fields. He or she will be based in France.

Candidates, aged 35-45, should possess automotive experience, and will preferably be of degree standard. Some knowledge of financial control would be advantageous ideally applicants will possess French as a native language together with fluent English. A successful track record of sales management in a competitive environment is considered essential.

An attractive salary is offered together with the usual benefits.

Please apply to:

R&D Ketchum 41 rue Ybry, 92200 Neuilly, Paris, France.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Important groupe minier recherche

CHEF DE DIVISION MINES

Rattaché au Chef du Département Mines, il aura la responsabilité des services techniques du département (géologie, sondage, topographie, laboratoire).
Ce poste requiert un ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines, etc.) ayant une solide expérience et si possible dans des mines à ciel ouvert.
La rémunération, fonction de niveau du candidat, est assortie d'avantages substantiels (villa équipée, voiture, soins médicaux gratuits, 2 mois de congés annuels...).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence 00011 à Axial Publicité, 91, Fbg St-Denis 75008 Paris, qui transmettra.

SG2

Société Générale de Service et de Gestion

recherche

pour AFRIQUE FRANCOPHONE

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

PROGRAMMEURS

CONFIRMÉS

Ecrire avec C.V., prétentions

et disponibilité

sous réf. P.H.T. 12/77.

SG2 12, avenue Vion Vitecomb

75008 PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIETE D'INGENIERIE et de COMMERCIALISATION de SYSTEMES INFORMATIQUES

recherche

JEUNES INGENIEURS INFORMATIQUES

pour développement de logiciels de base sur microprocesseur 8080.

Envoyer CV détaillé, photo et lettre de motivation à :

INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE (I.P.C.)

113 rue de Valenciennes 91400 LIVERY

(M) R.E.R. - Station Lozère

comex

Leader mondial dans la commercialisation des produits chimiques

Une des divisions du groupe COMEX

recherche

chef comptable

RELEVANT DU DIRECTEUR FINANCIER

Il gèrera la comptabilité générale analytique et supervisera le suivi du budget.

plusieurs années d'expérience en comptabilité analytique et budgétaire.

comptable expérimenté indispensable.

une pratique de l'anglais est très souhaitable.

Lieu de travail : PARIS (La Défense)

La rémunération est attractive.

Env. C.V., photo et prêt. s/réf. 2.77/SE 1

COMEX - Service Recrutement

17000 MARSEILLE Cedex 2

TOTAL

COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

Direction Production

TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

recherche

UN RESPONSABLE PROCESS

Ingénieur Grande Ecole 35 ans minimum, dirigeant une équipe d'étude et de conception d'installations spécialisées, il aura la responsabilité de concevoir des installations de traitement d'huile et de gaz (G.P.L., G.N.L.) dans les champs pétroliers à l'étranger, préparer et assister leur mise en service, la formation du personnel local ou expatrié.

Le candidat recherché a l'expérience de ces fonctions, il a mis en œuvre des unités si possible participées à leur exploitation.

Le candidat est basé à Paris avec déplacements courts durée à l'étranger.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyer C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation à :

Service Recrutement, 5, rue Michel Ange 75008 Paris

sous référence 77061

FINANCIAL DIRECTOR AND CONTROLLER EUROPE

LA SOCIETE - C.A. FF 100 millions

Filiale européenne importante

Secteur maintenance, stockage pour l'industrie

Zone d'activité : C.E.E. Scandinavie

Le poste requiert un ingénieur diplômé, expérimenté, adj. au D.G. Europe, exécutif.

Gestion financière, rel. banc. finance

Direction toutes activités

comptables Sociétés Françaises

Allomandes

Supervision audit interne, informatique

Consolidation bilans, comptes d'exploitation

Contrôle gestion, suivi plans

budgets

Evaluation investissements plans

Liaison avec l'Etat

Le candidat idéal :

8 à 10 ans d'expérience

Responsabilités similaires

Secteur biens d'équipement industriel

Bilingue français-anglais

Env. C.V. ou pour informations complément. tél.

Consulter les exécutifs personnels

management and industrial

1, rue Troyon 75017 (17°), M.

SEHSI



emploi régionaux

P.M.E. - 70 millions O.A. en plein développement

pour responsable informatique

UN PROGRAMMEUR

Expériences :

Programmeur confirmé niveau informatique.

2 à 3 ans d'expérience et possibilité de travailler en mode intensif et application de gestion

Ayant fait l'analyse organique ou capable d'en faire.

Expérience P.M.E. appréciée.

Participer à un système d'information

Développer des applications

Participer à l'exploitation de l'ordinateur.

Lieu de travail : 10 km Urban au Paris

Env. C.V. et photo à :

R.D.I. - Monsieur BOLZER,

Z.I. des Fontaines - 28210 Nogent-le-Roi.

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

hospitalier région BRONNE-ALPES

pour recherche

immédiat

PHOTOGRAPHE

pour service ICONOGRAPHIQUE Médicale

C.A.P. et ancienneté professionnelle sérieuse

titulaire par certificat, exp. 10 ans

Une expérience hospitalière appréciée.

Age souhaité : 35 ans minimum.

Envoyer C.V. détaillé et photo (non ret.) à :

REGIE PRESSE, le numéro 1000 M.

31 bis, rue de Valenciennes - 75002 PARIS

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

31.000.00

3

SPORTS

FOOTBALL

Le Paris-Saint-Germain soupçonné de fraude

La Fédération française de football (FFF) et le Groupement de football professionnel (G.F.P.) ont désigné une commission d'enquête, présidée par M. Dehout, pour examiner les comptes du Paris-Saint-Germain, soupçonné d'avoir constitué une « entité parallèle », grâce à une « entité contrôlée », des billes, essentiellement destinées à régler les transferts de certains joueurs.

Dans un passé récent, ce procédé était très répandu dans le football français. Il aura fallu quelques scandales retentissants, notamment à Marseille, et la nomination de M. Bernard Sastre, inspecteur des finances, à la présidence de la F.F.F., pour que cette entité, avec l'appui du G.F.P., entreprenne des efforts d'effacement.

Selon M. Sadoul, président du G.F.P., trois clubs seraient actuellement visés par des affaires de faux billes. Les plus fortes suspicions pèsent toutefois sur le Paris-Saint-Germain.

Malgré le mutisme, qui est de règle dans cette affaire, on sait que le club parisien aurait fait imprimer cinquante mille billets pour les trois premières semaines de la saison contre Reims, Bordeaux et Valenciennes. Or le Paris des Princes est limité à cinquante mille places. Le P.D.G. de l'entité d'impression a reconnu qu'il avait pu imprimer cinquante mille billets, mais qu'il n'avait pas pu les contrôler, et remettre les billets aux clubs. Un dirigeant du club, si ces derniers billets ont été utilisés, a déclaré qu'il ne les avait pas contrôlés, et qu'il ne les avait pas remis aux clubs.

Au début de saison on a pu remarquer que Paris-Saint-Germain était absent des galeries, excepté pour la F.F.F. pour les matches au Parc des Princes, et avait recruté sa propre équipe.

D'autre part, divers mouvements de l'état-major du club expliqués : la démission de M. Lacourtabaise, directeur administratif, quelques mois après celle de son prédécesseur, M. Jean-Louis Jost. Puis le « remerciement », voici six semaines, de M. Alain Rosen, directeur général, qui tentait de remettre de l'ordre dans la gestion comptable et administrative. M. Rosen a été remercié de son travail le 19 décembre.

La commission d'enquête doit rendre ses conclusions à la fin de la première semaine de janvier.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-21

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 215 F 365 F
TOUT PAYS EXTERIEURS
145 F 285 F 435 F
PAYS VOIES NORMALES
205 F 395 F 575 F
ETRANGER
(par mandat postal)
L. BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
145 F 285 F 435 F
ITALIE - AUTRICHE
155 F 305 F 455 F
TOUT LE RESTE DU MONDE
165 F 315 F 465 F

Par voie électronique
Tous les abonnés
Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou virement)
doivent bien joindre ce chèque à
leur mandat.
Changements d'adresse
annoncés ou prévus (deux
semaines au plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.
Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser nos noms propres et
capitales d'impression.

JUDO

Des sélections couleur du temps

Les clubs de la compétition internationale ont sélectionné des équipes de judo. On ne peut pas dire qu'un club ne soit pas une entité, mais dans ce cas, les sélections de poids, obtenues dans un tournoi, cela implique donc une sélection nationale et permanente afin de donner au bon moment les meilleurs.

Assurément, les sélections de la Fédération française de judo l'ont compris, qui demande à chaque champion de se présenter en équipe nationale pour représenter son pays. Toutefois, la grille qui représente les compétitions internationales par catégories de poids, par équipes de club, de département ou de région, a pu être remplie.

En premier lieu, pour le tournoi de pré-championnat par équipes de poids, a été organisée samedi 17 et dimanche 18 décembre dans le stade de la Ville de Paris.

Grande publicité, pour qu'on voit que le judo, quel que soit le poids, est une discipline qui a une place dans la cour du sport. Une journée de revue de détail au bout desquelles les sélections pouvaient être constituées : des débutants aux plus aguerris, on en voulait. Mais la tâche n'était pas aisée, car il faut faire en sorte d'être représentatif.

En japonais, les garçons qui constituent l'équipe de judo sont appelés « judokas ». Ils sont sélectionnés par les clubs, les départements ou les régions, et ils sont entraînés par des professeurs.

Les Français de judo ont une longue tradition. Ils ont été les premiers à participer aux Jeux Olympiques de 1964 à Tokyo. Ils ont remporté plusieurs médailles d'or, d'argent et de bronze.

La sélection nationale de judo a été constituée. Elle est composée de judokas de différents poids, et elle est entraînée par des professeurs.

Les sélections de judo sont constituées par les clubs, les départements ou les régions. Elles sont entraînées par des professeurs.

Les sélections de judo sont constituées par les clubs, les départements ou les régions. Elles sont entraînées par des professeurs.

Les sélections de judo sont constituées par les clubs, les départements ou les régions. Elles sont entraînées par des professeurs.

Les sélections de judo sont constituées par les clubs, les départements ou les régions. Elles sont entraînées par des professeurs.

Les sélections de judo sont constituées par les clubs, les départements ou les régions. Elles sont entraînées par des professeurs.

PRESSE

CORRESPONDANCE

Les journalistes et la modernisation de la composition

M. Louis Guéry, directeur du service de composition des journaux de la presse française, nous adresse la lettre suivante :
Ma position concernant la possibilité pour un journaliste d'enregistrer lui-même ses articles et de les introduire, au moyen d'un clavier, dans le système informatique, est beaucoup moins catégorique qu'il n'y paraît à la lecture d'un article (1) qui a l'impression de dire : « Les journalistes ne savent pas utiliser les machines à écrire ».

Je suis persuadé que la modernisation de la composition des journaux est une nécessité. Elle permet de gagner du temps, de réduire les coûts, et de améliorer la qualité de la composition.

Il faut distinguer deux types de fonctions de journalistes : la fonction de rédaction et la fonction de composition. La fonction de rédaction est celle qui consiste à écrire les articles, et la fonction de composition est celle qui consiste à mettre les articles en page.

Actuellement, la fonction de composition est confiée à des techniciens. Mais il est possible que, dans le futur, les journalistes puissent eux-mêmes effectuer cette fonction.

Il s'agit de textes de rédaction, de textes de composition, de textes de mise en page. Les journalistes doivent être capables de faire tout cela.

techniques : longueur et disposition des lignes, choix des caractères, des espacements, des marges, etc.

Cette solution reste rare, mais elle est toutefois pratiquée dans quelques journaux étrangers. Et c'est ici que je m'interroge : est-ce bien le rôle du journaliste d'accomplir tout ce travail qui ressortit auparavant à des tâches de typographie ? Ne risque-t-il pas d'accomplir mal — en tout cas moins bien — et son travail de journaliste et de technicien ?

— mais, dans la plupart des expériences étrangères — j'ai pu par exemple le constater, même si c'est à quelques mois, on ne demande au rédacteur que pratiquement à l'enregistrement de son texte. Celui-ci est ensuite appelé par un technicien sur une machine à écrire pour être corrigé et mis en page.

Il est évident que l'objectif formulé est plus et que la machine peut aussi bien valoir que le journaliste. Mais sur une simple machine à écrire, il y a des limites, puisque, par exemple, on ne peut pas faire de la justification, etc. Il faut beaucoup plus de temps pour faire une page sur une machine qu'au moyen d'une frappe sur papier. Les confères britanniques qui, à l'occasion de rencontrer, m'ont pas manqué qu'ils voyaient ces machines techniques, par les machines qu'ils apportent, ont été très intéressés.

En somme le terminal à écran c'est, comme la langue d'Esop, la meilleure ou la pire des choses. Tout tient à la manière de l'utiliser.

Le Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, dont le président est M. Georges Montaron, se félicite, dans un communiqué, du vote final de la loi autorisant l'assimilation des journalistes à des fonctionnaires.

(1) Le Monde du 14 décembre, page 24.

ALAIN GIRAUD.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite
INVESTISSEMENT A PARIS de tr. bel imm. endur. rénové. STUDIO - 2 PIÈCES DUPLEX - 3 PIÈCES avec tout confort, pr investisseur. C.G.T. LOCATION ASSURÉE. Tél. : 55-14-50.

XVII - WAGRAM
ATELIER D'ARTISTE EN DUPLEX TOUT COMFORT. PRIX : 850.000 F. Tél. : 55-14-50.

ROME Charming 3 pièces, cuis. équipée, bain, (30 m²), impeccable, meublé, très clair et ensoleillé. 21.000 F. P. F. 100-100-100.

St-Paul Imm. gd. 2nd. pierre, poutres appar. et cft. ref. neu. cuisine, 135.000 F. Tél. : 55-14-50.

Paris Particulier
Habitants de suite. Appartements de 2 à 3 pièces, très beau volume. Tél. : 55-14-50.

FL. DU BRESIL 3 p., 2 s., 2 b., 2 c., belle réception, rotunda, 2 chambres service - 635-05-11.

NOTRE-DAME-DE-LORVILLE Magnifique séjour + chambre, américaine, bain, 38 m², impeccable - Prix total : 120.000 F. - 55-14-50.

TROCADÉRO 48, rue de Longchamp - Imm. neu. intérieur, s/jardin. Réglé à l'état. 2 p., 2 s., 2 b., 2 c. - 55-14-50.

13. PLACE DES VOSGES IMMEUBLE RESTAURÉ. APPTS DE 100 M² A 250 M². Sur place tous les jours, dimanche de 14 h à 18 h, ou 55-14-50 et 55-14-50.

Paris Rive gauche
DENFERT-ROCHEREAU 8, rue Saint-Gothard. Neuf, grand 3 pièces + cuisine. Sur place tous les jours de 11 h à 18 h 30.

ECOLE-MILITAIRE Part. vd dans résidence neuve piscine, tennis, grand standing magnif. studio 27 m² + bain, 8 m², cuisine équipée, dressing, cave parking. 220.000 F. Tél. : 55-14-50.

DENFERT-ROCHEREAU 8, rue Saint-Gothard. Neuf, 2 pièces, 11 h + 1 b. Sur place tous les jours de 11 h à 18 h 30.

appartements occupés

MONTMARTRE 3 p., 2 s., 2 b., 2 c., 30 m², échange possible, 15.000 F. PROMOTIV. 55-14-50.

Paris Locations non meublées. Offre.

Paris Locations meublées. Offre.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

Paris Locations non meublées. Demande.

l'agenda du Monde

Artisans
ENTREPRISE ARTISANALE
EXCLUSIV. EN FERMETURE. GRAND CHOIX VETEMENTS PARFAIT ETAT. 71, rue de la Chapelle - Paris-18^e. Tél. : 575-10-77.

Fournitures
FOURRURES OCCASION
EXCLUSIV. EN FERMETURE. GRAND CHOIX VETEMENTS PARFAIT ETAT. 71, rue de la Chapelle - Paris-18^e. Tél. : 575-10-77.

Mode
BOTTES ET CHAUSSURES
DE LUXE. Pour dame et monsieur, T.I.T., SOLDE PERMANENT. 11, rue V.-Massé, 75009 Paris, 55-14-50.

Moquette
DISCOUNT 30 à 60 %
Tous types de moquette, toutes qualités. Téléphone : 55-14-50.

Psychologie
DIPLOME
Entretiens individuels ou conseil psychologique. Difficultés sociales, familiales, problèmes affectifs et communs. Tél. : 55-14-50.

Relations
GRANDS REVEILLONS
31 et 32 décembre avec le CLUB DES GELATINAIRES. Information, inscript. - 55-14-50.

Rencontres
NE REVEZ PLUS D'AMIS
avec qui partager vos idées, vos goûts, ceux qu'ils ont, artistiques, touristiques, sportifs, etc. Tous les trouveras grâce à : GOUTS COMMUNS. 1, rue de la Chapelle - Paris-18^e. Tél. : 55-14-50.

Tapis
POUR LES FÊTES OFFRIR UN TAPIS D'ORIENT
20 m² de réception en décembre. 108 bis, rue de la Chapelle - Paris-18^e. Tél. : 55-14-50.

Vacances - Tourisme - Loisirs
UN REVEILLON PAS COMME LES AUTRES !
POURQUOI PAS AU PAYS BASQUE GROUPEZ-VOUS ET RENSEIGNEZ-VOUS EN AUTOCAR FULLMANN DE LUXE. 1 SEMAINE 2 SEMAINES
23-12 au 30-12-77 ou 30-12 au 6-1-78 23-12 au 30-12-77 ou 30-12 au 6-1-78
700 à 1.050 F 1.200 à 1.500 F
Séjour (voyage compris) Réveillon - Animation - Excursion
FOIE GRAS CHAMPAGNE
A.T.C.R.B., 5, pl. Foch, St-Jean-de-Luz 64500
Tél. 05-41-26-05-62

éco

LES DIFFICILTES

Mon-Poulenc : quatre at

Mon-Poulenc : quatre at... (Text continues with details about the company and its challenges).

Provence-Alpes-Côte-d'A

A FRELLES DANS LE YAR

Conseil municipal en sabbat

Conseil municipal en sabbat... (Text continues with details about the municipal council meeting).

هكذا من الأصل

PRESSE

Le Monde économie-régions

LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE TEXTILE EUROPÉENNE

Rhône-Poulenc : quatre ans pour gagner la bataille de la reconversion

Malgré la crise, Rhône-Poulenc restera dans le textile, a affirmé M. Jean Gandola, directeur général du groupe, le 20 décembre, en présentant à la presse le plan de reconversion de Rhône-Poulenc Textiles (R.P.T.) (la filiale du 21 décembre). Mais pour y parvenir, une opération chirurgicale sera nécessaire. Dans les trois ou quatre années à venir, six mille emplois seront supprimés, dix mille autres seront créés. Les usines de Lyon-Vaise et Vaux-en-Velin sont situées

dans la région Rhône-Alpes déjà touchée par les mille dix-huit suppressions d'emploi annoncées récemment par le groupe Berlet-SAVIEM.

Afin d'éviter une licenciement des responsables du groupe usent de tous les moyens à leur disposition pour réduire les coûts (reconversion, pré-retraites). Au surcroît, aucun nouvel arrêt de fabrication n'interviendra avant deux ans et plus de ceux déjà annoncés en juin dernier. Ce délai sera mis à profit

pour relancer les meilleurs porteurs d'avenir. Deux milliards ont été déjà réaffectés. Pour la C.F.D.T., Rhône-Poulenc s'apprête à sacrifier délibérément le secteur artificiel et synthétique. La centrale exige que des mesures immédiates soient prises pour maintenir l'emploi - ce qu'elle réclame - la création d'un plan national du textile permettant d'arrêter l'hémorragie. Pour la C.G.T., « rien ne sera en tout cas justifié si les nouvelles mesures annoncées par Rhône-Poulenc »

Pour sortir Rhône-Poulenc Textiles de l'ornière où elle risquait de s'enfoncer, le groupe devait faire face à la crise du grain séparé de l'ivraie. Agir ne plus subir, tel est le maître mot de ce plan qui tourne autour de trois idées simples : renforcer la modernisation, créer des emplois, et surtout, se préparer à tout. Le groupe a déjà commencé à ajouter à Gandola, où l'industrie de la transformation du grain est forte, à valoir certaines fabrications de décolorants, tout en procédant à ajustements de production indispensables au retour d'une certaine rentabilité ; enfin, abandonner progressivement certaines fabrications dont les débouchés se réduisent. La stratégie adoptée pour parvenir à ce résultat se conduit le groupe Rhône-Poulenc à répartir ses usines textiles en trois grands ensembles.

Le premier ensemble constituera l'axe autour duquel se mettront à l'avant Rhône-Poulenc Textiles. Il sera, selon l'expression employée par M. Gandola, « le fer de lance de l'industrie textile française » et devra, par conséquent, devenir très compétitif. Ses fabrications seront concentrées sur le nylon et le polyester (filas et fibres). Trois usines seront concernées : Arzon (Nord), Gauchy (Alsace) et Valence (Drôme). Afin de développer la production de la plus performante, 480 millions de francs seront dépensés au cours des deux prochaines années pour la modernisation, la mise à jour complète du programme de rénovation devant s'étaler sur trois ans. Cet ensemble sera complété par deux usines spécialisées, l'une, celle de Besons (Val-d'Oise), dans la production de « non-tissé » (marque

Bidim), l'autre, celle d'Albi (Tarn). Cette dernière disposera d'une certaine autonomie. Le second ensemble regroupera les usines de l'exploitation, mais investissements importants, sur investissement de plus de dix ans, dans une usine de fabrication de textiles artificiels (rayonne et fibre), l'activité sera destinée à être progressivement regroupée sur l'usine de Lyon-Vaise. La troisième usine sera la mesure de la part de la production synthétique, qui sera produite dans les usines de Lyon-Vaise, Vaux-en-Velin (Rhône), Besons (Doubs), Olve (Ardennes) seront regroupées dans un ensemble auquel s'ajoutera encore l'unité de l'usine (Ardèche), où la réalisation d'un investissement de 25 millions de francs permettra de poursuivre la production de rayonne textile pendant quatre ans encore.

Les objectifs de ce plan sont cinq : relancer la production, réduire les coûts, améliorer la qualité, développer la recherche et développement, et enfin, améliorer la situation sociale. Ce plan est le résultat de quatre mois de travail, et il sera mis à jour au fur et à mesure des évolutions. M. Gandola conclut : « Nous sommes convaincus que ce plan permettra au groupe Rhône-Poulenc de surmonter la crise et de relancer son développement ».

L'accord de Bruxelles ramènera les importations à bas prix des Neuf à leur niveau de 1976

Les neuf pays de la Communauté européenne ont approuvé, le 20 décembre, les modalités des négociations avec la Commission européenne pour la réduction des importations de textiles à bas prix. Le plan prévoit que les importations de textiles à bas prix reviennent à leur niveau de 1976. Les neuf pays ont également approuvé le protocole de l'accord de Bruxelles, qui prévoit que les importations de textiles à bas prix reviennent à leur niveau de 1976. Le plan prévoit que les importations de textiles à bas prix reviennent à leur niveau de 1976.

« boucher » les négociations, la Commission a demandé un conseil de réajuster les quotas initialement prévus pour deux produits (filés et tissus de coton). Ces dépassements étaient nécessaires pour conclure avec quatre pays (Inde, Brésil, Pakistan et Egypte). An total, ces accords couvrent plus de 90 % des produits textiles inclus dans l'accord multilatéral. Les deux pays avec lesquels il n'a pas été possible de conclure sont l'Espagne et le Portugal, car ne faisant pas partie des pays A.M.F. mais bénéficiant d'un statut spécial. Pour ces deux pays, la commission a donné l'assurance aux Neuf qu'en cas de dépassement des quotas déterminés unilatéralement par la C.E.E., elle aurait recours à la cause de sauvegarde. L'ensemble de ces accords sera mis en œuvre à partir du 1er janvier 1978 et régira les quatre prochaines années la commerce mondial du textile.

Responsabilités...

(Suite de la première page.) Dans l'industrie n'est plus au premier plan. M. Jean Gandola a insisté sur le fait que l'industrie textile française n'est pas une industrie de l'avenir, mais une industrie de l'aujourd'hui. Il a souligné que l'industrie textile française est confrontée à une situation difficile, et qu'elle doit trouver des solutions pour survivre. M. Gandola a également souligné que l'industrie textile française est confrontée à une situation difficile, et qu'elle doit trouver des solutions pour survivre.

L'Etat consacrera 150 millions de francs en cinq ans au développement de l'instrumentation médicale et scientifique

Après la réunion du comité interministériel de politique économique et sociale qui s'est tenue à Paris, le 20 décembre, M. René Monory et Antoine Rufenacht, respectivement ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et ministre de la Santé, ont annoncé que l'Etat consacrerait 150 millions de francs en cinq ans au développement de l'instrumentation médicale et scientifique. Cette somme sera répartie sur cinq ans, à raison de 30 millions par an.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur A FRÉJUS, DANS LE VAR

Un conseil municipal en culottes courtes

De notre envoyé spécial
Fréjus. — « On est sérieux quand on n'est pas sérieux », a déclaré M. le maire de Fréjus, M. Jean-Louis Laroche, le 20 décembre, lors d'un conseil municipal (neuf) à Fréjus, dans le Var, siégeant sous la présidence de M. le maire (M. Laroche) assisté de M. le premier adjoint (M. Laroche). Les chefs de service, avaient été douze à quinze ans. Ils ont « traité » sans diversion, sans numéro de cabotinage, sans « effet de scène », les questions posées par les élus. Le débat a été très sérieux, très constructif. Les questions posées par les élus ont été traitées avec sérieux et compétence. Les décisions prises ont été claires et précises. Le conseil municipal a été très efficace.

Ile-de-France Les associations d'habitants lancent une campagne contre les méfaits de l'automobile

Les représentants de la plateforme des associations d'habitants de Paris ont lancé, le 20 décembre, une campagne contre les méfaits de l'automobile. Cette campagne vise à sensibiliser le public aux dangers de l'automobile et à promouvoir des mesures pour réduire les accidents et la pollution. Les associations d'habitants ont également lancé une campagne pour promouvoir des modes de transport alternatifs, tels que le vélo et les transports en commun.

ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

Le secteur de l'électronique professionnelle connaît une croissance importante. Les entreprises de ce secteur sont confrontées à de nombreuses difficultés, mais elles ont également de nombreuses opportunités. Les entreprises de ce secteur doivent donc trouver des solutions pour surmonter ces difficultés et saisir ces opportunités.

MACHINE OUTIL

Les pouvoirs publics ont approuvé la constitution de la Sofima (Société française de la machine-outil), dotée d'un capital de 40 millions de francs. Cette société a pour but de promouvoir le développement de l'industrie de la machine-outil en France.

EQUIPEMENT AUTO

Le secteur de l'équipement automobile connaît une croissance importante. Les entreprises de ce secteur sont confrontées à de nombreuses difficultés, mais elles ont également de nombreuses opportunités. Les entreprises de ce secteur doivent donc trouver des solutions pour surmonter ces difficultés et saisir ces opportunités.

EMPLOI

TEPPAZ : l'espoir s'estompé

De notre correspondant régional
Lyon. — L'espoir de voir un redémarrage, même modeste, de l'entreprise Teppaz à Craponne (Rhône) s'estompé. Les négociations entre le syndicat des salariés et la direction ont échoué. L'entreprise Teppaz est donc confrontée à une situation difficile, et elle doit trouver des solutions pour survivre.

Ils apprennent ils nous apprennent
En revanche, à propos des parcmètres, ils ont méprisé l'argent. Et le disque qui sert à faire passer les voitures, ils n'ont pas lésiné non plus. Plus question pour remplacer les arbres arrachés par des arbres en plastique (en 1959), ou de satisfaire les vagues d'écologie. Il faut replanter des arbres. Et les arbres de Paris. L'environnement, c'est la vie. Les vieux de la vieille ville que

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (numéro du mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

Après 64 jours de grève
LES ÉGOUTIERS PARISIENS REPRENNENT LE TRAVAIL
Les égoutiers parisiens, en grève depuis quarante-quatre jours, ont décidé, mardi 20 décembre, de suspendre leur mouvement. Ils reprennent donc le travail. Cette décision a été prise à l'unanimité. Les égoutiers parisiens ont également décidé de poursuivre leur lutte pour l'amélioration de leur situation.

Pour renforcer la surveillance au large des côtes françaises

Les douanes et la marine marchande mettront en commun leurs moyens et leurs informations

MM. Jean Chapon, secrétaire général de la marine marchande, et Guy Vidal, directeur général des douanes et droits indirects, viennent de signer un protocole d'accord sur la coordination des actions de surveillance en mer et la coopération entre les deux administrations. Ce protocole est valable trois ans à compter du 1^{er} janvier 1978.

Il s'agit, par des échanges d'informations plus systématiques, une utilisation plus rationnelle des moyens navals et aériens, de mener une efficacité accrue à deux services publics dans les domaines :

● La police des pêches : les agents des douanes informeront les meilleurs délais les affaires maritimes sur la présence de navires français ou étrangers dans les zones interdites ;

● Assistance maritime : les écoles régionales sur la sauvegarde de la vie en mer pourront être élaborées, précisant les actions d'intervention des vedettes et des avions des douanes ;

● La centralisation des informations sur la pollution par les déchets, en liaison avec les centres opérationnels de sauvetage (CROSS), les services des douanes peuvent participer aux actions d'identification des vases pollués ;

● Les épaves : les douanes participent aux actions entreprises pour que les épaves ne soient pas dangereuses pour la navigation. Les deux administrations veillent à la protection des épaves présentant un intérêt archéologique ou historique ;

● Police économique et financière : les affaires maritimes s'engagent à apporter leur concours aux douanes et à leur communiquer les informations dont elles disposent ;

● Prévention des accidents : les douanes accordent leur concours aux affaires maritimes en leur fournissant des renseignements sur l'absence manifeste de matériel de sécurité à bord de certains navires ou sur les infractions constatées aux règles de circulation des navires.

L'objectif recherché est « d'établir, sous réserve des missions prioritaires qui leur incombent, que deux vedettes ou garde-côtes relevant d'administrations différentes patrouillent en même temps dans la même zone ».

« L'échange d'informations se fait avec la discrétion nécessaire », précise le protocole.

Outre la coopération prévue pour les visites médicales et la formation professionnelle, les douanes et la marine marchande s'engagent à rechercher une « standardisation » de leurs équipements chaque fois que cela est raisonnable (les douanes ont, certes, sept aéronefs, dix-huit vedettes rapides, et les affaires maritimes disposent de neuf vedettes régionales, quatre vedettes côtières et deux vedettes de surveillance rapprochée).

Pourquoi, maintenant, ce « s'abîme » coopératif entre administrations ? On constate que la convention est signée au moment où le gouvernement prépare un projet de décret qui confiera aux préfets maritimes (dépendant, directement du ministère de la Défense) des pouvoirs accrus. Les douanes et la marine marchande, en manifestant ainsi leur bonne volonté, cherchent-elles à prendre des Sages ?

Revenant précisément sur l'article relatif au rôle des préfets maritimes (Le Monde du 14 décembre), M. Guy Vidal nous indique : « Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de réserves parmi le personnel des douanes contre le projet d'organisation de la zone économique maritime, pour l'excellente raison que les agents des douanes sont, déjà et de longue date, habitués juridiquement et accoutumés opérationnellement à exercer leur mission propre, la plupart des missions intéressant la zone économique, notamment en matière de pêche, de pollution et de sauvetage. Au surplus, la coopération étroite avec la marine nationale s'inscrit déjà dans les

faits, en vertu d'une longue tradition et l'efficacité de cette coopération n'est plus à démontrer. (...) »

Les agents des douanes sont soumis aux mêmes sujétions du service permanent que le personnel de la marine nationale, ainsi d'ailleurs que celui de plusieurs des administrations cédées de l'Etat. Ils sont ainsi amenés à intervenir vingt-quatre heures sur vingt-quatre, comme en témoignent les opérations inopines que la douane mène fréquemment et qui ont conduit, ces dernières années, à des saisies spectaculaires de navires contrebandiers. Quand on sait jusqu'où conduisent les excès du cloisonnement administratif en France, il est agréable d'entendre de hauts fonctionnaires passer d'accord, de coordination, d'échanges, de concours mutuel. Les plus optimistes verront dans ces propos une ouverture vers le futur ministère de la mer — ou la délégation de la mer — que beaucoup voudraient voir créés. Les autres, plus réalistes, y verront le signe d'une volonté de mieux gérer les services publics maritimes ainsi que l'exceptionnel patrimoine qu'est l'océan, en métropole et outre-mer.

FRANÇOIS GROSCHARD.

ENVIRONNEMENT

● La constitution du conseil d'information électro-nucléaire. — Le haut comité de l'environnement a désigné ses représentants au conseil d'information électro-nucléaire créé en novembre dernier. Il s'agit de MM. François Lapointe, président de l'Association jeunes et nature, membre du haut comité de l'environnement ; François Ramade, président de la Fédération des sociétés de protection de la nature, membre du haut comité de l'environnement ; Philippe Saint-Marc, animateur du comité de la charte de la nature, membre du haut comité de l'environnement ; Roland Chevalier, président de l'Association nature et progrès ; Pierre Samuel, secrétaire général des Amis de la Terre ; du docteur Laredo, vice-président du comité scientifique de l'Union régionale du Sud-Est pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement.

● Les maires du Morbihan et l'environnement. — Plus de la moitié des maires du Morbihan — soit cent trente sur deux cent quarante-cinq — viennent de répondre à un long questionnaire sur l'environnement qui leur a été soumis par une association, l'Union pour la mise en valeur du Morbihan (UMIVEM).

« Il faudra encore deux ans d'efforts pour rétablir l'économie française »

déclare M. Raymond Barre

« Il nous faudra encore au moins deux ans pour pouvoir, au prix d'un effort soutenu, rétablir sur des bases solides notre économie », a déclaré mardi 20 décembre M. Raymond Barre, qui était l'hôte à déjeuner de l'AJEF (Association des journaux économiques et financiers). « De surcroît, 1978 apparaît comme une année cruciale : ou bien nous respecterons les disciplines collectives nécessaires et nous progresserons vers le but, ou bien nous nous abandonnerons à la facilité et aux illusions et nous glisserons rapidement sur la pente du déclin. »

« Nous devons dans les années qui viennent, poursuit M. Barre, nous proposer quatre objectifs. Le premier est de défendre notre équilibre extérieur et la stabilité de notre monnaie pour obtenir et garantir une croissance durable. »

Le deutschemark est surévalué par rapport au dollar

À propos de la crise monétaire en cours, M. Barre a déclaré : « Depuis un an, le franc est resté stable par rapport aux deux monnaies des grands pays qui participent aux échanges internationaux. La crise actuelle n'est pas une crise du franc, c'est une crise qui affecte la relation entre le dollar, le DM et le yen. M. Barre estime que le DM est manifestement surévalué par rapport au dollar. Pour le premier ministre, la hausse du DM par rapport au franc ne devrait pas produire d'effets pervers. »

« Les ménages français étaient moins pessimistes en octobre qu'en mai, indique l'INSEE au vu des résultats de son enquête menée entre le 15 octobre et le 5 novembre auprès de 7 958 personnes. Le changement le plus marqué concerne l'opinion des Français sur l'évolution des prix, qui devrait — selon les réponses faites — être moins rapide au cours des prochains mois. En revanche, les changements d'opinion sont beaucoup moins importants en ce qui concerne l'emploi, le niveau de vie, l'épargne. »

● L'indice INSEE des achats de produits manufacturés par les ménages a progressé de 2,5 % en novembre. Pour l'ensemble des cinq premiers mois du second semestre, il dépasse de 1,9 % celui du premier semestre. Cet indice reflète environ 40 % des dépenses de consommation des ménages, celles qui sont les plus sensibles et les plus liées à l'évolution de la production.

on pourrait même se réjouir de l'évolution actuelle des rapports de change et si nous ne soulevions pas une stabilité de ces rapports entre les monnaies des pays de la Communauté, et si nous ne craignions pas l'influence dépressive de l'appréciation du DM sur l'activité économique en R.F.A. »

« Le second objectif doit être de revenir progressivement au plein emploi, celui-ci étant défini

« Il faut stimuler les industries d'avenir en veillant avec le plus grand soin à ce que les performances techniques ne conduisent pas à ignorer ou à sacrifier les considérations commerciales. Il faut que toutes nos entreprises recouvrent leur pleine responsabilité de gestion, et plus particulièrement la liberté de fixer leurs prix. Mais il faut que les chefs d'entreprises comprennent que la liberté des prix n'est pas la licence des prix et n'autorise pas



(Dessin de FORK.)

comme la possibilité donnée à chacun de trouver ou de retrouver un métier correspondant à ses capacités dans un délai raisonnable (...).

« Le troisième est une modération durable de la hausse des coûts de production et des rémunérations. (...) Le progrès du pouvoir d'achat ne doit pas être consenti de manière automatique mais doit être conditionné par les résultats de l'activité économique globale et les performances des entreprises. (...) L'objectif à atteindre dans les prochaines années doit être de ramener la hausse des prix et des rémunérations à un taux voisin de celui de nos principaux partenaires, c'est-à-dire nettement en dessous de 10 %. (...) La modération générale des revenus sera d'autant mieux acceptée qu'un effort particulier sera fait en faveur de ceux qui dépendent des revenus les moins élevés. (...) Mais cet effort ne sera possible que s'il s'accompagne d'une progression moins rapide des revenus les plus élevés. L'insécurité n'est pas seulement en France, entre revenus salariaux et revenus non salariaux, mais aussi à l'intérieur des revenus salariaux. »

« Le quatrième objectif de la politique économique, a encore ajouté M. Barre, doit être le renforcement de notre appareil de production. »

n'importe quel comportement en matière de rémunération, dont le résultat sera en fin de compte les fruits. Le retour à la liberté des prix demanderait d'ailleurs l'accompagnement d'une réduction des concours budgétaires aux entreprises. »

M. Barre a conclu : « En esquivant à grande brèche ce que je crois être la seule politique économique pour la France au cours des prochaines années, je me suis implicitement référé au type d'économie et de société que me paraît être le seul qui convienne au niveau de développement atteint par notre pays et le seul qui soit susceptible de lui assurer le progrès et l'indépendance, c'est-à-dire ce type d'économie et de société fondé sur les principes de liberté et de responsabilité. C'est le choix de société que notre pays a fait, qu'il confirmera, j'en suis sûr, dans les prochaines mois. »

Libertés et justice

Les « objectifs d'action pour les années à venir » que le gouvernement présentera prochainement traduiront concrètement cette orientation. « Ils montreront (...) que la politique économique de droit est de rigueur qui s'impose au cours des prochaines années doit s'inscrire dans une politique globale de développement économique et de progrès social, autour de laquelle et pour laquelle les Français attachés aux libertés et à la justice. »

M. Barre a ensuite répondu à diverses questions :

● SORTIR DE LA CRISE. — « Ce doit être l'objectif, car sinon ce serait admettre que nous admettions de nous y enfoncer. Nous sommes en train de remonter la pente. Il nous faut encore deux ans pour réussir. Je n'ai jamais dit que l'on pourrait redresser en six mois le taux d'inflation et rétablir l'économie en un an. Nous aurons encore à faire un effort durable, tout autre langage ne serait pas digne de la France, et je m'en garderai par respect pour moi-même. »

● TARIFS PUBLICS. — « Ils ne sont pas à leur juste prix, la hausse d'après l'année n'est pas suffisante pour nous rapprocher des prix vrais. C'est par un retour progressif et « normé » qu'il faut rétablir la situation des entreprises publiques. »

● SNIAS-DASSAULT. — « La négociation est en cours. Elle ne pourra aboutir en quelques semaines, mais l'issue ne sera pas trop attendue. »

● RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE. — « Le problème n'est pas de mettre à mort des pans entiers de notre industrie, mais d'assurer sa restructuration ou son redéploiement : sinon, ce sera la cessation d'activité. »

● Le bilan va compter beaucoup plus que les perspectives », commente M. Yves Michelet dans la Lettre de la Nation. « Or force est de constater que le plan de redressement n'a pas donné jusqu'ici les résultats escomptés. Au fond, c'est l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein. A moitié vide, si l'on observe les faibles résultats de la lutte contre la hausse des prix, la grande difficulté à résorber le chômage, malgré les efforts importants, la baisse inquiétante de la production industrielle. A moitié plein, si l'on peut bien considérer que le franc s'est tenu — en moins par rapport au dollar — que le redressement s'est opéré au niveau des échanges extérieurs et que la politique des salaires a donné ce que le gouvernement en attendait, mais au prix de la tension sociale que l'on sait. »

Giulietta: 1586 cc, 109 cv, 5 vitesses, technique trans-axiale. La nouvelle Alfa Romeo. Niki Lauda a signé les 999 premières Giulietta.



La nouvelle Giulietta est sûrement la première berline dont l'habitabilité - 5 vraies places - soit issue d'une conception sportive, la fameuse ligne en coin. Son prix : 41 165 F clés en main. Allez l'essayer chez votre concessionnaire Alfa Romeo, et, comme Niki Lauda, dites : "L'approuve". Des posters de Niki Lauda vous y attendent.

*Consommation conventionnelle en cours d'homologation.



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES** — JEUNESSES : le point de vue de Michel Vauzelle : « Des rois sans divertissement », « Deux ou trois choses que je sais d'eux », par Dominique Trepolet.
- 3. ÉTRANGER** — Le pouvoir et la gauche en Europe du Sud.
- 4-5. PROCHE-ORIENT** — L'entrevue Begin - François Poncelet.
- 6. AFRIQUE** — Le conflit du Sahara occidental.
- 7. ASIE** — La Corée, du nord au sud (V), par André Fontaine.
- 8-9. POLITIQUE** — La fin de la législature : « L'Assemblée nationale a permis et soutenu le progrès de la société », déclare M. Valéry Giscard d'Estaing.
- 10. SOCIÉTÉ** — L'application de la réforme Haby.
- 11. DÉFENSE** — L'application de la réforme Haby.
- 11. RELIGION** — L'application de la réforme Haby.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
PAGES 12 A 21
— Rencontre avec Ingmar Bergman.
— Une sélection pour les fêtes.

23. CULTURE — Les Grands Prix nationaux des arts et lettres.
27 à 30. ÉCONOMIE - RÉGIONS — Les difficultés de l'industrie textile européenne.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (23)
Annonces classées (23 à 28) ; Actualité (29) ; Courants (30) ; Journal officiel (31) ; Métronome (32) ; Mots croisés (33) ; Bourne (34).

● M. Valéry Giscard d'Estaing doit recevoir, mardi 22 décembre, les membres du bureau de la Fédération des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) pour faire le point sur les affaires paysannes après son discours de Vassy (Le Monde daté 18-19 décembre).

● « L'Esprit », de Frédéric Marceau, a été admis par le comité de lecture au répertoire de la Comédie-Française.

Le numéro du « Monde » daté 21 décembre 1977 a été tiré à 532 082 exemplaires.

10 à 15% sur calculatrices Texas Instruments chez Duriez

Ces calculatrices scientifiques sont d'une technique très avancée. Exemples : vous entrez les données dans l'ordre d'exécution, par conséquent, la précision des calculs est de 10 chiffres, ce qui est mille fois plus grande (3 chiffres) que l'affichage. Des modules enrobés en caoutchouc de sucre contiennent jusqu'à 5 000 instructions programmées. Aussi en discount de 12 à 35 % selon les cas Sharp, Casio, Canon, Sanyo. Offres valables du 5 au 25 décembre 1977. En stock également : Hewlett-Packard, chez Duriez, satisfait sous 8 jours ou remboursé 132, boulevard Saint-Germain (Odéon).

EN DÉCEMBRE
Ouvert le samedi et nocturne le mercredi jusqu'à 19 h.

FABRICANT - VENTE DIRECTE COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE
Boutique 25 ans d'expérience spécialisée
FRANOR 70 R. AMELOT TEL 700.87.94
M^e St-Sébastien — Fermé le samedi

A B C D E F G

Les conversations américano-vietnamiennes de Paris ont été « positives, cordiales et constructives »

La troisième série de conversations américano-vietnamiennes s'est achevée à Paris mardi 20 décembre : ces conversations ont été qualifiées par les deux parties de « positives, cordiales et constructives ». Les prochains pourparlers auront lieu plus tard, à une date non précisée.

Deux résultats ont été obtenus au cours de cette rencontre entre le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Phan Hien, et le sous-secrétaire d'État américain, M. Holbrooke : Hanoi va libérer avant la fin de l'année les trois Américains appréhendés en octobre dernier alors que leur yacht avait pénétré dans les eaux territoriales vietnamiennes ; d'autre part, une délégation vietnamienne se rendra bientôt aux États-Unis. Elle consultera les dossiers concernant les Américains disparus en Indochine.

Tout en se refusant à aborder le problème de fond de l'établissement de relations diplomatiques, une aide à la reconstruction en

raison des dommages de guerre, le porte-parole de la délégation américaine, M. Cannon, a déclaré au Monde que les deux parties « avaient eu un échange de vues utile sur la normalisation des relations ». Il a ajouté : « Après un long passé d'hostilité, nous ne pouvons pas continuer à nous enfoncer dans la voie de la confrontation ; le fait que ces entretiens aient été très constructifs a déjà une valeur en soi. Nous n'avons aucune obligation d'écarter le Vietnam ; mais nous sommes prêts à lever l'embargo commercial dès que des relations diplomatiques auront été établies et que des ambassadeurs auront été échangés ».

● Le Comité catholique contre la faim et pour le développement a accordé au Vietnam une aide de 800 000 dollars pour 1978, à l'indépendance, mardi 20 décembre. Radio-Vatican. L'annonce de cette aide a été faite à Hanoi au cours de la visite qu'y a effectuée le secrétaire général de ce Comité, M. Botiaud. — (U.P.I.)

AMNESTY INTERNATIONAL SE FÉLICITE DE LA LIBÉRATION PARTIELLE DES DÉTENUÉS POLITIQUES EN INDOCHINE

Différentes cérémonies ont marqué mardi 20 décembre la libération de dix mille prisonniers politiques accusés d'activités communistes (Le Monde du 21 décembre). Des diplomates étrangers, dont certains de pays communistes, ont assisté à ces cérémonies, indique l'agence Reuters.

Contrairement à ce qu'on avait pu penser lors de l'annonce de ces libérations, les personnes qui sortent de prison n'ont pas été relâchées dans des camps de travail. Elles seront cependant l'objet d'une certaine surveillance policière et se sont engagées à ne pas porter plainte pour internement abusif.

Amnesty International s'est félicitée, mardi, de ces libérations, mais elle souligne que plusieurs centaines de milliers de personnes restent détenues sans procès dans des prisons ou dans des camps de travail.

LE TREMBLEMENT DE TERRE D'IRAN : CINQ CENTS MORTS

Téhéran (Reuters, U.P.I.). — Il se confirme que le séisme survenu en Iran dans les heures premières de la nuit du 20 décembre (nos dernières éditions du 21 décembre) a tué cinq cents personnes. La région atteinte est celle de Zabol, située à 700 kilomètres au sud-est de Téhéran. Le tremblement de terre s'étant produit la nuit, les victimes ont été écrasées, pendant leur sommeil, sous les débris de leurs maisons.

Près d'Aix-en-Provence UNE JEUNE FEMME EST BLESSÉE PAR DES GENDARMES

À l'occasion d'un contrôle de gendarmerie, à Pourville, près d'Aix-en-Provence, une jeune femme qui se trouvait, le mardi 20 décembre, vers 23 heures à bord d'un véhicule en action, a été blessée à la tête dans le dos. Elle a été emmenée à l'hôpital de la ville d'Aix-en-Provence et se refuse à toute déclaration. Il semble que la voiture ait démarré au moment où elle approchait des gendarmes, qui occupaient sensiblement, pour des raisons privées, ne pas être surpris. Les gendarmes ont fait feu et la jeune femme, fille d'un avocat de la région, a été blessée.

● Un gendarme a été blessé par des malfaiteurs près d'Olhoulès (Var), au cours de la nuit du 19 au 20 décembre. Après avoir forcé un premier barrage routier établi par la gendarmerie, les malfaiteurs, à bord d'une voiture, ont franchi un second barrage quelques kilomètres plus loin. Une fusillade a éclaté et un adjudant a été blessé à la main. La voiture a été démolie plus tard, abandonnée à proximité du barrage. Les malfaiteurs n'ont pas été retrouvés.

● Un directeur d'école de Grenoble en conseil de discipline. — Le directeur de l'école des Buttes, à la Villeneuve de Grenoble (Isère) a été convoqué lundi 19 décembre devant le conseil de discipline de l'académie après un conflit entre les enseignants de l'école et l'inspecteur départemental de l'éducation, M. Prosperini. Classée établissement expérimental de plein exercice depuis 1973, l'école des Buttes, comme les neuf autres écoles de la Villeneuve, jouit d'un statut particulier.

En Suisse DEUX EXTRÉMISTES OUEST-ALLEMANDS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS APRÈS UNE FUSILLADE

Berne (A.F.P.). — Un homme et une femme ont été arrêtés, mardi 20 décembre, à Delémont, dans le Jura suisse, après avoir blessé deux douaniers helvétiques au poste-frontière franco-suisse de Faisy.

Ces deux personnes se sont présentées, vers 14 h. 30, mardi, à la frontière. Lorsque les douaniers les ont prises de descendre de leur voiture pour vérification d'identité, la jeune femme a ouvert le feu avec un pistolet. Les douaniers, dont un est grièvement blessé à la poitrine, ont répondu, touchant la cheville du jeune homme. Les agresseurs, qui avaient en ce temps de l'enfance, furent finalement interceptés par un barrage de police après qu'ils eurent emprunté un taxi pour brouiller leur piste.

On avait cru, dans la soirée de mardi, qu'il s'agissait de deux des mineurs ouest-allemands recherchés dans toute l'Europe occidentale depuis le meurtre de Hannu Martin Schleyer. Julianus Flambek et Willy Peter Stoll.

La police suisse devait cependant indiquer, ce mercredi en fin de matinée, qu'elle avait réussi à établir l'identité des deux personnes arrêtées, et qu'il s'agissait en réalité de Christian Möller et Gabrielle Krieger-Tiedemann, dont les noms ne figuraient pas sur la liste des terroristes recherchés. Tous les deux sont ouest-allemands. Gabrielle Krieger-Tiedemann serait, selon la police, impliquée dans l'attentat commis, il y a deux ans, à Vienne contre le siège de l'OPEP.

En R.F.A. DÉCOUVERTE D'UNE NOUVELLE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Bonn (A.F.P.). — Une nouvelle affaire d'espionnage a éclaté en République fédérale : on vient d'apprendre qu'une secrétaire à la chancellerie, arrêtée en mai dernier, était l'épouse d'un officier supérieur appartenant aux services de renseignement est-allemands, recherchés depuis plusieurs années par le contre-espionnage. Dagmar Kahlig-Scheffler s'était, en effet, mariée clandestinement, le 26 mai 1976, avec Herbert Schreier, qu'elle avait connu en Bulgarie, et à qui elle devait ensuite remettre la copie de tous les documents officiels qu'elle pouvait se procurer.

Dagmar Kahlig-Scheffler a ainsi fourni aux Allemands de l'Est des renseignements sur les préparatifs de Bonn avant la conférence de Belgrade, et sur la lutte menée par le gouvernement fédéral contre l'influence soviétique en Afrique noire.

Selon le quotidien à grand tirage Bild Zeitung, qui a révélé l'affaire, Herbert Schreier n'était pas un inconnu pour le contre-espionnage ouest-allemand.

Les retombées des « exportations nucléaires » Les Sud-Africains indésirables à L'Isle-d'Abeau (Isère)

De notre correspondant régional

Lyon. — Avec un retard sur la programmation initiale de douze à quinze mois, E.D.F. devrait faire diverger le second réacteur de sa centrale de Bugey (Ain) au mois de mars 1978 (1). Le chargement en combustible de Bugey-II qui devait, en effet, avoir lieu à la mi-décembre a été reporté au mois de janvier. En revanche, le démarrage de Bugey-III devrait suivre et intervenir avant la fin de l'année prochaine.

E.D.F. doit pourvoir à la formation du personnel de commandement et d'entretien français, mais aussi étranger (des ingénieurs d'Afrique du Sud notamment). A cette fin, l'entreprise nationale a fait construire sur le site de Bugey un « simulateur » reproduisant très précisément la salle de commande telle qu'elle a été conçue jusqu'à présent pour une paire de réacteurs de 900 mégawatts. Un centre de calcul permet de reconstituer le fonctionnement normal de la centrale et de déclencher à volonté des incidents du plus bémol au plus grave. Commandant en 1975 la société Le Matériel Téléphonique (L.M.T.), le simulateur de Bugey, le troisième en Europe après ceux de la Suède et de la République fédérale d'Allemagne, représente un investissement de 20 millions de francs. Un second simulateur a été commandé à L.M.T. E.D.F. n'a pas seulement la formation de ses cadres à assurer mais aussi celle des ingénieurs des pays auxiliaires de la France à venir des centrales : Iran et Afrique du Sud.

Mais l'annonce de la venue de techniciens d'Afrique du Sud a suscité une certaine inquiétude. Une quarantaine d'habitants de l'Isle-d'Abeau, qui ont été inquiétés par la présence de leurs familles — provoque des rumeurs parmi une partie de la population de la région. Devant assurer à cette centaine de personnes un séjour d'environ dix-huit mois en France, les représentants de la société Escam (2) avaient envisagé initialement de les installer au château de Chapeau-Corru (Isère), dont l'association gestionnaire aurait trouvé à un moyen de mettre fin à la crise financière. Mais le conseil municipal, par les comités d'opposition et par certains élus locaux a fait avorter ce projet (Le Monde daté 4-5 décembre).

Les responsables de la société Escam se sont tournés depuis vers la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau. Là, si les contrats de location avec des sociétés immobilières privées ne peuvent être mis en cause, en revanche la décision de l'établissement public de L'Isle-d'Abeau (EPIDA) de louer un terrain de

UNE DÉCISION DU CONSEIL DES MINISTRES La lutte contre le gaspillage de matières premières va être renforcée

M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie, de Commerce et de l'Artisanat, devant, au cours du conseil des ministres du 21 décembre 1977, faire le point sur les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le gaspillage de matières premières, et annoncer lors d'une conférence de presse le 23 juin dernier.

La mise en place d'un plan Vert a pu se poursuivre avec l'extension de la collecte aux fins de recyclage, le contrat passé avec les industriels à cet effet, devant, à partir de janvier 1978, intéresser plus de sept cents communes et neuf millions d'habitants, contre sept millions il y a six mois et sept y a un an et demi.

Pour le papier, une série de décrets réglementant l'emploi de produits « contaminants » dans l'imprimerie va faciliter la désencrage et l'utilisation de papier recyclé ; à l'industrie, le « Journal officiel » sera imprimé sur un tel papier, à partir du 1^{er} janvier prochain. De même que toutes les normes AFNOR, un accord de branche a été signé pour la première fois avec les industriels concernés pour la fabrication et l'utilisation de pneumatiques recyclés.

En matière d'emballage, la réduction de deux cents normes va permettre aux entreprises d'économiser 5 % des matières premières utilisées jusqu'à présent. Dans le domaine des matières plastiques, une nouvelle usine de recyclage, d'une capacité de 3 000 tonnes-an, va être mise en place de 1 200 tonnes-an mise en service cette année. Enfin, les avantages en matière de crédit (décaissements et bonifications d'intérêt) déjà accordés pour les investissements destinés à économiser l'énergie sont étendus à ceux effectués pour économiser ou recycler les matières premières.

Pourquoi louer un piano ? PIANO BAIL vous rendra propriétaire du piano de votre choix payable en 2 à 5 ans pour un versement mensuel équivalent à une location. C'est une exclusivité

Piano center
PIANOS
Paris-Ouest 71, rue de l'Alga
92500 LA GARENNE
Tél. 242.26.30 et 782.75.67
PIANOS-ORGUES
Paris-Est 122, rue de Paris
93100 MONTREUIL
Tél. 857.63.38

crise énergétique la déclaration sur la « pri fait remonter

5 hectares et des bâtiments préfabriqués — à des fins scolaires, dit-on — à la société en question soulevée de vives protestations. Un comité de « non-accueil » s'est formé, regroupant sous la forme d'un collectif des représentants locaux des partis politiques (P.C.F., P.S., P.S.U., des syndicats (C.G.T., C.F.D.T., Syndicat de médecine générale) et d'autres organismes. Des tracts nombreux dénonçant le régime de l'appartenance ont été distribués.

Une pétition circule depuis le 10 décembre, et une manifestation a même été envisagée devant le siège de l'EPIDA. « Notre démarche est essentiellement préventive et non violente », nous garantissons la sécurité des personnes d'Afrique du Sud en tant que pour qu'elles ne s'installent pas à L'Isle-d'Abeau », ont déclaré, non sans ironie, au cours d'une conférence de presse, des porte-parole de ce collectif.

La direction de l'EPIDA ne conteste pas qu'un contrat a été signé, le 10 novembre avec la société Escam, mettant à la disposition de celle-ci « quelques bureaux ». « Ce n'est pas, dit-on, un aménagement public de fait, une discrimination à l'encontre de ses clients. Aucun texte juridique ne le permet. Au contraire, toute distinction dans le traitement constituerait un acte illégal. Si le gouvernement estime qu'il n'est pas possible de traiter avec certains pays, c'est à lui de le dire. C'est là une affaire politique ».

Comme cette assurance la sécurité des ingénieurs à ceux-ci débarquant comme prévu dans la première quinzaine de janvier, même s'ils affirment que « nous ne sommes pas les personnes, mais le régime raciste et fasciste qui est visé », les opposants, par leur attitude déterminée, aboutiront à faire vivre ces familles dans un ghetto ».

BERNARD ELIE.

DIGNITÉ

Le 23 à Ap ALBERT So Mange Le livre de Ezec Belle du Les Vale Ô vous, frère

Le 23 à Ap ALBERT

So Mange Le livre de Ezec Belle du Les Vale Ô vous, frère

GALLIN

RESTAURANT LAURENT
41, avenue Gabriel, Paris
GALA DE RÉVEILLON
de la Saint-Sylvestre
samedi 31 décembre 1977
★ **MENU DE RÉVEILLON**
Les perles noires d'Iran accompagnées de Vodka
L'œuf clair à l'essence de céleri
Paillettes dorées
Le cardinal des mers Élysées
La mignonne de Behague des fins bouches
aux deux dures
La granité de framboises
ou champagne
La belle des vignes forcée en gelée
Salade aux racines
La bombe glacée Laurent
Le délice de Nouvel An
Le café
Champagne
Mumm Cordon Rouge 1971
(1/2 bouteille par personne)
★ **BERNARD ARCADIO**
et son orchestre
Prix par personne : 500 F + 15 % de service
RÉS. : 358-14-49 et 225-00-30

Chaumet
Joaillier depuis 1780 - Place Vendôme
Quand la beauté est aussi la sagesse.
Chaumet c'est un univers
CHALMET • L'ARC-DE • LES TEMPORELLES
12 place Vendôme Paris Tél. 260.32.82.

E. LECLERC
CENTRE VESTIMENTAIRE
15, boulevard Vaugelas - PARIS X^e Anglé rue de Lancry
Ouvert de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h - Fermé dimanche et lundi matin

COSTUME avec 2 pantalons
EURAL "GRIFFE ARGENT"
5 coloris 515 F 530 F
et la blouse mesure industrielle.
RAYON SPÉCIAL HOMMES GRANDS

Pour ELLE • Pour LUI • Pour ELLE
nouvelles et coloris d'automne
BLAZERS
100% Woolmark 235 F 270 F
3 coloris
Pantawool dep 119 F
PARDESSUS 280 F 455 F etc.
COUPE QUALITÉS INÉFAILLABLES
M^e BONSERGENT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT ou PARCMETRE

مكتبة الأصل